

# Pierre Bois

Une vie de militant ouvrier  
communiste révolutionnaire



Pierre Bois, en vacances dans un camping, quelques années avant son décès.

*« En soixante ans de militantisme, j'ai toujours été heureux, malgré toutes les circonstances traversées. Heureux de m'instruire, de penser, de lever la tête. Heureux parmi mes camarades de toutes les générations, heureux de ne pas être cloîtré dans un tout petit milieu comme le sont malheureusement la plupart des gens.*

*Alors, camarades, bon courage, et ayez confiance dans l'avenir de l'humanité »*

Voilà avec quels mots Pierre Bois dit Vic, s'adressant à ses camarades peu avant son décès, a résumé son existence.

Pierre Bois (1922-2002), militant trotskyste de l'Union communiste pendant la guerre, a dirigé à 25 ans la grève de Renault Billancourt en 1947. Il a été un des artisans de la formation du groupe Voix ouvrière en 1956 puis, après la dissolution de ce dernier à la suite de mai 1968, de la création de Lutte ouvrière, dont il fut jusqu'à sa mort en 2002, un des principaux dirigeants.

L'autobiographie de Pierre Bois est complétée, en annexe, par des documents sur la grève de Renault d'avril-mai 1947, ainsi que par deux textes rédigés sept ans après le décès de Pierre Bois par Hardy, son compagnon de combat.

les bons  
caractères **lbc**

Prix: 15 €



Pierre Bois  
**lbc**

Une vie de militant ouvrier communiste révolutionnaire

Souvenirs de militants ouvriers



# Pierre Bois

Une vie de militant ouvrier  
communiste révolutionnaire

les bons  
caractères **lbc**

# Pierre Bois

Une vie de militant ouvrier  
communiste révolutionnaire

Les Bons Caractères  
6, rue Forian - 93500 Pantin

Photos de couverture :

Une : Pierre Bois lors d'un meeting devant l'usine Renault de Billancourt en 1950 (détail). © Archives Pierre Bois

Quatrième de couverture : © Archives Pierre Bois

© Les Bons Caractères 2020

ISBN 978-2-915727-75-3

Dépôt légal troisième trimestre 2020

Imprimé par IMS - 93500 Pantin

Je suis né le 3 mars 1922 à Fère-en-Tardenois, dans l'Aisne.

Ma mère était d'une famille d'ouvriers agricoles de Picardie et connut les travaux domestiques dès l'enfance. À l'âge de 14 ans, elle fut placée comme bonne à tout faire. Elle vécut deux fois l'exode durant la guerre de 14-18, puis le retour dans un pays dévasté. Elle fut ensuite placée comme bonne à tout faire à Paris.

Mon père était originaire du Limousin. Issu d'une famille de paysans très pauvres, il devint maçon dans la région parisienne. Appelé au régiment en 1912, il fit deux ans de service militaire. Au moment d'être libéré, il fut mobilisé pour la guerre de 1914. Quatre ans de tranchées: Alsace, Chemin des Dames, Somme, Italie. La guerre finie, il fut envoyé en occupation en Allemagne. Au total: sept ans sous les drapeaux, bien malgré lui, et dont il sortit farouchement antimilitariste.

Démobilisé en 1920, il se maria. Après ma naissance et celle de mon frère Jean, il adhéra au Parti communiste en 1923, et y resta jusqu'en 1933, date à laquelle la victoire de Hitler en Allemagne provoqua une désorganisation dans le PC: les cellules ne se réunissaient plus que peu ou pas du tout, et les contacts avec les instances dirigeantes étaient épisodiques.

Nous sommes arrivés à Goussainville en 1925 dans un lotissement sans urbanisation. Ni eau, ni gaz, ni

électricité, ni tout-à-l'égout, ni routes ; les routes, c'étaient des chemins de terre. Il fallait aller chercher l'eau à une borne-fontaine à environ 200 mètres. Mon père mit toute sa vie à construire sa maison et ne put assister à l'installation du chauffage central.

Je suis allé à l'école à 7 ans : on avait dû attendre qu'il y ait une école. Les premières années, il n'y avait qu'une classe de trois divisions, cours préparatoire, cours élémentaire, cours moyen, comprenant près de 60 élèves. C'est là que je connus Mathieu Bucholtz, qui m'amena plus tard au trotskysme. Après le certificat d'études, je restai deux ans au cours complémentaire qui s'était créé entre-temps. Puis, à 15 ans, je commençai à travailler comme maçon chez un petit patron.

Vers 11-12 ans, j'étais entré à la Fanfare ouvrière de Goussainville ; j'y suis resté jusqu'à sa disparition à la déclaration de la guerre. J'étais trompette d'harmonie. La fanfare jouait des pas redoublés, et tous les morceaux révolutionnaires comme *La Carmagnole*, *L'Internationale*, *La Jeune garde*. Elle était présente dans toutes les fêtes et manifestations ouvrières ; tous ses membres étaient militants ou sympathisants du PC, mais pas très disciplinés, si bien qu'à l'arrivée du Front populaire, lorsqu'il avait fallu inscrire *La Marseillaise* au répertoire, il y avait eu des réactions. Il était admis qu'on ne jouait jamais *La Marseillaise* sans la faire suivre de *L'Internationale*.

À 15 ans, j'entrai aux JC. À l'époque, les JC s'occupaient surtout de la lutte pour l'Espagne, à la manière dont la concevait le PC : ils faisaient des quêtes, des collectes, etc. et organisaient des manifestations : 1<sup>er</sup> mai, Mur des fédérés. À une vingtaine de copains, on avait bâti la maison du cercle JC. Pour récupérer de l'argent, on avait organisé des bals et des séances de cinéma ; on

avait ensuite acheté une maison désaffectée du chemin de fer qu'on avait retapée, sur un terrain qu'un vague sympathisant avait mis à notre disposition. Dans cette maison, on avait installé un billard, des jeux, des livres ; il y avait quelques classiques du marxisme (Marx, Lénine, évidemment pas Trotsky) mais, pour les livres théoriques, il était conseillé aux camarades d'être prudents, parce qu'il fallait un certain niveau... et surtout il y avait les publications du PC : des livres comme *L'Histoire du Parti communiste (bolchevique)* de l'URSS, très stalinienne, ce qu'à l'époque je ne réalisais pas, bien sûr. Je vendais *L'Avant-garde*. J'étais responsable de sa diffusion, ainsi que de la revue *Notre Jeunesse*, et j'étais responsable de la bibliothèque.

Au début de l'année 1939, je réussis à me faire embaucher chez Brissonneau, une entreprise qui fabriquait des locotracteurs et des wagons de métro, située à Montataire, près de Creil, le travail dans le bâtiment étant devenu beaucoup trop précaire. Je devais faire 70 km aller et retour par jour à bicyclette pour me rendre au travail. Quand il pleuvait, je mettais mon vêtement dans la musette et roulais en slip. Cela dura trois ou quatre mois. Puis je fus appelé à la SNCF à la suite d'un concours que j'avais passé plusieurs mois avant. Le salaire était de 475 F par mois, alors que chez Brissonneau le salaire était de 1 200 F. Quinze jours après mon entrée à la SNCF, où je travaillais comme « élève bureau » à l'Exploitation – c'est-à-dire une sorte d'apprenti employé 1<sup>er</sup> grade dans la hiérarchie de l'administration –, la guerre éclata.

Au même moment, le PC fut dissous. Certains d'entre nous continuaient à se réunir au siège des JC. Lors d'une de ces réunions interdites, les gendarmes vinrent nous arrêter. Cela provoqua un attroupement. Ma mère

intervint et interpella les gendarmes; ceux-ci, devant l'hostilité qui commençait à se manifester, s'en allèrent, non sans avoir relevé les identités de ceux qui n'avaient pas réussi à se sauver à temps.

Quelques jours après, pendant que j'étais au travail, les gendarmes perquisitionnèrent à mon domicile et laissèrent une convocation m' enjoignant de me rendre à la gendarmerie.

L'interrogatoire à la gendarmerie se déroula de la façon suivante :

- Vous appartenez au PC ?
- Vous savez bien que le PC est dissous; d'abord, je n'ai jamais été au PC.
- Alors, vous êtes aux JC.
- C'est pareil, c'est dissous.
- Votre père est au PC.
- Non.
- Il a été candidat aux élections municipales sur une liste du PC.
- En tant que sympathisant.

En perquisitionnant, les flics avaient trouvé un petit fichier ainsi qu'une petite boîte de caractères d'imprimerie en caoutchouc (un ancien jouet).

- Ces fiches, c'est un code secret.
- Oui, si on ne connaît pas l'anglais. Ce sont des fiches qu'on nous faisait remplir à l'école.
- On a trouvé votre nom sur une liste de distributeurs de tracts.

(Manifestement c'était un faux que le gendarme qui menait l'interrogatoire cachait dans sa main).

– Je ne sais pas de quoi vous parlez, mais quand on distribuait des tracts, on n'avait pas besoin de faire une liste.

L'interrogatoire tourna court en ce qui me concerne, parce que j'avais nié. D'autres camarades avaient voulu affirmer leurs convictions et avaient non tant « avoué » que reconnu fièrement leur participation à des distributions de tracts. C'était un peu par bravade, car à l'époque on n'avait pas encore diffusé de tracts. Ils furent arrêtés et certains ne sont jamais revenus.



Depuis août 1939, je travaillais à la gare de Survilliers. Un copain des JC que je n'avais pas revu depuis la déclaration de la guerre (et qui est devenu maire après la guerre) vint me trouver. Il me dit : « Il faut qu'on remonte les JC. » Nous avons effectivement regroupé un certain nombre d'anciens JC que nous sommes allés chercher un par un ; nous avons reconstitué un réseau et organisé des distributions clandestines de tracts.

Peu après, l'Allemagne entra en guerre contre l'URSS.

C'était à nouveau un changement de politique. Pendant des années, en effet, le PC avait mené une politique contre le nazisme. Puis, il y avait eu le pacte germano-russe de 1939 : pour justifier l'alliance entre Staline et Hitler, on nous avait expliqué que Staline n'était pas un fou, qu'il avait ses raisons et que s'il avait fait ce choix, c'est qu'il était en mauvaise posture face à l'impérialisme anglo-américain. Désormais, ce n'était plus l'impérialisme anglo-américain qu'il fallait combattre, mais le nazisme allemand : il fallait maintenant faire la guerre aux « Boches ».

Comme j'avais un brassard de cheminot, le copain des JC me demanda, un jour, d'aller avec lui chercher



des tracts à Paris. Nous arrivâmes dans un petit local, bourré de tracts, près du quai de la Rapée. J'avais quelque inquiétude – nous étions sous l'Occupation – mais mon camarade me rassura : « Tous les locataires de l'immeuble sont au Parti. »

Arrivé à la gare du Nord, je passai les tracts avec mon brassard, sans difficulté. Il avait été convenu d'un rendez-vous dans les bois pour faire la répartition des tracts. Il y avait une cinquantaine de copains réunis dans une clairière ; on les voyait à plus d'un kilomètre.

Dans la nuit, les tracts furent distribués à la volée dans les rues. Le vent les fit s'envoler un peu partout dans les jardins.

En allant prendre leur train pour se rendre au travail, des gens les ramassaient. Certains disaient : « Les avions russes sont venus jeter des tracts. »



C'est à ce moment que mon ancien camarade de classe, Mathieu Bucholtz, vint me trouver, sous prétexte de l'aider à réparer son vélo. Bucholtz, qui connaissait mes idées communistes, commença par m'inciter à réfléchir sur les principes du communisme et la pratique chauvine du Parti. Il me montra la contradiction qu'il y avait entre l'idéal communiste internationaliste et la politique nationaliste du PC. Je pensais que Trotsky était un traître. Il me dit : « Il faut revoir les bases pour comprendre la situation, repartir sur des bases solides. » Et il me fit lire les ouvrages du communisme, les livres les plus simples ; le premier livre, c'était le *Programme socialiste* de Karl Kautsky. Puis il me fit lire à la Bibliothèque nationale avec des faux papiers d'étudiant. Je me levais à 3 heures du matin pour aller à Saint-Denis, à vélo : il ne pouvait pas y avoir de train pour me conduire puisque c'était moi qui

ouvrais la gare à 5 heures. Je travaillais jusqu'à 13 heures et, l'après-midi, j'allais lire à la Bibliothèque nationale jusqu'à 17 ou 18 heures et ensuite je retournais à Gous-sainville à vélo. J'avais un rendez-vous avec Bucholtz une ou deux fois par semaine. « T'as lu mon bouquin ? », me demandait-il. Quand je n'avais pas fini, il me renvoyait étudier mon bouquin... Il m'apprenait aussi la clandestinité. Un jour que j'avais eu 5 minutes de retard au rendez-vous : « Je t'ai attendu 5 minutes, et pas plus. Avec tes méthodes, on va se retrouver en camp de concentration ; alors, tu prends tes dispositions : moi, je n'attends plus. » C'est ainsi que Bucholtz formait ses apprentis militants. On discutait dans des squares, des bois, des lieux publics, mais jamais dans les cafés. « À telle heure, à tel endroit, pour qu'on se trouve. » Si on ne se trouvait pas, c'est qu'il y en avait un en prison.

Pendant la guerre, l'objectif que s'était fixé le groupe<sup>1</sup> auquel appartenaient Bucholtz et auquel j'appartenais dorénavant, c'était de former des militants sur une base révolutionnaire, de type bolchevique, comme il était indiqué dans le *Rapport 43* de l'organisation. Et il fallait aller à « la pêche à la ligne » pour trouver ces militants.

En effet, dès 1939, les organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale en France s'étaient écroulées. Deux camarades, Barta et Irène, avaient repris le flambeau des idées trotskystes et avaient commencé à écrire un journal, appelé *L'Ouvrier*, dont les deux premiers numéros – les seuls d'ailleurs – parurent le même jour : le 15 janvier 1940. Ils éditèrent ensuite une brochure intitulée *La deuxième guerre impérialiste mondiale*, dans laquelle étaient définies toutes les positions concernant la guerre. Le groupe

---

1 Groupe qui s'appelait Lutte de classes et qui deviendra l'Union communiste en 1944, à la Libération.

commença à publier des tracts. À partir du 30 juin 1941, un tract intitulé *Vive l'Armée rouge*, puis un an plus tard, en juin 1942, un tract intitulé *Laval au service des trusts*. En octobre 1942, le groupe entreprit l'édition de la *Lutte de classes*, organe du Groupe communiste, IV<sup>e</sup> Internationale, avec une périodicité assez irrégulière, mais en moyenne bimensuelle, jusqu'au 16 mai 1947, c'est-à-dire 90 numéros.



Avant novembre 1942, date à laquelle la zone dite libre fut à son tour occupée par les Allemands, Barta me dit : « Puisque tu as le brassard, tu vas passer en zone libre pour voir Raptis (Pablo, dirigeant du POI) à Saint-Hilaire-du-Touvet, près de Grenoble, et lui transmettre nos publications. » Raptis était alors dans un sanatorium. J'avais pris des précautions pour le passage de la ligne de démarcation, où il y avait des contrôles : j'avais posé ma serviette contenant des documents dans le porte-bagages d'un wagon et étais allé m'installer quelques voitures plus loin.

Raptis, avec sa femme, m'invita au restaurant. Le contact fut très sympathique. Quelques mois plus tard, d'ailleurs, Raptis, rentré à Paris, donna pour le groupe, devenu Union communiste, des cours d'éducation marxiste auxquels je participai, rue de la Grande-Chaumière.



Au mois de juin 1943, les jeunes furent astreints au Service du travail obligatoire. Je fus affecté sur place à la SNCF. Quelque temps après, je fus réquisitionné comme cheminot pour aller faire des embarquements de troupes à Hambourg. Je passai la visite pour récupérer mes papiers et une prime. Mais avant de toucher la prime, il fallait rendre ses cartes d'alimentation. Pour ne pas rendre

mes cartes d'alimentation, je prétextai une envie pressante, m'échappai par les toilettes et téléphonai à mon chef qu'avant de partir je prenais mes congés. Au bout d'une quinzaine de jours, je revins à la gare de Saint-Denis pour toucher ma paye et ma prime. Après quelques palabres, le chef finit par accepter de me les donner. Je sautai sur mon vélo. Réfractaire au STO (carte 4554), j'entrai dans la clandestinité jusqu'à la fin de la guerre.

Je vécus grâce aux cartes d'alimentation gratuites, en surplus, qu'on pouvait échanger contre de la nourriture; j'allais en province faire du ravitaillement à l'aide de ma carte de la SNCF que je n'avais pas rendue; puis je travaillai avec un camarade à des petits boulots qui me permettaient de survivre. Comme les autres militants du groupe Lutte de classes, je me consacrai à contacter des travailleurs. Nous essayions de prendre contact avec d'anciennes connaissances qu'on supposait intéressées, comme Bucholtz l'avait fait avec moi. Je commençai par mon frère, Jean; puis je contactai Goupi, qui travaillait aux chemins de fer. Comme il travaillait sur la voie que je longeais à vélo quand je me rendais au travail, je l'abordai et, petit à petit, il se mit à partager nos idées. Le groupe réussit à gagner quelques camarades, à faire partager ses idées aux ouvriers de certaines entreprises, et à diffuser des tracts dans des entreprises.

En même temps, eut lieu un échange de lettres avec le POI et la publication d'une petite brochure, *Socialisme ou barbarie*.

Deux tendances de la IV<sup>e</sup> Internationale séparées par la guerre et qui tentaient de se réunifier, le POI et le CCI, avaient créé un Comité d'unification; ils essayaient d'y

englober le groupe Octobre<sup>1</sup>. Le 10 décembre 1943, ils entreprirent des démarches vers le groupe Lutte de classes. Ce Comité adressa une lettre au groupe Lutte de classes pour lui proposer réunion et discussion en vue de la réunification. Le groupe répondit à ces camarades ce qu'il pensait de la situation et comment il jugeait leur attitude. Le Comité d'unification adressa le 7 janvier 1944 une autre lettre dans laquelle il demandait au groupe Lutte de classes de ne pas jouer à cache-cache et de venir le rejoindre. Le 24 janvier, le groupe répondit par une longue lettre que, malheureusement, il ne pouvait pas continuer dans ces conditions-là, puisque le Comité d'unification POI-CCI ne voulait rien reconnaître de ses erreurs politiques pendant l'Occupation et que ce n'était pas une bonne façon de se comporter.



À la Libération, nous avons décidé de faire des cours d'éducation marxiste là où c'était possible, là où on voudrait bien nous écouter : aux JC, auprès des Nord-Africains, des Indochinois, de tous ceux qui s'occupaient un peu de politique. Un peu avant la Libération, j'avais rencontré un militant des JC, et j'avais eu avec lui des discussions sur le communisme – il savait que j'étais communiste – mais pas sur le Parti. Je fus sollicité pour faire des cours qui s'adressaient aux JC de Suresnes. À l'un de ces cours, sur le Parti, où il y avait une quinzaine de jeunes, un « responsable » des JC, qui se présenta comme faisant partie de la police du Parti, m'apostropha :

– Qu'est-ce que tu es ? Qui t'a désigné ? T'es aux JC ? À quel cercle ?

– Je suis dans le 14<sup>e</sup>.

---

1 Un autre groupe se réclamant du trotskysme.

– Et tu fais des cours à Suresnes, pourquoi ?

– Parce qu'on me l'a demandé.

– Faut qu'on vérifie ça. Je suis le commandant Lumière. Tu viens avec nous.

Quatre staliniens portant le brassard FFI et qui se présentèrent comme étant de la police du Parti m'entourèrent pour m'emmener au local de *L'Avant-garde*. Je protestais. Ils m'embarquèrent dans une traction avant.

– Où tu habites ?

– À Saint-Denis (je montrai ma carte d'identité), rue Denfert-Rochereau (fausse adresse).

– Tu te fous de ma gueule !

– Moi, les flics, j'aime pas beaucoup. Vous m'avez dit que vous étiez la police. T'as qu'à te démerder. T'es un flic ; un flic, ça vérifie, ça ne croit rien.

– Je te ramène à *L'Avant-garde* !

Latargette, un dirigeant du PC que j'avais déjà rencontré à un congrès des JC, était là.

– C'est un trotskard, il n'est pas d'accord avec le Parti sur la défense nationale.

– Moi, je sais qu'avant la guerre, on n'était pas français, on était communistes, dis-je.

– Les temps ont changé.

– Je ne suis pas d'accord avec la politique du Parti.

– Là, ça change tout. Je te conseille de déguerpir, on ne veut plus te voir. Mais je veux d'abord vérifier autre chose.

Et ils m'embarquèrent de nouveau dans la traction avant.

Je pensai : si on sort de Paris, j'essaie de me sauver, c'est trop dangereux de les suivre. Mais, arrivés du côté

de l'Étoile, ils me dirent : « Tu peux t'en aller », et me donnèrent mon vélo. « Qu'on ne t'y reprenne plus ! »

Je sautai sur mon vélo et me sauvai en zigzaguant, pensant qu'ils allaient me tirer dessus. En fait, ils avaient mieux à faire, parce que, disaient-ils, ils allaient « faire la chasse à l'homme en Seine-et-Oise ».

Le soir, je rencontrai Bucholtz, qui me conseilla, par prudence, de ne pas retourner à Suresnes. J'y allai donc une dernière fois pour m'expliquer et raconter aux jeunes du cercle ce qui m'était arrivé : ils étaient outrés et ne comprenaient pas.

Quelques jours après, mon frère Jean alla à Gousainville voir mes parents. Jean avait, lui aussi, rejoint le groupe Lutte de classes. Nous habitions alors, tous les deux, impasse du Rouet, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, près de Denfert-Rochereau.

Quand Jean arriva à la maison de mes parents, des copains lui dirent : « Viens au cercle, faut discuter. » Devant la baraque qu'on avait construite, il vit une traction avant des FFI. Il retourna à la maison. À ce moment, les FFI arrivèrent, forcèrent la porte et l'embarquèrent.

Le père alla au Parti pour demander des explications. On lui dit : « Tes gosses ont frayed avec les trotskards. » Il se rendit aussi, en vain, au Secours rouge.

Les FFI avaient emmené Jean au siège de *L'Avant-garde*, puis rue de Châteaudun au siège du PC. Quand ils l'emmenèrent rue de Châteaudun, escorté de deux soldats FFI, il y avait du monde dans la rue et Jean en profita pour se sauver ; les FFI tirèrent en l'air, Jean fut repris. Rue de Châteaudun, il fut soumis à un interrogatoire. On lui demanda tout d'abord où habitait son frère qui avait fait des exposés marxistes dans un cercle de JC ; puis, à brûle-pourpoint, on lui demanda s'il connaissait

Bucholtz. On l'accusa d'être un agent de la Gestapo. Après cet interrogatoire, Jean fut enfermé dans un réduit obscur contenant du charbon. Il était surveillé par des soldats FFI qui montaient la garde à tour de rôle; on leur avait donné l'ordre de ne pas lui parler, mais de lui « tirer dedans » s'il bougeait. Ils lui volèrent ses papiers et son argent, lui défendirent de s'asseoir. Jean gueulait: « Fascistes, staliniens. » Ils s'amusaient avec leurs revolvers. Ils lui dirent:

- Va nettoyer les caves.
- Je suis prisonnier, je ne travaille pas.
- T'es obligé de travailler.
- Si je travaille, il faut d'abord me donner à manger.

Ils lui donnèrent un casse-croûte. Il fallait nettoyer les caves, rue de Châteaudun, où ils fusillaient les gens.

Parmi les FFI, il n'y avait pas que des staliniens. À un moment, une équipe prit la relève. Un soldat demanda à Jean:

- Pourquoi tu ne parles pas ?
- Ils ont donné l'ordre de me flinguer.
- Ce sont les « cocos ».

Il était tombé sur un gaulliste.

Au bout de dix jours, Jean réussit à s'enfuir, le 30 septembre 1944. Il apprit que, pendant qu'il était entre les mains des staliniens, notre père avait porté plainte à la gendarmerie, et était allé à plusieurs reprises à la Fédération des JC: on lui avait alors affirmé que Jean avait été relâché et, pour appuyer cette thèse, quelqu'un des JC avait téléphoné au père d'un de nos amis en se faisant passer pour Jean.

Quelques jours après son évasion, Jean se rendit chez les parents de Bucholtz afin de savoir pourquoi les FFI



lui avaient demandé s'il connaissait leur fils. Ils lui dirent que Mathieu avait disparu, avant d'être assassiné par les sbires du PCF. On retrouva son corps dans la Seine: il avait les impacts de plusieurs balles, dont aucune n'était mortelle.



Le 4 décembre 1944, j'entrai chez Citroën. J'y restai jusqu'au 28 septembre 1945.

Pendant cette période, je travaillai d'abord quelque temps à Saint-Ouen, aux Presses, où il fallait emboutir des tôles qui pesaient 28 kilos. Le travail, très pénible, se faisait à deux: l'un attrapait la tôle, l'autre la recevait pour la faire passer sur la presse, et il fallait en faire une à la minute. Ce qui faisait des kilos dans les bras au bout de la journée.

Il y avait un petit chef, pas bien malin, qui poussait à la cadence. Un jour, ce chef nous demanda, à mon camarade et à moi, de travailler la nuit. Il expliqua gentiment que nous aurions un casse-croûte dans le courant de la nuit, «à titre gratuit et onéreux» – ce qui nous fit bien rire: manifestement ce chef ne savait pas ce que voulait dire «onéreux». On riait tous les deux, et le chef se demandait pourquoi... Quant au casse-croûte, il se révéla, bien sûr, onéreux...

Ce petit chef demandait qu'on en fasse toujours plus. Je lui répondais qu'on faisait ce qu'on pouvait et on baisait la cadence de moitié. Cela dura un moment. Mais ce petit chef était toujours aussi vindicatif.



À cette période, nous entreprîmes à l'UC un travail en direction des Indochinois.

En 1939, une trentaine de milliers de travailleurs indochinois avaient été réquisitionnés et expédiés en

France pour remplacer les ouvriers mobilisés. Regroupés dans des camps sous contrôle militaire, un certain nombre d'entre eux avaient déserté à la Libération et s'étaient embauchés dans des entreprises. L'un d'eux, ouvrier à Citroën, entra ainsi en contact avec l'UC, qui fit paraître, dans *La Lutte de classes* ou dans des tracts, des informations sur ce qui se passait dans les camps et en Indochine. Parallèlement, je donnai des cours d'éducation marxiste à des militants indochinois. Nous nous retrouvions à une demi-douzaine au bois de Boulogne.



Je ne restai que quelques mois à Saint-Ouen. Je fus ensuite muté à Citroën Levallois.

Là, on devait refaire des moteurs américains GMC qui revenaient du front. C'était un travail de fou. Il fallait les démonter à la chaîne, les laver à l'eau chaude additionnée de potasse, puis les remonter. Le chef passait la nuit, pour surveiller le travail. Il était difficile de tirer au flanc. Une fois, toute une bande de chefs arrivèrent, pour contrôler le travail. Je les avais repérés de loin et, comme je devais basculer un moteur plein d'eau chaude, je m'arrangeai pour le faire juste au moment où ils passaient : je les éclaboussai. Cela fit un scandale.

Puis, on me demanda d'aller travailler dans une fosse où il y avait eu du trichlore, pour la nettoyer. Je ne refusai pas, mais dis qu'il me fallait du temps de repos : « Je travaille une heure, et je me repose deux. » Les ouvriers avaient l'habitude de se laisser faire, pendant la direction finit par accepter.

Je fus ensuite placé aux Vilebrequins. Il fallait aléser des petits trous de graissage dans les vilebrequins. Un jour, en mettant le vilebrequin sur un gabarit, je me coincai le doigt entre les deux. J'allai à l'infirmerie où on me

fit un pansement, vite fait: il ne fallait pas s'arrêter. Je retournai travailler mais, avec les doigts gourds à cause du pansement, je me donnai un coup de grattoir sur la paume de la main. Je retournai à l'infirmierie. Je demandai à être déclaré en accident du travail: cela pissait pas mal le sang. Le médecin n'était pas d'accord. (Il n'y avait pas encore la Sécurité sociale; c'est Citroën qui faisait sa propre assurance. Le chef de secteur avait expliqué au médecin qu'on ne pouvait pas me prendre en accident du travail: « Cela fait deux fois qu'il vient; il ne va pas bien: c'est qu'il est malade. Il faut le mettre en maladie. ») Je partis donc consulter mon médecin traitant et lui expliquer que j'étais « malade ». Le médecin ne comprenait pas: « C'est une blessure que vous avez, ce n'est pas une maladie ». « Mais oui, lui répondis-je, mais le médecin de chez Citroën pense que c'est parce que je suis un peu dérangé que je me suis fait ça... » Le médecin me fit alors un certificat d'arrêt de huit jours. Huit jours après, je retournai à l'usine et le chef, à nouveau, rouspétait. Du coup, je me remis en arrêt pendant huit jours. Le chef en devenait fou.

Pendant le temps où je restai à Levallois, j'avais fait un petit boulot avec un gars du PCI, de la tendance Michèle Mestre. Ce gars, conformément aux positions du PCI, n'avait rien contre l'idée de faire des tracts, mais il voulait « capitaliser », comme il disait: il voulait appeler le tract *Le Soviet...* Mais le soviet, on en était loin. Donc, chacun travailla de son côté: le PCI fit son « soviet », et moi, un bulletin, un tract signé « Un groupe d'ouvriers ». À cette période, le groupe Lutte de classes publiait des tracts dans un certain nombre d'entreprises: Citroën, les ascenseurs (Otis-Pifre; Baudet-Donon; Thévenon, etc.); Arena; les Porteurs de Journaux; l'Imprimerie nationale; Simca;

Thomson; Gnome et Rhône boulevard Kellerman; Renault; Radiotechnique à Suresnes; ainsi que des tracts locaux et des tracts centraux.

En plus de ces publications, à partir du 6 novembre 1945 jusqu'au 16 avril 1946, le groupe Lutte de classes fit paraître un journal d'opposition syndicale *La Voix des travailleurs*, organe d'opposition lutte de classe, pour essayer de toucher un public qui gravitait autour des syndicats et qui n'était pas politique.

Je menais une activité syndicale à la CGT, le militant du PCI également. Nous avons décidé de créer une commission jeunes, ce qui nous avait permis d'aller à la commission exécutive, où nous avons proposé, tous les deux, de mettre comme revendication l'échelle mobile des salaires. Le secrétaire du syndicat, bien stalinien, était tout à fait d'accord. Mais, quelques jours après, le responsable fédéral, un certain Beaumont, arriva et dit qu'il n'était pas d'accord: l'échelle mobile, ce n'était pas « dans la ligne ». À la réunion suivante, le secrétaire du syndicat, qui s'était fait taper sur les doigts, expliqua solennellement que la situation était grave: « Nous avons des trotskards parmi nous. » Or un autre copain du groupe Lutte de classes était entré à l'usine. Je ne dis rien. Alors le secrétaire du syndicat m'interpella: « Bois, tu les connais? Tu mériterais qu'on te casse la gueule. » Je répondis: « Je suis tout seul. Vous êtes douze. Alors, je veux bien, mais un par un et le plus gros d'abord. » « Ah! tu voudrais bien qu'on se batte à l'intérieur du syndicat pour y mettre la pagaille. » Mais l'affaire s'arrêta là, sauf que je fus démis de mes fonctions au syndicat.



Je fus muté, à nouveau, mais cette fois à Clichy. Là, je travaillais sur une chaîne qui, par les vibrations qu'elle

provoquait, détruisait les moules en sable aggloméré qui avaient servi à couler les pièces. Cela faisait une poussière épouvantable.



Je fus ensuite muté sur une machine pneumatique qui faisait des petits moules. En face de moi, des filles faisaient des petits pâtés à une vitesse incroyable. Je travaillais avec un autre gars sur la machine pneumatique. Le contremaître trouvait que nous n'en faisons pas assez. Je chargeais la machine et l'autre démoulait : chacun son tour. Ce gars avait été prisonnier. Il travaillait vite parce qu'il voulait faire son boni. « Ton boni ? Mais tu te rends compte que tu travailles 50 % de plus pour gagner 10 % de majoration de plus sur ta paie ! Tu as été prisonnier pendant cinq ans et tu n'as rien compris ! » Mais je ne l'avais pas convaincu. Finalement nous nous étions mis d'accord : lui, en faisait deux pendant que j'en faisais un.

Un jour, le contremaître passa avec une chronométreuse, une belle fille aux bras dénudés ; je fis gicler du sable et les bras de la chronométreuse furent tout écorchés... Je pris un air navré ; bien entendu, je ne l'avais pas fait exprès... Ce jour-là, les ouvrières, qui ne portaient pas la chronométreuse dans leur cœur, avaient bien ri.



Les camarades du groupe Lutte de classes décidèrent que je devais quitter Citroën, parce que c'était pénible et qu'il n'y avait pas trop d'espoir. Quand je me rendis au bureau de Citroën pour aller chercher ma paie, on me demanda de marquer les raisons de ma démission. J'écrivis : « Étant donné ce que j'ai gagné chez Citroën, je suis en mesure de vivre de mes rentes. »



Après avoir quitté Citroën en septembre 1945, je fis des petits boulots. Mon objectif, c'était de me faire embaucher chez Renault.

Ce n'était pas la première fois que l'UC entreprenait un travail dans la citadelle Renault; en 1945, un militant avait déjà engagé une activité aux Fonderies mais, ayant protesté par tract contre la diminution des rations à la cantine, il avait été traîné par les délégués devant la direction, qui l'avait licencié sur-le-champ. Il faut dire qu'à l'époque le nombre de militants révolutionnaires qui osaient contester à l'usine ou devant l'usine le monopole stalinien sur la classe ouvrière était extrêmement réduit.

Sur le plan de l'organisation, à la même période, eurent lieu des discussions entre notre groupe et le PCI et de nouveaux contacts entre nos deux organisations. Ce n'était pas la première fois que nous discutons avec le PCI, comme nous l'avons déjà vu avec l'échange de lettres fin 1943. Nous avons eu d'autres discussions avec le PCI en septembre 1944, lorsqu'il avait voulu obtenir la légalisation de son journal, *La Vérité*: il avait alors entrepris des démarches et, pour se défendre de l'accusation d'«hitlérisme» porté par les stalinien contre les trotskystes, il s'était servi d'une argumentation qui, selon nous, défigurait le langage et l'enseignement révolutionnaires du trotskysme et allait même jusqu'à renier le trotskysme, comme en témoignent les publications de l'époque.

En janvier 1946, les discussions avec le PCI concernèrent l'appartenance à la IV<sup>e</sup> Internationale. À l'UC, nous réclamions une commission d'enquête sur la politique menée par le PCI pendant la guerre; le PCI estimait, pour sa part, que cette question n'était pas importante pour déterminer l'appartenance à la IV<sup>e</sup>. Ce que les

discussions dans ces réunions montraient, c'est que notre groupe et le PCI n'avaient pas la même analyse sur l'attitude à avoir vis-à-vis des staliniens. En effet, à ce moment-là, par exemple, les camarades du PCI s'abstenaient de venir vendre leur journal, *La Vérité*, aux portes des usines. Un militant de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale avait bien entrepris un travail chez Renault à la même période, mais il y avait renoncé très vite. Car, pour le PCI, il ne fallait pas se heurter de front aux staliniens, sous prétexte qu'ils étaient les représentants de la classe ouvrière. Un autre exemple, relaté dans le n° 53 de la *Lutte de classes* du 24 octobre 1945, rapporte que, lors d'un meeting convoqué par le PC, les staliniens avaient jeté les militants du PCI à la porte du meeting sans résistance de la part de ceux-ci. Les camarades de notre groupe qui étaient intervenus contre les staliniens avaient été jetés dehors, eux aussi, mais ils se heurtèrent de plus à l'opposition des camarades du PCI, qui prétendaient qu'il ne fallait pas donner de prétexte à la provocation. De même, devant l'usine de Gnome et Rhône à Kellermann, il y avait eu des incidents provoqués par les staliniens, qui nous avaient empêchés de vendre la *Lutte de classes*. Nous y étions retournés à un plus grand nombre pour imposer la liberté de la presse révolutionnaire à la porte des usines. Nous avons demandé au PCI de faire un front unique pour imposer ensemble la vente de nos journaux, mais le PCI se déroba.

Les camarades de l'UC, eux, venaient régulièrement distribuer des tracts et vendre leur journal aux portes des usines, et se faisaient non moins régulièrement agresser par les staliniens.

En janvier 1946, il y eut, d'autre part, des discussions entre *Front ouvrier*, organe syndical animé par les

militants du PCI, et *La Voix des travailleurs*, animée par nos camarades de l'UC. Le 10 janvier 1946, les amis de *Front ouvrier* envoyèrent à *La Voix des travailleurs* une lettre dans laquelle ils proposaient la fusion, afin de créer une tendance révolutionnaire dans la CGT. Ils y joignirent leur projet de programme. Nous leur répondîmes le 20 janvier 1946 que nous n'avions pas les mêmes conceptions du syndicalisme et que le problème n'était pas de construire une boutique mais de former des travailleurs conscients capables, eux, de construire leur organisation de classe.



L'organisation fut occupée par une autre discussion, interne celle-là, qui provoqua une scission, la première, dans l'UC. Des camarades se déclaraient en désaccord, d'une part sur l'analyse de la nature de l'URSS, et aussi et surtout en désaccord avec les méthodes organisationnelles dites bolcheviques, qu'ils considéraient comme étant la cause du développement de la bureaucratie.



J'entrai à Renault en mai 1946. Je fus affecté au département 6, département qui fabriquait principalement des pignons.

Mon premier poste de travail était très pénible. Il s'agissait de rectifier des filets de gros pignons d'auto-rail. La plupart des travailleurs n'y arrivaient pas et se « coulaient ». Évidemment, je me coulais également. Mais au bout de quelque temps, je trouvai un moyen de faire mon travail sans trop me fatiguer et, bien sûr, sans que les chefs s'en rendent compte. Je finis ainsi par résorber le stock qui traînait depuis longtemps ; on me confia donc un autre travail. Là, nouvelle difficulté : il fallait aléser des couronnes dentées, mais les couronnes étaient



refusées au contrôle et on ne savait pas pourquoi. Un ouvrier, qui avait fait ce travail-là pendant un certain temps et qui laissait la place parce qu'il savait qu'on ne pouvait pas y arriver, vint me trouver et me dit : « Tu n'y arriveras pas, parce qu'il y a un défaut dans la machine. » À ce moment-là, toutes les couronnes étaient rebutées, j'étais « coulé » et ma paie, évidemment, était « coulée »... Devant cette situation, je me fis porter malade quinze jours, espérant que d'autres reprendraient le travail. Mais au bout des quinze jours, les couronnes étaient toujours là. J'essayai de comprendre ce qui n'allait pas et trouvai finalement le défaut de la cuirasse : il y avait du jeu dans un des mors qui devaient tenir la couronne, si bien qu'à chaque fois l'alésage de la couronne était mauvais. Je fis appeler le contremaître et le chef d'atelier, qui étaient venus maintes fois sans rien trouver, et je leur montrai. Je demandai en même temps le rappel de ma paie intégrale. La maîtrise se fit un peu tirer l'oreille, mais enfin, comme le travail était fait, elle accepta.

Puis je fus muté sur des machines à tailler les engrenages. Le travail se faisait sous des jets d'huile et, évidemment, il était très salissant ; plus encore, il était nocif : au bout de quelque temps, j'avais attrapé des boutons plein les bras et même sur le corps. Je fis ce travail pendant un certain temps et changeai encore de poste. Mais les boutons persistèrent six mois après le changement de poste. Les conditions d'hygiène et de sécurité, alors, on s'en moquait : il fallait faire le boulot et puis c'est tout.

Il y eut des petites escarmouches : un jour où il faisait très chaud, je décidai d'arrêter le travail. En effet, avec des camarades de travail, dès le mois de février, nous avions demandé qu'on mette des peintures blanches sur les carreaux pour éviter que l'atelier se transforme en

une véritable serre. Mais, alors, tout s'était passé « normalement » : les ouvriers avaient demandé, les délégués avaient enregistré, ils avaient déposé la revendication et la direction étudiait la question... et on était au mois de juillet et il n'y avait rien de fait. Alors, j'en réfèrai au délégué qui me dit : « On va faire une délégation. » « Si tu veux, lui répondis-je, mais ce n'est pas une délégation qui va changer les choses. Ou ils agissent tout de suite, ou nous on agit ». « Mais comment ? Qu'est-ce que tu veux faire ? », et de recommencer les délégations, les parlotes, etc. Revenu à l'atelier, je pris la parole : « Bon, puisqu'ils n'ont pas agi, on va agir. » Et avec deux ou trois copains nous décidâmes de monter sur le toit et d'enlever les tuiles : au moins, comme cela, ça donnait de l'air. Ce fut le scandale. « Vous vous rendez compte, s'il pleut, s'il fait un orage, les machines vont être mouillées », disait la maîtrise. « Les machines, on s'en fout, vous aviez le temps, depuis le mois de février de remédier à la chose ! », répondions-nous. « Mais, vous vous rendez compte, disaient les chefs, vous montez sur le toit ! Et s'il vous arrivait un accident ? » « Oh, un accident... On est quand même jeunes, et on peut monter sur un toit. Un accident, il ne faut pas exagérer. Et puis, tout à coup, vous vous occupez de la sécurité parce qu'un jeune monte sur un toit ! Soudain, pour vous, il y aurait un risque énorme ! » Il n'empêche qu'à partir de là, tout est allé vite : les peintres sont arrivés.

Il faut dire que, dans cet atelier, il n'y avait pratiquement que des OS, et tous n'étaient pas des ouvriers d'usine : l'un était un ancien représentant en vins, un autre avait travaillé dans les hôtels, un autre encore était coiffeur, un autre boulanger... La plupart n'avaient aucune intention de devenir des ouvriers Renault avec le

losange tatoué dans le dos et ils s'en moquaient un peu. Ils revenaient de la guerre et des camps de prisonniers. Ils devaient faire bouillir la marmite et, avant de retrouver une situation, ils étaient rentrés chez Renault.



Les publications de l'Union communiste étaient alors, comme on l'a vu, la *Lutte de classes* et aussi le journal qu'on intitulait journal d'opposition syndicale: *La Voix des travailleurs*. Nous éditions également des tracts. Le 13 février 1947, parut le premier numéro de *La Voix des travailleurs de chez Renault*, feuille hebdomadaire publiée jusqu'au 17 septembre 1947, à laquelle succéda *La Voix des travailleurs*, organe de *Lutte de classes*, du 24 septembre 1947 au 19 mai 1948.



Entre-temps, eut lieu la grève d'avril-mai 1947<sup>1</sup>.

---

1 Pour relater cette grève, Pierre Bois a rédigé en 1971 une brochure intitulée *La grève Renault d'avril-mai 1947*. À partir d'ici, nous reprenons le texte de sa brochure.

## La grève Renault d'avril-mai 1947

La grève Renault d'avril-mai 1947 a été la première grande manifestation du prolétariat industriel de l'après-guerre. Elle a enfin permis de renouer avec la tradition des luttes ouvrières: interdites pendant la guerre et l'Occupation, dénoncées par la CGT à la «Libération» comme «l'arme des trusts». La grève, après huit ans de bannissement, reprend avec elle droit de cité. Elle sera d'ailleurs le prélude à une série de mouvements qui toucheront tous les secteurs de la vie économique. Fait tout aussi important, elle marque du même coup la fin d'une période politique, celle de la collaboration de ministres communistes au gouvernement bourgeois.

**L'explication du succès, de la portée et des conséquences de la grève Renault se trouve tout entière contenue dans la situation politique exceptionnelle qui l'a précédée: la participation du PCF au gouvernement.**

La situation politique  
à la veille de la grève Renault

La présence de ministres «communistes» dans un gouvernement de l'immédiat après-guerre a, évidemment, de quoi surprendre. Ce n'est pas simplement au nombre de ses électeurs que le PCF la doit. C'est de Gaulle qui l'a imposée dès 1944, aussi bien à la bourgeoisie française qu'à l'impérialisme américain. «L'alliance»



Séance de l'Assemblée nationale en 1947. Au premier rang, plusieurs ministres du gouvernement Ramadier, dont Maurice Thorez (cinquième en partant de la gauche), secrétaire général du Parti communiste. De Gaulle dira de lui que, face aux ouvriers, « *il ne cessa de donner pour consigne de travailler autant que possible et de produire, "côte que coûte"* ».

avec les communistes est l'une des pièces maîtresses de sa politique d'indépendance.

Elle lui apporte l'indispensable appui populaire permettant de réaliser l'unanimité nationale autour de son gouvernement et de s'imposer ainsi auprès des USA.

Cette politique est évidemment facilitée par la situation internationale. En prévision de la fin de la guerre et de troubles éventuels qui pourraient l'accompagner, l'alliance militaire entre les USA et l'URSS s'est transformée en une vaste alliance contre-révolutionnaire destinée à maintenir l'ordre par l'occupation militaire dans l'Europe « libérée ».

Si la participation de ministres communistes au gouvernement d'un pays placé dans la zone d'influence

occidentale ne plaît guère aux Américains, elle n'est pourtant pas en contradiction avec la stratégie internationale qu'ils professent officiellement.

Quant au PCF, il vit des heures exceptionnelles. Il peut concilier ouvertement sa vocation nationaliste avec la fidélité à Moscou. Il peut du même coup servir la politique internationale du Kremlin et se trouver « réintégré » dans la communauté nationale française.

Il va donc officiellement s'employer à montrer à la bourgeoisie française qu'il est un véritable parti de gouvernement, un parti responsable, jouant loyalement le jeu de la « démocratie » bourgeoise.

De Gaulle lui rendra hommage en ces termes dans ses *Mémoires* (tome III : *Le salut*) : « Assurément, jour après jour, les communistes prodigueront les promesses et les invectives. Cependant, ils n'essaieront aucun mouvement insurrectionnel. Bien mieux, tant que je gouvernerai, il n'y aura pas une seule grève. » « Quant à Thorez, tout en s'efforçant d'avancer les affaires du communisme, il va rendre, en plusieurs occasions, service à l'intérêt public. Dès le lendemain de son retour en France, il aide à mettre fin aux dernières séquelles des "Milices patriotiques" que certains, parmi les siens, s'obstinent à maintenir dans une nouvelle clandestinité. Dans la mesure où le lui permet la sombre et dure rigidité de son parti, il s'oppose aux tentatives d'empiétement des comités de Libération et aux actes de violence auxquels cherchent à se livrer des équipes surexcitées. À ceux, nombreux, des ouvriers, en particulier des mineurs, qui écoutent ses harangues, il ne cesse de donner pour consigne de travailler autant que possible et de produire, "coûte que coûte". »

Mais si de Gaulle a pu dès 1944 s'appuyer sur le PCF pour tenter d'affermir une relative indépendance

à l'égard de l'impérialisme US, s'il a payé cet appui par quelques postes ministériels et de substantiels avantages syndicaux, il n'en reste pas moins que la bourgeoisie française dans son ensemble continue à se méfier des « communistes » et à ne les accepter que comme un mal nécessaire et éminemment transitoire.

Leurs attaches avec Moscou les rendent d'autant plus suspects que, passé la période critique de l'immédiat après-guerre et de la restauration de l'ordre, la sainte alliance contre-révolutionnaire URSS-USA se retrouve moins utile et commence naturellement à se fissurer.

Le 11 mars 1947, dans un discours resté célèbre, Truman, président des États-Unis, donne le nouveau ton des relations internationales, en protestant contre « *la coercition et les procédés employés en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie* », et en annonçant son intention d'aider « *les peuples libres qui résistent actuellement aux manœuvres de certaines minorités armées ou à la pression communiste* ».

Le plan américain d'aide à l'Europe ainsi annoncé, le plan Marshall, va d'ailleurs précipiter l'évolution vers ce qu'on appellera plus tard la guerre froide.

Du plan Marshall, on en parle déjà en France, en mars 1947. Une partie de plus en plus importante de la bourgeoisie française regarde en effet vers les USA. De Gaulle, l'homme de la politique d'indépendance par rapport à l'impérialisme américain, a démissionné depuis janvier 1946. Son départ n'a rien changé de fondamental ni dans la politique intérieure ni dans la politique extérieure française. Le tripartisme, c'est-à-dire la coalition PCF-PS-MRP, qui lui a succédé représentait non seulement l'« union sacrée » de tous les partis qui se sont faits les défenseurs de l'ordre bourgeois pour remettre en selle

le capitalisme français, mais aussi la volonté de celui-ci de continuer la même politique par rapport à l'URSS et aux USA pour sauvegarder sa propre indépendance. Mais, en 1947, la situation du capitalisme français lui permet d'envisager d'accepter l'aide du plan Marshall, sans risquer d'avoir à se soumettre corps et biens à l'impérialisme US. D'autant que la tension renaissante entre l'Est et l'Ouest ne peut que le pousser à resserrer ses liens avec les tout-puissants USA.

Dans le cadre du nouveau rapport de force qui tend à s'instaurer dans le monde, la présence de ministres communistes dans le gouvernement bourgeois d'un pays occidental devient de plus en plus anachronique. De ce point de vue, l'éviction des ministres PCF, si elle n'est pas encore à l'ordre du jour en avril-mai 1947, est néanmoins déjà inscrite dans l'évolution des rapports internationaux qui conduira à la rupture Est-Ouest en 1948.

La grève Renault va en quelque sorte anticiper sur cette évolution.

#### La situation sociale à la veille de la grève Renault

Sur le plan intérieur, la situation était difficile. Difficile surtout pour les ouvriers. Pour remettre l'économie capitaliste sur pied, l'État bourgeois n'hésite pas à appauvrir l'ensemble de la population en faisant fonctionner sans discontinuer la planche à billets. L'inflation est galopante et la hausse du coût de la vie dépasse en moyenne 10 % par mois !

Bien entendu, le gouvernement déclare mener une politique de stabilisation en instituant le blocage des salaires et le blocage des prix. De fait, depuis la guerre, les conventions collectives qui déterminaient les salaires





ARCHIVES PIERRE BOIS

**Cortège du Premier mai 1947. Ce n'était pas « Travail famille, patrie »... mais on n'en était pas si loin.**

minimums sont remises. C'est le gouvernement qui fixe directement le salaire minimum de tous les ouvriers, y compris ceux du secteur privé.

Quant aux prix, ils ne cessent de monter.

Pendant la guerre, les denrées étaient contingentées et taxées. Au fur et à mesure qu'elles réapparaissent sur le marché, c'est au prix du marché noir. La taxation des prix est inexistante, par contre celle des salaires demeure.

Cela ne va pas sans entraîner une certaine agitation ouvrière. Mais les syndicats condamnent et, pour un temps, réussissent à étouffer cette agitation. Un exemple suffit à le démontrer.

Le 1<sup>er</sup> mai 1945, alors que la guerre n'est pas terminée, puisque l'armistice sera signé 8 mai, les syndicats montrent bien le sens qu'ils entendent donner à l'action ouvrière.

Il faut produire d'abord, revendiquer ensuite. Le défilé du 1<sup>er</sup> mai est un vaste carnaval où se succèdent sans fin des chars montrant les ouvriers au travail, tapant sur des enclumes aux accents de *La Marseillaise* et parmi une floraison de drapeaux tricolores. La grève y est condamnée comme étant « l'arme des trusts ».

Les dirigeants de la CGT affirment que, « *forte de ses cinq millions d'adhérents, la CGT saura imposer une politique de blocage des prix* ». Les murs du métro sont couverts d'affiches : « *Retroussons nos manches, ça ira encore mieux.* » Mais les prix ne cessent d'augmenter.

Fin janvier 1946, les rotativistes de la presse entrent en grève malgré les consignes syndicales. Ils sont calomniés par le PCF, leur grève est sabotée. On verra même *l'Humanité*, qui, au lendemain de cette grève, ne recule devant aucune calomnie pour la salir, paraître avec un « blanc », les rotativistes ayant décidé de censurer un article particulièrement scandaleux du quotidien du Parti communiste français.

Le 2 juin 1946 doivent avoir lieu les élections législatives. Le PCF sent le mécontentement ouvrier et, devant la hausse continue du coût de la vie, réclame des augmentations de 25 %.

En août 1946, après les élections, les prix montent toujours mais les salaires restent quasiment bloqués. La seule concession que le ministre communiste du Travail, Ambroise Croizat, obtient du gouvernement, à la grande satisfaction des patrons, c'est que les travailleurs puissent augmenter leurs salaires en crevant les plafonds de production.

En 1936, les travailleurs avaient obtenu que les salaires liés à la production ne puissent dépasser un certain plafond, afin de mettre un frein à la surexploitation

du travail aux pièces et au boni. « Crevez les plafonds, travaillez davantage, voilà qui permettra d'augmenter vos salaires. » C'est ce que le ministre « communiste » du Travail demande maintenant aux ouvriers. Et, devant la hausse constante du coût de la vie, les travailleurs sont bien obligés de se résigner à intensifier leur travail, d'autant plus que l'appareil syndical de la CGT est là pour remplacer avantageusement les contremaîtres.

Chez Renault, le plafond qui était à 116 % passe rapidement à 120 %, puis 125, puis 130, 140, 150 % et plus. (Quelques années plus tard, ce sera la direction qui prendra la décision de le ramener arbitrairement à 145 %, malgré les protestations des dirigeants de la CGT, tant cette pratique entraînait un accroissement catastrophique des accidents du travail.)

Devant l'ascension toujours plus grande des prix, le mécontentement grandit. Des grèves sporadiques éclatent. En août 1946, en pleines vacances, sous l'impulsion de militants anarcho-syndicalistes de la tendance Force ouvrière de Bordeaux, éclate la grève des postiers, qui nomment un comité de grève extra-syndical.

La CGT est alors contrainte d'envisager des hausses de salaire, tout en affirmant qu'il faut bloquer les prix et en regrettant (sic) que le gouvernement ait consenti à des déblocages injustifiés (?) de prix. Elle préconise la fixation d'un salaire minimum vital.

Déjà le 22 mai 1946, un peu avant les élections, le rédacteur de *l'Humanité* Georges Cogniot relate que, lors de la discussion de la loi de finances pour 1947, Jacques Duclos avait demandé qu'un minimum vital soit établi à 84 000 F par an, soit 7 000 F par mois.

Dans un article de *l'Humanité* du 27 décembre 1946, Benoît Frachon relance le salaire minimum vital. Il

explique: « *Le travail scrupuleux de cette commission (la commission économique confédérale de la CGT) a abouti à un premier chiffre de 103 800 F par an.*

*À la demande du Bureau confédéral, et pour tenir compte de la situation générale du pays, elle s'est livrée à de nouveaux calculs en vue d'établir un budget ouvrier fixant les limites en deçà desquelles il était impossible d'aller sans mettre en péril la santé et la **capacité de production des travailleurs** [souligné par nous].*

*Cette étude a donné comme résultat le chiffre de 84 000 F. »*

Au début de janvier 1947, le gouvernement décrète une baisse autoritaire des prix de 5 %. Évidemment aucun moyen n'est prévu pour contrôler cette baisse, qui de toute façon intervient après une série de hausses bien plus importantes et qu'il n'est nullement question de rapporter.

Dans un article de *l'Humanité* du 7 janvier 1947, Benoît Frachon accueille avec satisfaction la décision du gouvernement mais maintient la proposition du salaire minimum vital à 7 000 F en la justifiant de la façon suivante:

*« En 1938, le salaire horaire du manœuvre de la métallurgie dans la région parisienne était de 8,06 F. Les décisions gouvernementales d'août dernier l'ont porté à 25 F (salaire minimum légal). La revendication de la CGT le porterait à  $7\,000 / 200 = 35$  F, soit le coefficient 4,34. Les chiffres officiels du coût de la vie, calculés sur la base 100 pour la même période de 1938, donnent 857,79 pour le mois d'octobre. »*

On voit que les chiffres de la CGT n'ont rien d'exorbitant puisqu'ils préconisent une hausse de salaire égale à la moitié de la hausse officielle du coût de la vie.

Par ailleurs, la CGT accepte ce calcul sur la base de 200 heures par mois, soit 48 heures par semaine, ce renoncement officiel aux 40 heures étant justifié par les nécessités de ce que gouvernement et syndicats appellent « l'effort de production ».

Mais ce ne sont là que des propositions faites par la CGT au gouvernement. Bien entendu, rien n'est prévu pour les faire aboutir.

Renault a été nationalisé en 1945, ou plus exactement mis en Régie nationale. Si l'entreprise devient désormais un atout dans les mains de l'État pour servir de modèle et de guide à l'orientation économique et politique du gouvernement, elle devient également un atout entre les mains des staliniens.

À l'époque, la CGT est quasiment seule à exister. Il y a bien la CFTC dans les bureaux et la CGC parmi les cadres, mais leur influence est à peu près nulle. La plupart des militants chrétiens sont à la CGT et non à la CFTC. Quand on parle des syndicats, c'est essentiellement la CGT que l'on désigne.

Le PCF s'emploie à promouvoir, par l'intermédiaire de la CGT, au sein du comité d'entreprise et de son émanation, le comité mixte à la production, sa politique pro-gouvernementale qui consiste à imposer aux travailleurs les sacrifices nécessaires pour remettre l'économie capitaliste en selle.

Ce rôle n'est pas réservé uniquement à la Régie Renault. Les mines et la SNCF sont sans aucun doute les secteurs où s'exerce avec le plus de force la politique des staliniens participant au pouvoir. Mais Renault a une importance particulière : il sert de chef de file au secteur privé au travers de l'usine nationalisée.

Dans les ateliers, la maîtrise a perdu une grande partie de son autorité: elle s'est compromise pendant la guerre, sous la tutelle du patron Louis Renault, qui ne cachait pas sa volonté de collaboration avec l'occupant.

Ce sont alors les délégués staliniens qui vont s'atteler sans scrupule à la tâche de faire suer le burnous aux ouvriers. Ce sont eux qui poussent à la production, croyant déjà arrivée l'heure du stakhanovisme.

Ce sont eux qui dénoncent les travailleurs qui gaspillent le courant de leur collègue Marcel Paul, ministre communiste de la Production industrielle, lorsqu'ils laissent brûler un peu trop une lampe électrique. Ce sont eux qui dénoncent les travailleurs comme des voleurs, en les faisant renvoyer de l'usine dans laquelle certains ont l'audace de prendre un deuxième repas à la cantine subventionnée par le CE. Et l'on ne peut citer tous les faits qui en font des gardes-chiourme pires que les contremaîtres, pourtant de bien triste renommée, du « père Renault ».

Si certains contremaîtres rechignent à faire crever les plafonds de production, ce sont les délégués qui interviennent contre ces « saboteurs » de la production nationale.

Dans ce climat empoisonné qui tranche du tout au tout avec les espérances nées de la « Libération », le mécontentement commence à se manifester dès la fin de 1946.

### Un courant révolutionnaire

Au Département 6 se développe un petit courant d'hostilité à la politique stalinienne. Ce courant est animé par des ouvriers de l'Union communiste (trotskyste), groupe qui édite *La Lutte de classes*.

Ce n'était pas la première fois que l'UC entreprenait un travail dans la citadelle Renault. En 1945, un militant avait déjà engagé une activité aux Fonderies. Mais, ayant protesté par tract contre la diminution des rations à la cantine, il avait été traîné par les délégués devant la direction qui l'avait licencié sur-le-champ.

Il faut dire qu'à l'époque le nombre des militants révolutionnaires qui osaient contester, à l'usine ou devant l'usine, le monopole stalinien sur la classe ouvrière, était extrêmement réduit. Un militant du PCI (la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale à l'époque) avait bien entrepris un travail chez Renault à la même époque, mais il y avait renoncé très vite.

Pour le PCI, en effet, « *il ne fallait pas se heurter de front aux staliniens* » sous prétexte qu'ils étaient « *les représentants des travailleurs* ». De la même façon et sans doute pour ne pas heurter de front les staliniens, les camarades du PCI s'abstenaient de venir vendre leur journal *La Vérité* aux portes de l'usine.

Les camarades de l'UC, eux, venaient régulièrement distribuer des tracts et vendre leur journal et, non moins régulièrement, ils se faisaient agresser par les nervis staliniens.

Les réactions des ouvriers étaient favorables aux militants révolutionnaires, mais peu osaient prendre ouvertement le parti de les défendre, conscients de la pression qu'ils auraient à subir à l'intérieur de l'usine.

Ceux qui osèrent eurent à se bagarrer dur et à subir les mises en quarantaine.

Fin 1946, la CGT, devant le mécontentement grandissant des ouvriers et son impuissance à obtenir quelques revendications pour compenser quelque peu la hausse des prix, essaie de trouver un biais pour réclamer des

augmentations de salaire. Elle lance l'idée d'une « prime progressive de production » (PPP).

Au début de janvier 1947, elle annonce un « premier succès ». Elle a obtenu une prime progressive de production de 2 francs de l'heure au coefficient 100 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 1946.

Cette prime, loin de satisfaire les travailleurs, les révolte.

Dans le secteur Collas (Départements 6 et 18), à l'initiative d'un militant de la tendance trotskyste Lutte de classes (Union communiste trotskyste), s'est constitué un petit groupe révolutionnaire.

Les ouvriers qui composent ce groupe ne se réclament pas tous du trotskysme. Ce sont des ouvriers qui veulent lutter pour que ça change. Ils sont contre le capitalisme, mais ils ne se disent pas communistes, au contraire, car pour eux le communisme c'est le PCF, qui leur fait retrousser les manches et dont les militants responsables se conduisent en gardes-chiourme.

### L'action se prépare

Ils déclenchent une campagne d'agitation contre la prime progressive de production (PPP qui, étant hiérarchisée, accorde davantage aux improductifs qu'aux productifs). Au Département 6 qui comprend 1 200 travailleurs, ils lancent une pétition qui recueille 850 signatures, malgré l'hostilité et l'obstruction des dirigeants du syndicat CGT.

Le 15 février 1947, ils publient le premier numéro d'un bulletin intitulé *La Voix des travailleurs de chez Renault*.

Ce même 15 février, la section syndicale organise une réunion pour désigner les représentants à une



« conférence de production ». De la prime et de sa répartition, il n'est pas question.

Les ouvriers qui sont à l'origine de la pétition invitent les travailleurs à se rendre à la réunion.

Voici le texte de leur convocation :

**CAMARADES  
DES DÉPARTEMENTS 6 ET 18,**

Notre section syndicale convoque une réunion pour désigner les délégués à une conférence de production. Mais elle ne nous donne aucune réponse à notre pétition au sujet de la prime.

Nous savons que les représentants syndicaux veulent étouffer notre protestation. Craignant d'avoir à s'expliquer sur la prime devant tout le monde, ils veulent refuser l'entrée de la réunion aux non-syndiqués.

Il ne faut pas nous laisser étouffer par leurs procédés bureaucratiques.

Tous, ce soir, à la cantine, syndiqués et non-syndiqués, pour imposer l'égalité de la prime.

Des ouvriers du secteur.

Alors que, d'ordinaire, les réunions syndicales sont désertées, ce jour-là ce sont plus d'une centaine de travailleurs qui viennent y assister.

Les dirigeants de la CGT ont prévu le coup et ont mis à la porte des militants qui interdisent l'entrée, non seulement aux non-syndiqués, mais également aux syndiqués qui ne sont pas à jour de leurs cotisations.

Il faut dire qu'à l'époque presque tous les ouvriers étaient « syndiqués », puisque cela était quasiment imposé par l'appareil syndical. Les timbres et les journaux étaient vendus ouvertement dans les ateliers et ceux qui les refusaient étaient vite repérés. Néanmoins, depuis

quelque temps, certains travailleurs faisaient la grève du timbre.

Les ouvriers qui étaient à l'origine de la pétition font alors observer que le fait de n'être pas à jour de ses cotisations, surtout pour une période inférieure à trois mois, ne pouvait être considéré comme une démission. Et comme ils sont, de loin, les plus nombreux, ils poussent un peu et rentrent dans la cantine qui sert de lieu de réunion.

Après le rapport du délégué sur la fameuse « conférence de production », plusieurs ouvriers interviennent pour s'opposer à la prime de production.

C'est alors que le secrétaire général du syndicat se lève, furieux : « Il apparaît qu'on veut empêcher la CGT de parler (la CGT c'est lui, pas les syndiqués). Il apparaît qu'ici on fait de la démagogie... »

À ce mot de démagogie, un ouvrier se lève en disant : « On a compris, la séance est levée. » Et il sort, suivi de l'assistance, à l'exception de treize fidèles de l'appareil syndical !

À la suite de cet incident, comme l'a si bien dit notre camarade, on a compris. On a compris que si nous voulions faire quelque chose il faudrait le faire sans les syndicats, et même contre eux.

Les camarades regroupés autour de *La Voix des travailleurs de chez Renault* poursuivent leur activité. Ils sortent leur bulletin tous les quinze jours et font des réunions qui regroupent dix, douze, quinze personnes. Leur audience s'accroît. Bientôt, des réunions ont lieu avec des membres du MFA (Mouvement français de l'abondance), mouvement économiste regroupant surtout de la petite maîtrise, avec des anarchistes, des syndicalistes de la CNT, des bordiguistes et des trotskystes du PCI.

Ces assemblées réunissent cinquante à soixante personnes, mais dans une assez grande confusion, chacun voulant faire prévaloir son point de vue.

Le MFA critique les hausses de salaire, qui ne mènent à rien. Mais devant les hausses de prix contre lesquelles ils ne peuvent rien, ils acceptent de rallier la proposition d'une hausse des salaires.

Le PCI (trotskyste) veut à toute fin baptiser ces réunions « comité de lutte », pour les plier à une discipline commune tant pour les objectifs que pour l'organisation de l'action.

Les anarchistes de la CNT discutent sur « l'instinct grégaire des masses ». Ils n'ont pas de but. « Ce qu'il faut c'est la grève, on verra bien après. »

Quant aux bordiguistes, ils sont divisés en deux tendances. Pour les uns, ce qui compte surtout, c'est la « théorie », qu'il faut approfondir en attendant que les ouvriers soient d'eux-mêmes prêts à engager la lutte (sous leur direction évidemment). Les autres sont pour l'action immédiate afin de renverser le pouvoir bourgeois et de le remplacer par un pouvoir ouvrier, mais sans la « dictature » d'un parti. Climat assez peu favorable pour engager une action positive.

Les camarades de *La Voix des travailleurs de chez Renault* rétorquent aux camarades du PCI qu'on ne peut pas s'intituler « comité de lutte » ni agir en tant que tel.

« Nous sommes des camarades de tendances différentes, disent-ils en substance, avec une formation différente, donc avec des idées et des positions différentes. Se mettre d'accord entre nous est une utopie. Ce qu'il faut c'est travailler à organiser les travailleurs. C'est notre devoir de chercher à les influencer selon nos convictions,

mais c'est notre devoir de se soumettre à leurs décisions collectives.

Les "comités", ce sont les organes de lutte de la classe ouvrière où les ouvriers élisent des représentants révoquables à tout instant pour appliquer les décisions prises à la majorité des travailleurs.

Nous devons aider les travailleurs à constituer leurs comités et non nous désigner nous-mêmes comme "comité de lutte".»

Les camarades de *La Voix des travailleurs de chez Renault* proposent donc de cesser des discussions qui ne peuvent qu'être stériles en l'absence du contrôle de la grande masse des travailleurs. Ils proposent que l'on se mette d'accord sur deux objectifs :

1) Face à l'augmentation des prix, à la politique du gouvernement et la complicité des organisations qui se réclament de la classe ouvrière, proposer aux travailleurs de revendiquer une augmentation des salaires de 10 francs sur le taux de base ;

2) Considérant que seule la grève est capable de faire aboutir une telle revendication, faire de l'agitation pour la grève.

De fait, seuls les camarades de *La Voix des travailleurs de chez Renault* font de l'agitation dans ce sens dans leur bulletin. La CNT, elle, publie des papillons où est inscrit en caractères de plus en plus gros le mot « GRÈVE » sans autre explication.

Cette agitation se développe dans un climat d'autant plus favorable que depuis quelque temps, en face de la poussée des prix, des réactions spontanées, mais toujours contenues et entravées par l'appareil stalinien de la CGT, se produisent dans différents secteurs de l'usine.

Voici, à ce propos, ce qu'écrivait Pierre Bois, dans un article paru dans *La Révolution prolétarienne* et intitulé « La montée de la grève » :

*« Depuis quelques semaines, dans l'usine, se manifestaient divers mouvements qui avaient tous pour origine une revendication de salaire. Tandis que la production a augmenté de 150 % en un an (66,5 véhicules en décembre 1945 et 166 en novembre 1946), notre salaire a été augmenté seulement de 22,5 %, tandis que l'indice officiel des prix a augmenté de 60 à 80 %.*

*Dans l'Île, c'est pour une question de boni que les gars ont débrayé; à l'Entretien, c'est pour réclamer un salaire basé sur le rendement. Au Modelage-Fonderie, les ouvriers ont fait une semaine de grève. Ils n'ont malheureusement rien fait pour faire connaître leur mouvement, parce qu'ils pensaient que "tout seuls, ils avaient plus de chance d'aboutir". Au bout d'une semaine de grève, ils ont obtenu une augmentation de 4 francs, sauf pour les P1. À l'Artillerie aussi, il y a eu une grève. Ce sont les tourneurs qui ont débrayé les premiers, le jeudi 27 février, à la suite d'une descente des chronos. Les autres ouvriers du secteur se sont solidarisés avec le mouvement et une revendication générale d'augmentation de 10 francs de l'heure ainsi que le réglage à 100 % ont été mis en avant. Cela équivalait à la suppression du travail au rendement. Sous la pression de la CGT, le travail a repris. Finalement, les ouvriers n'ont rien obtenu, si ce n'est un réajustement du taux de la prime, ce qui leur fait 40 centimes de l'heure.*

*À l'atelier 5 (Trempe, secteur Collas), un débrayage aboutit à une augmentation de 2 francs.*

*À l'atelier 17 (Matrices) les ouvriers, qui sont presque tous des professionnels, avaient revendiqué depuis trois*

*mois l'augmentation des salaires. N'ayant aucune réponse, ils cessèrent spontanément le travail.*

*Dans un autre secteur, les ouvriers lancent une pétition pour demander la réélection des délégués, avec les résultats suivants: 121 abstentions, 42 bulletins nuls comportant des inscriptions significatives à l'égard de la direction syndicale, 172 au délégué CGT, 32 au délégué CFTC.*

*Au secteur Collas, les ouvriers font circuler des listes de pétition contre la mauvaise répartition de la prime de rendement. D'autres secteurs imitent cette manifestation de mécontentement, mais se heurtent à l'opposition systématique des dirigeants syndicaux.*

*L'atelier 31, secteur Collas, qui avait cessé spontanément le travail par solidarité pour l'atelier 5, n'ayant pu entraîner le reste du Département, a été brisé dans son élan par les délégués. On le voit, depuis plusieurs semaines une agitation grandissante se manifestait. Partout volonté d'en sortir, mais partout aussi sabotage systématique des dirigeants syndicaux et manque absolu de direction et de coordination. »*

### Une tentative ratée

Au milieu du mois de mars 1947, les travailleurs de l'atelier 5 (Trempe-Cémentation) débrayent pour réclamer une augmentation de 2 francs de l'heure.

Au Département 6, tout proche, des ouvriers qui publient *La Voix des travailleurs de chez Renault*, mais qui ne sont pas officiellement connus en tant que tels, car la moindre « preuve » légale suffirait à les faire licencier, se rendent en délégation auprès des grévistes de l'atelier 5.

Le délégué de cet atelier, stalinien sectaire aussi grand que fort en gueule, les envoie balader. Non seulement il n'a pas besoin d'un coup de main des gars du

Département 6, mais de plus il ne veut pas qu'ils compromettent son mouvement en se joignant à eux.

Les camarades du Département 6 n'attendaient rien d'autre de cet individu, mais cela pose un problème. Que devons-nous faire ?

Si on se met en grève, les staliniens de la CGT vont hurler que l'on sabote «leur grève». Par ailleurs, il est certain que si nous devons tenter quelque chose, nous avons intérêt à le faire pendant que d'autres sont déjà en lutte.

Très rapidement, les ouvriers décident de se mettre en grève. Cela représente une centaine de personnes sur les 1 200 que compte le Département 6 et les 1 800 du secteur Collas (6 et 18). Mais il n'est pas question de se mettre en grève à cent.

Tous les travailleurs en grève se répandent alors dans les ateliers pour demander aux autres ouvriers de venir se réunir dans le hall de l'atelier afin de décider tous ensemble de la poursuite ou non du mouvement.

À peu près la moitié du département, soit 500 ou 600 travailleurs, rejoint le lieu de la réunion en arrêtant les moteurs. Mais tandis que se déroule le meeting, les délégués, qui étaient en réunion et qui ont appris la chose, reviennent en hâte, remettent les moteurs en route et engagent leur campagne de dénigrement, de démoralisation et de calomnies.

«Vous n'obtiendrez rien par la grève, disent-ils en substance. Les patrons n'attendent que cela pour envoyer la police, et puis une grève ça peut durer un mois, peut-être plus. Vous allez crever de faim. Vous vous laissez entraîner par des aventuriers, des anciens collabos», etc.

Les ouvriers ne sont guère sensibles à ces arguments. Seulement ils savent qu'ils ont contre eux la direction

et le gouvernement. Si en plus il faut se battre contre les syndicats, cela leur paraît au-dessus de leurs moyens.

Le mouvement reflue. Les moteurs retournent, les ouvriers retravaillent. Devant cet effritement, les camarades qui ont convoqué le meeting le terminent en constatant leur échec et en proposant de mieux s'organiser pour une prochaine fois.

### Vers la grève

Les camarades de *La Voix des travailleurs de chez Renault* ne sont nullement découragés et ils continuent leur action.

Au début d'avril, ils font circuler une pétition pour réclamer une augmentation de 10 francs sur le taux de base. Partout où elle peut être présentée, cette pétition recueille la grosse majorité des signatures.

Pour faire parvenir les pétitions à la direction, il faut les faire porter par les délégués. Devant le succès de ces pétitions, ceux-ci n'osent refuser, mais ils sabotent.

Là, ils font pression sur les ouvriers pour empêcher les listes de circuler, ici ils prennent les feuilles et les font disparaître.

Personne n'a d'illusions sur la valeur des pétitions, mais les travailleurs les signent, d'abord parce que c'est un moyen d'exprimer leur mécontentement et de donner leur accord à une augmentation de salaire qui ne soit pas liée au rendement.

Ensuite, parce que c'est un moyen de tester les délégués, pour voir jusqu'à quel point ils osent s'opposer à leur volonté.

Enfin, pour beaucoup, leur signature est un désaveu de l'attitude des délégués, voire la marque d'une hostilité qu'ils ne sont pas mécontents de pouvoir manifester.





ARCHIVES PIERRE BOIS

On parle d'augmentation de 10 francs, on parle de grève. Il y a bien les bulletins *La Voix des travailleurs de chez Renault* qui créent une certaine agitation. Il y a bien des pétitions, il y a bien eu la tentative avortée du mois de mars, mais tout cela ne débouche sur rien.

Certains ouvriers sont impatients. « Alors, ça vient cette grève ? » Mais d'autres sont sceptiques.

Dans une de leurs réunions, les ouvriers qui font paraître *La Voix des travailleurs de chez Renault* décident d'agir.

Le jeudi 17 avril 1947, ils organisent un meeting à la sortie de la cantine. Évidemment, les ouvriers qui travaillent en équipe ne sont pas là. Mais la grande majorité de ceux qui travaillent en normale sont présents.

L'orateur monte sur le rebord d'une fenêtre d'un bâtiment situé juste à la sortie de la cantine.

Il explique la situation aux travailleurs.

« Les prix augmentent, les salaires restent bloqués. Ce qu'il nous faut c'est 10 francs de plus sur le taux de base. »

D'ailleurs, ce chiffre, il ne l'invente pas. C'est celui qui a été proposé par le secrétaire général de la CGT Benoît Frachon, c'est celui qui a été retenu par le comité confédéral.

« Ce qu'il faut, c'est obtenir cette revendication. Et en fait il n'y a pas d'autres moyens que la grève. Les dirigeants de la CGT sont contre la grève, alors il faudra la faire sans eux, peut-être contre eux. »

L'orateur réfute les arguments avancés par les délégués lors du débrayage manqué.

« On nous dit que l'on va crever de faim. Mais nous avons crevé de faim pendant cinq ans. On nous dit que le gouvernement va nous faire envoyer des gaz lacrymogènes comme le 30 novembre 1938. Pendant cinq ans, il nous a bien fallu résister à autre chose que des gaz lacrymogènes. Les bombes ne nous faisaient pas seulement pleurer les yeux; elles écrasaient nos maisons et nous avec.

Vraiment, c'est à croire que ceux qui se réclament du "parti des fusillés", qui se disent les "héros de la Résistance", n'ont rien vu pendant les cinq ans qu'a duré cette guerre. »

L'orateur montre sans fard les difficultés de la lutte: des privations, peut-être des coups, et en cas d'insuccès des licenciements. Mais parallèlement il rappelle les souffrances cent fois pires que « nous venons d'endurer pour des intérêts qui n'étaient pas les nôtres ».

« Malgré des difficultés réelles, nous sommes tout à fait capables de mener une lutte et d'en sortir victorieux.

Et ceux qui veulent nous décourager en prétendant que nous en sommes incapables nous méprisent, ou ont des intérêts différents des nôtres, ou les deux à la fois. »

L'orateur termine son exposé en appelant à la lutte.

D'abord il propose de voter le principe d'une augmentation de 10 F sur le taux de base. Toutes les mains se lèvent à l'exception d'une trentaine, les irréductibles du PCF.

Ensuite, il propose la formation d'un comité de grève et demande des volontaires. Les amis de *La Voix des travailleurs de chez Renault* lèvent la main. D'autres suivent.

Les candidats montent sur la tribune improvisée et l'orateur fait ratifier leurs candidatures par un vote.

L'assistance s'attend au déclenchement de la grève. L'orateur précise alors aux travailleurs que le comité de grève qu'ils viennent d'élire va aller déposer la revendication à la direction. Dorénavant, ce comité est mandaté pour agir en leur nom. Il le fera. Mais pour l'heure il demande aux travailleurs de regagner leur travail.

Sitôt le meeting terminé, le comité de grève se rend à la direction du département, qui commence par faire des difficultés en prétendant que les membres du comité de grève ne sont pas des représentants « légaux ».

Les représentants du comité de grève lui font observer qu'ils ont été élus non en vertu d'une loi bourgeoise mais par les travailleurs eux-mêmes.

Le refus de discuter avec eux équivaldrait à un camouflet lancé aux travailleurs, qui ne manqueraient pas d'en tirer les conclusions.

Le chef de département change alors sa défense.

Ce n'est pas lui qui peut décider d'une revendication de 10 francs de l'heure sur le taux de base. Il en référera à la direction.

Le comité de grève lui donne 48 heures pour donner la réponse de la direction, en lui rappelant que le principe de la grève a été voté par les ouvriers.

Manifestement, le chef du département n'est pas du tout impressionné. Après le meeting il s'attendait à un mouvement de grève. Dans les circonstances d'alors, ce ne pouvait être bien grave, avec l'hostilité des délégués. Mais c'est toujours ennuyeux pour un chef d'avoir affaire à des conflits sociaux. Or, voilà que tout se termine au mieux par la vantardise de quelques « jeunots ». Le travail a repris, pour lui, c'est l'essentiel.

Le comité de grève se réunit à plusieurs reprises pour essayer de trouver les meilleures conditions du déclenchement de la grève.

D'abord, il se renseigne sur l'état des stocks. Par des magasiniers, il apprend que les stocks de pignons sont assez faibles. Or c'est le Département 6 qui les fabrique.

Les membres du comité de grève sont des OS inexpérimentés, qui connaissent très peu le fonctionnement de l'usine. Il faut se renseigner sur les moyens de couper le courant à la centrale du département, dans des conditions de sécurité. Mais ils ne connaissent personne.

Les gens qui vont nous renseigner sont-ils avec nous ? « S'ils sont au Parti communiste il y a de fortes chances pour qu'ils vendent la mèche. Par ailleurs, donnent-ils de bons renseignements, sont-ils vraiment qualifiés pour les donner ? »

Les membres du comité de grève savent tourner des manivelles, appuyer sur des boutons, mais tripo-ter des lignes de 5000 volts, manœuvrer des vannes

de distribution de vapeur ou d'air comprimé, cela les effraye un peu. Il faut être prudent. Car ils savent qu'à la moindre erreur les staliniens ne manqueront pas de monter en épingle « l'incapacité de ces aventuriers ».

Quand ils retournent voir le chef du département, celui-ci n'a évidemment aucune réponse de la direction générale. Il faut donc agir.

Mais un double problème se pose. Le jeudi, c'est jour de paye et, de plus, c'est le vote pour élire les administrateurs représentant les ouvriers aux caisses de la Sécurité sociale, organisme nouvellement créé.

Si on veut déclencher une grève avec le maximum de chances de succès il est prudent d'attendre que les travailleurs aient la paye en poche, car une paye c'est une quinzaine d'assurée.

Par ailleurs, déclencher une grève avant l'élection des administrateurs de la Sécurité sociale, c'est peu souhaitable.

Le comité de grève sait que les dirigeants de la CGT et du PCF ne manqueront pas d'exploiter une telle décision en essayant de démontrer que le but des « anarcho-hitléro-trotskyistes », puisque c'est ainsi qu'ils les nomment, est de saboter les élections des administrateurs de la Sécurité sociale pour nuire à la CGT.

Attendre le lundi suivant, c'est risquer de voir baisser la température, qui est encore chaude.

Il ne reste donc que le vendredi. C'est prendre le risque de voir couper le mouvement par un week-end. Mais, d'un autre côté, cela offre l'avantage de vérifier l'ampleur de l'action au cours de la première journée et de permettre un repli sans trop de risque en cas d'insuccès.

Le mercredi 23 avril, le comité de grève organise un meeting pour donner le compte rendu négatif de la démarche auprès de la direction.

Voici le compte rendu de cette réunion fait par un témoin et publié dans *La lutte de classes*, journal de l'Union communiste (trotskyste) à laquelle appartient le responsable du comité de grève, Pierre Bois :

« À 12 h 30, lorsque j'arrive, le trottoir (large d'au moins huit mètres) est encombré d'ouvriers qui sont là par dizaines et discutent, tandis que, par paquets, les ouvriers sortant de la cantine continuent d'affluer. Toutes les conversations roulent sur le même sujet : ce qui va se passer tout à l'heure. Et le mot de grève circule.

Un tract diffusé dans la matinée, de la main à la main, nous a fait savoir que le comité de grève, élu à l'assemblée générale précédente par 350 ouvriers contre 8, a tenu à nous réunir afin de nous mettre au courant des démarches qu'il a effectuées auprès de la direction.

Une heure donnée doit être respectée et, à 12 h 30 précises, un camarade, qui est déjà sur la fenêtre, commence à parler.

Au premier rang de cet auditoire, bien plus nombreux que la fois précédente, où se retrouvent presque tous les ouvriers des deux départements faisant la normale, soit quelque 700 ouvriers, des coups d'œil significatifs s'échangent ; les visages sont plutôt gais, quoique les esprits soient tendus.

Le camarade explique brièvement, en termes clairs, l'échec de la délégation, auquel d'ailleurs on s'attendait. Et, devant l'auditoire ouvrier attentif, il démontre que l'arme gréviste reste le seul moyen permettant d'obtenir satisfaction.

Au milieu des cris d'approbation qui fusent de toutes parts, il explique que la grève à venir sera une lutte des plus sérieuses, qu'il faudra mener avec résolution jusqu'au bout.

« Il ne sera plus question de jouer de l'accordéon ou de rester les bras croisés à attendre que ça tombe, mais il faudra s'organiser pour faire connaître le mouvement dans toutes les usines, faire des piquets de grève et défendre les issues de l'usine au besoin. »

Répondant d'avance aux objections que pouvaient faire certains sur la perte d'argent que cela occasionnerait, et l'intervention toujours possible de la police, il indique que le paiement des journées de grève sera exigé.

« Quant aux lacrymogènes de la police, pendant plus de six ans nous avons reçu des bombes sur la gueule et on n'a rien dit. On s'est continuellement serré la ceinture avec les sacrifices que la bourgeoisie nous a imposés pour défendre ses coffres-forts. Et aujourd'hui, nous n'aurions pas la force et le courage d'en faire au moins une infime partie pour nous ? »

Appuyant ces paroles de cris bruyants, les ouvriers marquent leur approbation.

Passant au vote, le camarade demande aux ouvriers de se prononcer sur la grève en tant que moyen à envisager dans les délais les plus courts. Tandis que quelques voix seulement votent contre, les ouvriers votent pour.

C'est alors que le délégué cégétiste, littéralement poussé par ses « copains », qui lui ont frayé un chemin, s'avance pour exposer son point de vue, ainsi que le camarade venait de le demander, invitant les opposants à émettre leur point de vue.

Malgré le calme relatif, les ouvriers étant curieux de connaître ses objections, il ne peut éviter de s'attirer la

réplique d'un ouvrier : « Tu vois, ici au moins, il y a de la démocratie. »

Grimpant sur la fenêtre, parlant à voix basse et ne sachant pas trop quoi dire, le délégué entreprend d'expliquer aux ouvriers la « situation réelle en ce qui concerne les salaires » ; pour son malheur, il se met à parler d'une délégation qui était allée voir Lefauchaux<sup>1</sup> (avec la demande d'établir une égalité de salaire entre les ouvriers d'ici et ceux de chez Citroën, avec effet rétroactif), que d'ailleurs, ajoute-t-il, elle ne trouva pas.

Manifestement, les ouvriers vomissent les délégations et, à peine le délégué achève-t-il ses dernières paroles, que sa voix est couverte d'exclamations plus ou moins significatives :

« Les délégations, on en a assez. » « Jusqu'où comptez-vous nous mener en bateau ? » « On n'en veut plus de tes délégations, maintenant, ce qu'il faut, ce sont des actes. » J'ajoute moi-même : « Égalité avec Citroën, mais là-bas ils crèvent de faim aussi. »

Abrégeant son exposé, le délégué lance un appel au calme, et une mise en garde « contre les démagogues » est non moins huée que les « délégations ».

Après quoi, il doit descendre pour céder la place à un ouvrier d'une trentaine d'années qui, grimpé sur la fenêtre, explique, en quelques mots, ce qu'il pense des délégués et des délégations :

« Camarades, depuis des mois, on nous fait attendre des augmentations, qui doivent toujours arriver demain. On nous a déjà fait l'histoire en février et on nous a dit que l'absence de Lefauchaux, à l'époque, avait empêché les revendications d'aboutir. Cela a recommencé hier

---

1 Le PDG de Renault.



et, une fois encore, il n'était pas là. Et les délégués sont repartis, comme avant. Cela ne peut plus durer. Jusqu'à quand allons-nous nous laisser mener? Maintenant, ce n'est plus des parlottes qu'il faut, ce sont des actes.»

Complétant dans le même sens de ce que l'ouvrier vient de dire, le premier camarade parle du minimum vital, qui fut mis à l'ordre du jour de la CGT en novembre, qui doit être appliqué avec effet rétroactif également.

«Mais la CGT, dit-il, capitula sur le minimum vital et l'on ne parla plus ni du minimum vital ni de son effet rétroactif. Comment pouvons-nous croire à présent des personnes qui ont capitulé de la sorte? Qu'est-ce qui nous prouve qu'ils ne capituleront pas de la sorte demain, avec leurs délégations?»

Cet incident clos de la bonne manière, le camarade demande alors, pour clore la réunion, que les ouvriers manifestent par un second vote leur confiance au comité de grève afin de l'habiliter à déclencher la grève au moment opportun.

Si la grande majorité qui accorde sa confiance au comité de grève est la même que précédemment, il n'en est pas de même des «contre» qui voient leur nombre ramené à 8. Lorsque la majorité vote, un ouvrier qui se trouve près du délégué lui crie à l'oreille: «Rince-toi l'œil!»



Ainsi les ouvriers ont de nouveau voté pour la revendication des 10 F sur le taux de base; ils ont de nouveau voté pour la grève et dans une proportion plus importante, puisque ce jour-là même des «équipes» ont quitté le travail pour assister au meeting et que le nombre des participants a doublé depuis le 17 avril. De nouveau, les ouvriers ont réélu leur comité de grève, qui s'est accru de quelques membres.

De plus, estimant que la responsabilité de la grève incombe à la direction, ils revendiquent le paiement des heures de grève.

Bois clôt le meeting en demandant de nouveau aux ouvriers de reprendre le travail en attendant les décisions du comité de grève. Il leur rappelle que, dès maintenant, la grève est décidée et qu'elle sera déclenchée au moment qui paraîtra le plus opportun au comité de grève.

Certains travailleurs commencent à s'impatienter ou à ironiser. « Ils sont comme les autres, ils n'ont envie de rien foutre », ou bien : « Ils se dégonflent. » Les membres du PCF et de la CGT rient sous cape. Pour eux, ils ont affaire à des petits garçons.

Nous sommes mercredi et les membres du comité de grève, eux, savent qu'il faut attendre la paye et l'élection des administrateurs de la Sécurité sociale, donc le vendredi.

Ils ne sont pas mécontents que certains ne les prennent pas au sérieux, car ils veulent aussi mettre de leur côté l'effet de surprise et, au fond d'eux-mêmes, ils sont assez satisfaits du bon tour qu'ils vont jouer (du moins ils l'espèrent) à ceux qui les prennent pour des petits rigolos.

Mercredi donc, jour du meeting, le comité de grève se réunit le soir après le travail, car tous sont des OS et aucun n'a un quelconque mandat officiel. Ils se réunissent dans un sous-sol.

Dans une salle au-dessus, se réunit une cellule du PCF, ce qui fait dire à un membre du comité de grève : « S'ils savaient ce qu'on fait, ils diraient encore qu'on fait du travail "en dessous". »

Pierre Bois rappelle aux membres du comité de grève les raisons du choix de la date du vendredi et réclame de tous les membres du comité de grève l'engagement de

garder le plus grand secret sur nos intentions. Toute indiscretion sera considérée comme une trahison et traitée comme telle.

Mais les membres du comité de grève sentent suffisamment l'importance de leur rôle et ont suffisamment conscience de leurs responsabilités pour ne commettre aucune indiscretion.

Le comité de grève décide donc de déclencher la grève pour le vendredi matin. Le comité de grève se compose de onze membres. Il faut prévoir des piquets à toutes les portes dès 6 heures du matin, ainsi qu'aux postes clés : centrale électrique, transformateur, etc.

Il faudrait une cinquantaine d'ouvriers pour les piquets. Mais en plus il faut garder le secret de l'opération, pour bénéficier de l'effet de surprise. Cela est possible à onze personnes qui, de plus, se sentent responsables pour avoir été élues par leurs camarades. À cinquante, on prend indiscutablement un risque.

Le comité de grève prend donc les dispositions suivantes : la grève est décidée pour le vendredi 25 avril. Mais seuls les membres du comité de grève sont au courant et ils ne doivent sous aucun prétexte donner connaissance de cette décision à qui que ce soit.

Chaque membre du comité de grève doit recruter cinq ouvriers pour leur demander de venir vendredi matin à 6 heures, en leur expliquant qu'il s'agit de faire une répétition pour préparer la grève. Mais, même à ces camarades qui viennent en principe pour une répétition, il est demandé de ne pas faire savoir qu'ils viendront ce jour-là.

La journée du jeudi 24 avril se passe sans histoire. Les ouvriers touchent la paye, on élit les administrateurs des

caisses de la Sécurité sociale. La grève, on en parle bien sûr, mais on n'ose plus tellement y croire.

### La grève est déclenchée

Vendredi 25 avril, les premiers ouvriers qui arrivent à 6 h 15 pour commencer à 6 h 30 trouvent un piquet à la porte, qui distribue un tract très court. Ce n'est pas un tract ordinaire. C'est un ordre du comité de grève. Ordre donné au nom des travailleurs qui ont mandaté le comité :

#### **ORDRE DE GRÈVE**

Le comité de grève, composé des camarades :

**Quatrain, Bois (atelier 31)**

**Merlin, Lévêque, Vayer (magasin)**

**Shartmann, Lopez (atelier 30)**

**Alvarez (atelier 101)**

**Faynsilberg (atelier 317)**

**Delaunoy, Gadion (atelier 236),**

**élu démocratiquement à la majorité des ouvriers à la réunion générale du 23 avril 1947 et mandaté pour engager la bataille des 10 francs, lance le mot d'ordre de grève aux ouvriers des Départements 6 et 18 pour le VENDREDI 25 AVRIL à 6 h 30 du matin.**

La revendication présentée est :

1°) 10 francs d'augmentation de l'heure sur le taux de base.

2°) Paiement des heures de grève.

Le comité de grève met en garde les ouvriers contre certains éléments défaitistes qui n'hésitent pas à affirmer à l'avance que nous serons battus. Ces gens ont une telle peur de NOTRE VICTOIRE qu'ils ont déjà tenté

des manœuvres policières de mouchardage pour sabrer l'autorité des membres du comité.

Le comité de grève invite les ouvriers en grève à se conformer strictement aux directives qui leur seront données.

Dans le combat que nous engageons, chaque ouvrier aura une tâche précise à remplir. Nous devons être disciplinés et résolus. Ce que chacun fait TOUS les jours pour le patron, nous devons être capables de le faire pour nous-mêmes.

La victoire est à ce prix.

TOUS UNIS DANS L'ACTION,  
ET NOUS ARRACHERONS  
NOS LÉGITIMES REVENDICATIONS.

Le 25/04/47

Le comité de grève

Les ouvriers arrivent, lisent l'ordre de grève. La plupart restent habillés et attendent l'arrivée des ouvriers de la normale à 7 h 30, puis l'heure du meeting à 8 heures. Quelques-uns sont sceptiques, il leur est difficile de se débarrasser de leurs habitudes. Ils vont au vestiaire, enfilent leur bleu, lentement se dirigent vers leur machine.

Fin avril, à 6 h 30, il ne fait pas encore très clair. Ils actionnent l'interrupteur. Tiens ! Pas de lumière ! Ils appuient sur le bouton de mise en marche de leur machine. Rien. Cette fois, on dirait bien que c'est la grève.

Ceux qui y ont cru dès le départ et ne sont pas déshabillés viennent les regarder. Ils sourient d'un air narquois.

« Alors, tu n'as pas lu le tract, tu ne sais pas que c'est la grève ? Tu ferais mieux d'aller te rhabiller, le courant n'est pas près de revenir. Regarde un peu ! »



En effet, au fond de l'atelier, là où se trouve un transformateur sur lequel on lit : « Courant 5000 volts, danger », les grilles de sécurité ont été enlevées, la manivelle est abaissée, le courant coupé et un piquet d'une dizaine de grévistes monte la garde.

À un moment donné, un chef qui vient d'arriver n'en croit pas ses yeux, il s'approche du piquet : « Vous avez coupé le courant, il faut le remettre tout de suite, il y a

des appareils de sécurité qui ne peuvent fonctionner sans courant ; vous risquez de tout faire sauter. »

Imperturbable, un membre des piquets de grève lui rétorque :

« T'en fais pas, papa, on a pris nos précautions et si tu as la trouille tu n'as qu'à retourner dans les toiles retrouver bobonne. »

À la porte, les piquets de grève distribuent l'ordre de grève à tous les ouvriers qui arrivent. La plupart gagnent le terre-plein où ils sont invités au meeting. Quelques-uns, trop heureux de voir que ça marche, retournent arroser ça au bistrot qui est à l'entrée des ateliers.

À 8 heures, le meeting commence dans le hall. Pierre Bois rappelle les raisons de cette grève. Il explique aux grévistes les raisons qui ont amené le comité de grève à déclencher la grève ce vendredi :

« Maintenant l'action est engagée. Elle ira jusqu'au bout. »

Il demande une dernière fois aux ouvriers de confirmer leur choix et de s'engager.

« Si nous sommes des mauviettes, il est encore temps de reculer. Sinon, en avant ! »

Pour ce dernier vote, Pierre Bois demande aux ouvriers du département qui sont pour la grève de se placer sur sa gauche. La grande masse des travailleurs prend place à gauche. Ceux qui sont contre, à droite. Les délégués et quelques membres du PC se retrouvent seuls à droite. Les absentions, au fond de l'assistance. L'ensemble des blouses blanches et quelques blouses grises gagnent le fond. Le vote est acquis. La grève est effective.

Le secrétaire général du syndicat, Plaisance, qui est venu assister au meeting, demande alors la parole. Il

n'approuve pas cette grève mais, en tant que militant responsable de la CGT, il a assisté au vote (sourires de l'assemblée) et il s'incline devant les décisions des travailleurs. Une délégation se rend à la direction pour déposer la revendication des 10 francs sur le taux de base.

Plaisance, le secrétaire de la CGT, et quelques délégués se joignent à elle.

Les membres de la délégation, des ouvriers du secteur Collas, sont ahuris de voir avec quelle aisance les « responsables » syndicaux se déplacent dans les bureaux, sourient aux grands caïds, leur serrent la main. Vraiment ils sont bien de la maison.

Mais, malgré leur connaissance des lieux et des personnes, quand la délégation arrive devant le bureau du président-directeur général Lefauchaux, il n'y a personne pour la recevoir. M. Lefauchaux est, paraît-il, au Cameroun.

Nous sommes reçus par le directeur du personnel et quelques autres grands pontes qui ne peuvent rien faire sans M. Lefauchaux. L'entrevue est vite terminée.

Pierre Bois dit alors au directeur du personnel, M. Le Garrec, qui demande aux membres de la délégation de reprendre le travail en attendant le retour du directeur général :

« Nous constatons que vos pouvoirs sont limités. Nous vous aurons prévenu. Si Monsieur Lefauchaux veut voir son usine remarcher, qu'il se dépêche de rentrer pour nous accorder les 10 francs sur le taux de base. »

Aux Départements 6 et 18, le comité de grève s'organise. Il prend possession d'un bureau. Il reçoit des informations, donne des ordres. Quelques ouvriers en liesse font des stages un peu trop prolongés au bistrot. Le comité de grève décide de ne laisser sortir les ouvriers



que sur présentation d'un bon de sortie signé par lui. Des consignes sont données aux piquets, qui exécutent scrupuleusement.

Au comité, on est plus large. On délivre facilement un bon de sortie, sauf à ceux qui commencent à avoir la langue un peu trop pâteuse. Ils sont peu nombreux et la grande majorité des ouvriers approuvent cette mesure. Ils ont la fierté de leur mouvement et ne voudraient pas qu'il soit entaché des excès de quelques individus qui ne se contrôlent pas. Tout se passe d'ailleurs très bien et sans heurts.

Parallèlement, à la demande du comité de grève, se sont constitués des groupes d'ouvriers qui se répandent dans l'usine pour appeler les travailleurs à se mettre en grève.

Des ateliers entiers débrayent, mais les délégués et les militants de la CGT remettent les moteurs en route, exhortant les travailleurs à ne pas se laisser entraîner.

Il s'ensuit une assez grande confusion. Dans les ateliers, les ouvriers débrayent, reprennent le travail, re-débrayent. Ce n'est qu'aux Départements 6 et 18 que la grève est totale: les ateliers sont fermés, les camions qui doivent passer par ce secteur pour aller d'un atelier à l'autre sont stoppés.

Il n'y a que l'atelier 5 (Trempe-Cémentation), celui qui avait débrayé seul un mois plus tôt, dominé par un stalinien de choc, qui continue imperturbablement son travail.

Les grévistes des Départements 6 et 18 les laissent travailler. Les portes sont bouclées: quand ils n'auront plus de pièces, ils finiront bien par rejoindre le mouvement ou s'arrêter.

D'ailleurs, des femmes de cet atelier, qui font un travail absolument épouvantable, sympathisent déjà avec les grévistes.

À un moment, le directeur du personnel vient au département demander au responsable du comité de grève de laisser passer les camions. Devant son refus, il le menace :

« Vous prenez un gros risque, il y a entrave à la liberté du travail.

– Pardon, c'est vous qui faites entrave au droit de grève, mais si vous voulez demander vous-même aux ouvriers de saboter leur grève vous avez la parole.

– Présenté comme cela, vous avez le beau rôle. »

Et le monsieur quitte les lieux.

À midi, place Nationale, Plaisance, secrétaire du syndicat CGT, harangue les travailleurs :

« Ce matin, une bande d'anarcho-hitléro-trotskyistes a voulu faire sauter l'usine. »

Protestation indignée de ceux qui savent. Étonnement de ceux qui ne sont pas au courant.

Ce premier vendredi de grève se termine sur deux visites.

Plaisance, secrétaire de la CGT, qui, le matin, avait dit aux ouvriers de Collas que, bien qu'il n'approuvât pas ce mouvement, il se ralliait aux décisions des travailleurs, se voit vivement reprocher son attitude de midi, où il a prétendu que des bandes « d'énergumènes anarcho-hitléro-trotskyistes » avaient voulu faire sauter l'usine.

Il est pris sérieusement à partie par des ouvriers et tente de se justifier en prétendant qu'en 1936, faire sauter une usine cela voulait dire la mettre en grève.

Enfin, les copains, vous ne vous souvenez plus ? »

Vieux renard hypocrite, va ! Il devra quitter l'atelier sous les huées des ouvriers et surtout des ouvrières.

C'est également le directeur du personnel, M. Le Garrec, qui vient voir ce qui se passe et essayer d'influencer les travailleurs.

Il faut signaler que Le Garrec avait pris sa carte du PCF à la « Libération », sans doute pour augmenter son autorité sur le personnel dans cette période délicate, suivant en cela l'exemple du PDG Lefauchaux qui était devenu également président de France-URSS.

Un ouvrier espagnol qui a participé à l'insurrection des Asturies en 1934, qui a fait la guerre d'Espagne à Barcelone et qui est membre du comité de grève, le prend alors à partie :

« Monsieur le directeur, hier c'est vous qui commandiez "l'usine", demain c'est peut-être la police, mais aujourd'hui ce sont les ouvriers. Vous n'avez rien à faire ici. »

Interloqué, le directeur du personnel rétorque :

« Je ne discute pas avec les étrangers. »

Ce qui lui vaut cette réplique :

« Monsieur le Directeur, il y a un étranger ici, c'est vous. Ici il n'y a que des ouvriers et le bourgeois qui se présente, l'étranger, c'est vous, parce que vous n'êtes pas de la même classe. Pour les travailleurs il n'y a pas de patrie, il n'y a que des classes. Allez ! Ouste ! Sortez. »

Bonne leçon d'internationalisme donnée au directeur « communiste ».

### La grève se développe

Le samedi et le dimanche, les ateliers en grève sont occupés par quelques piquets, mais rien d'important ne

se passe. La décision, c'est lundi que nous la connaissons. Le comité de grève s'y prépare.

Le lundi matin, il distribue un tract où il demande à tous les travailleurs de l'usine de se joindre à ceux du secteur Collas déjà en grève. Il les invite à un meeting place Nationale à 12 h 30.

Des groupes de grévistes se présentent aux portes de l'usine pour distribuer le tract du comité de grève. Dans de nombreux secteurs ils sont agressés par des militants du PCF. Cela les rend furieux.

« Quoi, non seulement ils sont contre la grève, mais en plus ils nous tabassent ! »

Pendant toute la matinée, les grévistes du secteur Collas préparent le meeting de 12 h 30. Ils savent que le PCF et la CGT risquent de venir en force avec des voitures munies de haut-parleurs pour saboter le meeting. Ils préparent des porte-voix en carton et en tôle.

Le comité de grève décide que, si le PCF et la CGT viennent avec des voitures haut-parleurs qui couvrent la voix de ses orateurs, ils tiendront le meeting à l'intérieur de l'usine.

Dès 11 heures, les grévistes de Collas se répandent dans les ateliers pour appeler au meeting (sauf les piquets, qui restent à leur poste). Comme le vendredi, cela entraîne des débrayages, des reprises, des redébrayages.

À 12 h 30, les groupes se rapprochent de la place Nationale qui est déjà noire de monde. Dans la rue, quatre voitures haut-parleurs. Deux des syndicats, une de *l'Humanité* et une quatrième, bien plus puissante.

Pierre Bois, à la tête du cortège, prend contact avec les groupes qui ont parcouru les ateliers.

« Ça y est, ils ont amené la grosse artillerie. Il va falloir faire notre meeting à l'intérieur de l'usine. »

Soudain, un camarade vient vers nous :

« Alors, qu'est-ce que vous faites, pourquoi êtes-vous arrêtés ?

– Tu n'as pas vu ? Il va falloir rester à l'intérieur. Avec toutes leurs radios, dehors on ne pourra pas se faire entendre.

– Mais non, venez, la plus grosse c'est à nous. Les Jeunesses socialistes tiennent leur congrès. Ce matin, ils sont venus nous voir. Nous leur avons demandé s'ils ne savaient pas où on pourrait trouver une voiture radio. Ils ont accepté de nous prêter la leur, et à l'œil ! Venez dehors, les communistes sont malades. »

Et de fait, nous pouvons tenir notre meeting. Notre haut-parleur est plus puissant que les trois autres réunis.

Dès la fin du meeting, nous nous dirigeons vers l'usine O située à un kilomètre de là. Quand nous arrivons ça débraye.

À notre retour à Collas, le bureau du comité de grève est submergé par des dizaines de délégations. Certains viennent en isolés, d'autres viennent au nom de leur atelier, d'autres encore se sont fait élire et représentent un département entier. Le soir, plus de dix mille travailleurs sont en grève.

### La CGT prend le train en marche

Le lendemain, mardi 29 avril, dès le matin il y a douze mille grévistes. La CGT tente alors une manœuvre. Elle organise un débrayage de 11 heures à 12 heures pour soutenir ses revendications. Personne n'est dupe. Ceux qui n'étaient pas encore en grève débrayent à 11 heures,

mais ils ne reprendront pas le travail. À partir de ce moment la grève est totale dans toute l'usine.

Dans l'après-midi, les grévistes de Collas vont manifester à plus de deux mille à la direction. Lefaucheux est absent, il est au ministère. Le soir, à son retour, le nombre de manifestants ayant sérieusement diminué, il refuse de recevoir le comité de grève. Il essaye même de jouer au dur :

« Dans la Résistance, on m'appelait le commandant Gildas », voulant montrer par là qu'il ne se laisse pas influencer.

Le lendemain, mercredi 30 avril, le comité central de grève qui s'est constitué autour du comité de grève de Collas lance l'ordre de grève générale à toute l'usine.

En fait, la grève est déjà effective depuis la veille, mais le comité central de grève, en donnant cet ordre au nom des nombreuses délégations qui ont constitué un comité central de grève de 105 membres, tient à prendre la responsabilité du mouvement.

La CGT, dans un tract calomniateur, annonce un meeting pour le soir au square Henri-Barbusse. Puis, finalement, elle décide de tenir son meeting dans l'Île dans le but de reprendre la situation en main.

Pendant ce temps, le comité central de grève délibère. Mais, brusquement, on vient l'informer que des commandos cégétistes sont en train de balayer les piquets de grève. Le CCG suspend sa séance et se rend dans l'Île, où il tente sans succès de parler au meeting de la CGT.

Au retour, des énervés de la CGT menacent de liquider des membres du comité de grève en les balançant dans la Seine. Des ouvriers s'interposent et, finalement, tout rentre dans le calme.

Le soir, les staliniens s'organisent pour venir déloger les grévistes de Collas qui occupent leur département.

La défense s'organise: caisses de boulons, de pignons, air comprimé pour pulvériser de l'acide, etc. Apprenant que les grévistes de Collas sont prêts à la riposte, les cégétistes renoncent à leur projet.

Jeudi 1<sup>er</sup> mai, le défilé cégétiste a lieu de la République à la Concorde. Le comité de grève tire un tract à 100 000 exemplaires qui sera diffusé sur le parcours du défilé.

Ce tract, qui appelle à la grève générale, est tiré aux Entreprises de presse Réaumur. Les ouvriers de cette entreprise abandonnent leur salaire pour le tirage de ce tract, en signe de solidarité.

Sur le parcours de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, de nombreux accrochages, parfois violents, ont lieu entre les membres du service d'ordre cégétiste et les grévistes, auxquels se sont joints des membres des Jeunesses socialistes.

Le 2 mai, le comité de grève envoie de nombreuses délégations à la porte des entreprises pour appeler les travailleurs à la lutte.

Partout ils rencontrent la sympathie des travailleurs qui, dans de nombreux secteurs, se mettent eux aussi en grève. Mais le plus souvent les nervis du Parti communiste provoquent des bagarres et le travail reprend. Ainsi, chez Citroën Balard et à la Snecma Kellermann.

Dans l'usine, la CGT intensifie sa campagne de calomnies. Elle organise un référendum pour ou contre la continuation de la grève, prévenant les travailleurs que la solution du conflit est subordonnée à une décision du gouvernement.

21 286 travailleurs prennent part au vote :

11 354 s'expriment pour la continuation de la grève ;  
8 015 s'expriment pour la reprise du travail ;  
1 009 votent nul ;  
538 s'abstiennent.

La CGT s'incline devant cette décision des travailleurs. Mais elle continue sa campagne de dénigrement.

Le comité de grève est informé par l'intermédiaire d'employés travaillant dans les bureaux que des gens « bien placés » pourraient lui ménager une entrevue avec le ministre du Travail Daniel Meyer.

Ne voulant négliger aucune possibilité de règlement du conflit, une délégation du comité de grève se rend chez un certain M. Gallienne.

Très vite, les délégués se rendent compte qu'ils sont chez un ancien bras droit de Louis Renault, qui voudrait essayer de manœuvrer le comité de grève dans une opération antinationnalisation. Ils arrêtent là toute discussion.

Le 8 mai, le comité de grève obtient une entrevue avec un député MRP, Beugnies, président de la commission du travail à l'Assemblée nationale.

Ce monsieur veut surtout voir s'il n'y a pas dans ce conflit des éléments anticégétistes qui pourraient favoriser la CFTC.

Nous lui disons son fait et il est vraiment déçu de constater notre détermination.

C'est la reprise, Collas continue seul

Le vendredi 9 mai, la CGT publie un tract où elle annonce que la direction a accordé 3 F de l'heure sur la prime de production. Sur cette base, elle appelle les ouvriers à reprendre le travail.





**Le bureau du comité de grève.**

Par 12075 voix contre 6866 le personnel décide la reprise.

Mais au secteur Collas, d'où est partie la grève, la grande majorité est pour la continuation de la lutte.

Le lundi 12 mai, le travail doit donc reprendre. Mais le comité de grève estime que, si la grève doit cesser, la reprise doit se faire dans l'ordre, comme le déclenchement du conflit.

Il convoque donc les travailleurs à un meeting dès le matin à 8 heures. Mais les travailleurs ne sont nullement décidés à capituler.

Le responsable du comité de grève, Pierre Bois, explique alors :

« Si nous n'avons pas pu faire plier la direction sur la revendication essentielle des 10 F sur le taux de base alors que toute l'usine était en grève, il serait utopique d'espérer une victoire en poursuivant la lutte dans un seul secteur.

Malgré tout, nous ne pouvons accepter une défaite. »

Il propose de continuer la lutte jusqu'au paiement des heures de grève.

L'inspecteur du travail vient essayer de démoraliser les grévistes en leur jouant le petit couplet de l'entrave à la liberté du travail. Rien n'y fait. Les travailleurs votent à une très forte majorité pour la proposition du responsable du comité de grève.

La solidarité s'organise. Dans la seule journée du lundi de la reprise, 50 000 francs sont collectés par les autres secteurs de l'usine qui ont repris le travail, faisant par là la preuve qu'ils ne sont nullement hostiles aux grévistes de Collas.

La CGT intensifie sa campagne de dénigrement et de calomnies, traitant les grévistes d'énervés, d'agités, de diviseurs et exigeant que le ministre du Travail, Daniel Meyer, prenne des mesures pour faire tourner l'usine.

Mais le secteur Collas ne tourne pas, il paralyse le reste de l'usine et la direction s'inquiète. Elle fait savoir au comité de grève qu'elle est prête à recevoir une délégation du comité de grève, mais « accompagnée des délégués régulièrement élus ». Le comité de grève accepte.

Bien sûr, la direction veut sauver la face en recevant d'une façon non officielle le comité de grève. Mais chacun comprend cette astuce juridique, et personne ne voit

de compromission à se faire accompagner par des délégués qui ont toujours été hostiles au mouvement.

Ceux-ci d'ailleurs non plus ne se sentent nullement gênés de se compromettre avec les « hitléro-trotskyistes » du comité de grève, trop heureux de l'honneur que leur fait le patron en leur demandant, en bons larbins qu'ils sont, d'ouvrir sa porte aux « énervés ».

Le président-directeur général commence un discours où il met en garde le comité de grève contre les dangers de la poursuite du conflit : danger pour l'entreprise, danger pour la nationalisation, danger pour les ouvriers.

Pierre Bois lui fait observer qu'au point où en sont les choses il lui serait très facile d'écarter tous ces dangers en accordant le paiement des heures de grève.

Pierre Lefauchaux essaie alors de jouer la carte sentimentale :

« Je sais, Monsieur Bois, que si vous dites à vos camarades de reprendre le travail, ils le feront et je vous demande de le faire. »

Pierre Bois bondit à ces paroles :

« Vous me demandez de trahir mes camarades, il est inutile de continuer cette discussion.

– Ne vous fâchez pas, je ne voulais pas vous offenser.

– Vous l'avez fait, mais si vous pensez que les travailleurs sont prêts à capituler, vous pouvez vous-même aller le leur demander. »

C'est un coup de poker, Pierre Bois pense bien que Lefauchaux va se dérober.

« Eh bien, c'est entendu. Je vais leur parler.

– Bien, nous allons annoncer votre visite. »

Les membres du comité de grève sortent, suivis de Lefauchaux et de ses directeurs.

Des camarades partent en avant pour préparer une estrade au directeur : la plateforme bien huileuse d'un camion.

Arrivé au département, Pierre Bois monte le premier sur l'estrade improvisée et appelle les ouvriers.

S'adressant à Lefauchaux devant les travailleurs rassemblés, il lui dit :

« Monsieur le Directeur, vous êtes ici dans un secteur en grève. En tant que responsable du comité de grève, il m'appartient de vous accueillir et de vous présenter à mes camarades.

Camarades, voici M. Lefauchaux qui vient vous demander de saboter vous-mêmes votre mouvement. Il ne veut pas payer les heures de grève, mais il voudrait vous voir reprendre le travail. Il a prétendu que vous n'aviez guère envie de continuer la grève et que si vous ne repreniez pas le travail c'est parce que je vous influençais. Je lui ai proposé d'essayer de venir vous influencer dans l'autre sens, ce qu'il va essayer de faire. Monsieur le Directeur, vous avez la parole. »

M. Lefauchaux est blême.

« Ce n'est pas très sport », dit-il.

Puis il fait son discours dans un silence glacial. Quand il a fini, les travailleurs lui font une conduite de Grenoble pour le raccompagner, chacun lui réclamant le paiement des heures de grève et les 10 F.

### La direction cède

Le vendredi 16 mai, la direction, « *dans le but de créer un climat favorable à la production* », propose une somme de 1 600 francs pour la reprise et une avance de 900 francs pour tous les travailleurs (avance qui, d'ailleurs, sera définitivement accordée par la suite).

C'est, en fait, donner satisfaction d'une façon déguisée à la revendication du paiement des heures de grève réclamée par le comité de grève.

Sur cette base, le lundi 19, après une dernière assemblée des grévistes, le comité de grève propose la reprise du travail. Celle-ci a lieu après une réunion et un vote.

Les ouvriers du secteur Collas ne se sentent nullement battus.

Ils ont commencé avant les autres, fini après les autres, et par leur ténacité ils ont obtenu le paiement déguisé des heures de grève pour tous.

En effet, l'ensemble des travailleurs a fait grève du 29 avril au 12 mai, ce qui fait huit jours ouvrables. Alors que le salaire d'un OS est d'environ 7 000 francs par mois (20 jours ouvrables), pour un OS, la reprise s'est faite avec une indemnisation des heures perdues de 2 500 francs.

Pour la majeure partie de l'usine, les travailleurs n'ont rien perdu.

À Collas, évidemment, les ouvriers ont fait grève depuis le 25 avril jusqu'au 16 mai, ce qui fait quinze jours ouvrables. Ils ont donc perdu un peu d'argent, dont une partie d'ailleurs a été rattrapée par les collectes.

Mais les travailleurs de Collas n'étaient pas du tout déçus. Ils avaient mené une grève eux-mêmes. Malgré l'hostilité de la CGT ils avaient tenu. Ils avaient même gagné. Bien sûr, les 3 francs de prime étaient, qu'on le veuille ou non, à leur actif. Ensuite, le paiement des heures de grève, sans être une victoire, était un succès. Et cet ouvrier de Collas n'était pas peu fier quand il racontait comment un autre ouvrier de l'usine lui avait dit :

« N'empêche que c'est bien grâce à vous, les gars des Pignons, si on a eu les 1 600 et les 900 balles. »

Mais les travailleurs de Collas étaient aussi heureux et fiers d'avoir vaincu les contraintes. À la fois celles de la maîtrise et celles de la bureaucratie. Pour eux, leur secteur, c'était une petite république où régnaient la liberté et la démocratie.

« Chez nous, il n'y a pas de chefs, c'est nous qui décidons », disait fièrement un ouvrier. Ils étaient fiers de leur mouvement parce qu'ils y participaient vraiment.

Chaque matin, et souvent plusieurs fois par jour, se tenait une assemblée générale où on décidait de ce que l'on allait faire.

D'abord les piquets, puis les délégations aux autres ateliers dans la première semaine, aux autres entreprises dans la seconde.

Et puis la solidarité. Des groupes partaient dès le matin chez les commerçants ou à la porte des entreprises avec le macaron du comité de grève et des troncs scellés. Non pas que l'on craignait que certains grévistes mettent de l'argent dans leur poche, mais les ouvriers voulaient que ça soit « régulier ». Le soir, l'argent était compté.

Les délégations d'entreprises apportaient, elles aussi, leur soutien moral et le produit de leurs collectes.

Tout était inscrit et affiché au comité de grève. Tout fut distribué équitablement à la fin de la grève, les travailleurs ayant pu vivre sur leur paye pendant toute la durée du conflit.

Rappelons que le comité de grève avait pris la précaution de déclencher l'action le lendemain de la paye.

Du côté cégétiste, c'était différent : l'argent rentrait aussi sous forme de collectes ou de dons de syndicats.

Un jour, la CGT annonça que les grévistes pourraient recevoir... 1 kilo de morue et 1 kilo de lentilles ! On en

parla longtemps, à Collas, des lentilles et de la morue de la CGT. La CGT avait aussi demandé aux travailleurs de s'inscrire pour des secours éventuels.

Ce fut un beau tollé quand le responsable du comité de grève prit la parole dans une assemblée générale pour dire :

« Ceux qui se sont fait inscrire pour les secours de la CGT ne vont pas tarder à être servis. »

En effet, grâce à notre équipe de nettoyage des ateliers, nous avons pu retrouver la liste des inscrits... au fond d'une poubelle.

Petits détails, bien sûr, mais qui montrent bien la différence entre un mouvement conduit par les ouvriers eux-mêmes et une action dirigée bureaucratiquement.

#### La CGT crie victoire

La CGT, après avoir violemment dénoncé les « irresponsables » du « comité des provocateurs » qui ont poursuivi seuls la grève malgré ses appels à la reprise, s'octroie, bien entendu, le bénéfice de la nouvelle victoire. Elle n'hésite pas à écrire que c'est « *la section syndicale* » qui, « *en poursuivant son action* », a obtenu les 1 600 francs pour tous. Elle précise même : « *CETTE VICTOIRE fut obtenue après deux nouvelles heures de discussion par notre délégation dans le bureau du ministre du Travail Daniel Meyer et en présence de la direction.* »

Deux heures de discussion pour la CGT, ou une semaine de grève supplémentaire pour le secteur Collas ? Les rédacteurs du tract ne reculent ni devant les men songes les plus évidents ni devant le ridicule.

Ils sont passés maîtres dans l'art de fabriquer la vérité a posteriori. Mais ils ont pour eux l'énorme force de

frappe de la CGT et disposent de moyens de propagande exceptionnels.

En fait, ce tract est caractéristique de l'attitude de la CGT tout au long de cette grève.

On l'a vu. La CGT s'est, au début, opposée fermement et brutalement à la grève. Mais elle a su ensuite, heure par heure, prendre les virages nécessaires pour ne pas se laisser déborder. Quand elle a vu qu'elle ne pourrait pas briser la détermination du secteur Collas, elle a cherché à l'isoler politiquement et matériellement. La campagne de calomnies s'est intensifiée, alors même que la CGT participait à la grève. C'est au travers de ces tactiques complémentaires que la direction syndicale poursuivait un même but : reprendre l'initiative et la direction du mouvement en réduisant l'influence du comité de grève au seul secteur Collas, décidément irrécupérable. Et, on l'a vu aussi, ça n'a pas été chose facile. La CGT a cru s'en tirer une première fois en appelant à une heure de grève sur toute l'entreprise. Mais les travailleurs n'ont pas voulu reprendre le travail à la fin du débrayage officiel. Et quand, le mercredi 30 avril, le comité de grève a donné l'ordre de grève générale à toute l'usine, la CGT, devant le succès de cette consigne, a été contrainte d'organiser un vote à bulletins secrets. Le vendredi 2 mai, la grève étant ratifiée, la CGT s'est retrouvée à la tête du conflit Renault et a multiplié fiévreusement les entrevues avec la direction et avec le ministère du Travail pour trouver un compromis acceptable.

Il apparaît clairement que la CGT, n'ayant pu endiguer la vague du mécontentement ouvrier chez Renault, a choisi au soir du 2 mai de prendre la direction du mouvement afin de mieux le contrôler. C'est une tactique qui est désormais traditionnelle mais, en 1947, elle est



le produit d'un choix politique. Un choix que le PCF se résigne à faire, conscient de toutes les conséquences politiques qu'il ne peut manquer d'entraîner. Mais c'est un choix fondamental et qui est parfaitement significatif de la nature contradictoire et de la politique du PCF en France.

Le PCF participait au gouvernement depuis 1944. Lors du dernier remaniement ministériel (le 22 janvier 1947, le nouveau président de la République, Vincent Auriol, un socialiste, a chargé Ramadier, un autre socialiste, de former le nouveau cabinet), le PCF a obtenu des postes sans précédent : Maurice Thorez, ministre d'État, est vice-président du Conseil. François Billoux a obtenu le portefeuille tant convoité de la Défense nationale et, bien entendu, Ambroise Croizat conserve le ministère du Travail et de la Sécurité sociale. Un autre communiste, Georges Marrane, est ministre de la Santé. Quant à Charles Tillon, il a reçu, cette fois, le poste de ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Les ministres sont liés par la solidarité gouvernementale. C'est dire qu'ils ne peuvent pas voter contre le gouvernement sous peine de s'en voir rejetés. Sur bien des points, le PCF, pour ménager sa base ouvrière, s'oppose respectueusement dans sa presse à la politique gouvernementale, mais il a trouvé des expédients pour continuer à « participer » au gouvernement tout en affichant ses velléités d'opposition. C'est ainsi qu'au sujet de la guerre d'Indochine, les ministres « communistes » votent la confiance au gouvernement tandis que les députés « communistes » (ils sont 183) s'abstiennent. De la même façon, le 16 avril 1947, alors que le président du Conseil demande la levée de l'immunité parlementaire des trois députés malgaches, tenus pour responsables de

l'insurrection qui s'est déclenchée là-bas le 29 mars, les ministres communistes quittent la réunion du Conseil de cabinet pour ne pas avoir à prendre position.

Néanmoins, ces démonstrations réglées et admises d'avance par les partenaires gouvernementaux du PCF ne remettent pas en cause sa participation au gouvernement.

Pour la grève Renault, il va en être autrement.

Dès le 30 avril, alors que la grève n'a pas encore été votée officiellement chez Renault mais alors que 20 000 travailleurs ont déjà arrêté le travail et suivent ainsi les consignes du comité de grève, le bureau politique du PCF dénonce « *le refus de réajuster équitablement les salaires des travailleurs* » et Maurice Thorez, en Conseil des ministres, annonce que le PCF se désolidarise de la politique des prix et de blocage des salaires pratiquée par le gouvernement.

C'est le début de la crise. Ramadier, président du Conseil, feint de croire que le PCF va profiter du 1<sup>er</sup> mai pour organiser des troubles! Il fait mettre en place un dispositif de sécurité discret autour de l'Élysée et de divers ministères. Il envoie aux commandants des régions militaires l'ordre de préavis de dispositif d'alerte et fait revenir à Paris Édouard Herriot, président de la Chambre, malade, pour remplacer Auriol, le président de la République, en voyage.

Cette panique ostentatoire recouvre la décision de Ramadier de rompre avec les ministres communistes. En effet, pour consommer la rupture, il décide de porter le débat devant l'Assemblée nationale, afin d'obliger les ministres en désaccord à manifester clairement leur position par un vote public

Le vendredi 2 mai, selon un scénario prévu d'avance, le gouvernement est donc interpellé à l'Assemblée par un

député socialiste (à la demande de Ramadier) sur le problème des salaires et des prix. Le vote de confiance est fixé au 4 mai.

Le 4 mai, par 360 voix contre 186, la confiance est votée au gouvernement. Les ministres communistes, comme tous les députés communistes, ont voté contre le gouvernement.

Le soir même, Ramadier demande aux ministres communistes leur démission. Ils la refusent. Ramadier leur enlève alors la délégation de pouvoir qu'il leur avait donnée.

Et le *Journal officiel* du 5 mai enregistre le décret portant modification de la composition du gouvernement en ces termes :

*« Les fonctions de MM. Maurice Thorez, ministre d'État, vice-président du Conseil, François Billoux, ministre de la Défense nationale, Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Charles Tillon, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, sont considérées comme ayant pris fin, à la suite du vote qu'ils ont émis à l'Assemblée nationale le 4 mai 1947. »*

Le cinquième ministre communiste, Georges Mar-rane, ministre de la Santé, n'est pas révoqué car il n'a pas pris part au vote, n'étant pas député. Il démissionne le jour même.

Le tripartisme a vécu.

### Conclusions

La grève Renault d'avril-mai 1947 a été à l'époque un événement important à plus d'un titre. D'abord parce que, grâce à elle, les travailleurs ont renoué avec la tradition des luttes passées, en redécouvrant la grève comme arme

de classe. Ensuite parce que la grève Renault a redonné une impulsion considérable au mouvement ouvrier.

Comme l'écrivait Pierre Monatte<sup>1</sup> : « *Renault a ouvert l'écluse et une vague de grèves a déferlé sur la France.* » Après mai 1947, de nombreuses usines entreront à leur tour en grève, suivies par les cheminots et, quelques mois plus tard, par les mineurs. Enfin, sur le plan politique, elle a été la cause directe de la fin de la participation communiste au gouvernement, qui durait, vaille que vaille, depuis la « Libération », sous de Gaulle d'abord, au travers du tripartisme ensuite. Enfin et surtout, cette grève, déclenchée et dirigée par les militants révolutionnaires s'appuyant sur la combativité des travailleurs contre le patronat, l'État et les directions syndicales, a montré que des militants pouvaient, dans un de ses fiefs ouvriers, contester au PCF son monopole de fait sur la classe ouvrière, et qu'ils étaient bien les seuls à défendre réellement les intérêts aussi bien immédiats que lointains des travailleurs.

La sortie des ministres PCF du gouvernement tripartite n'est pas un phénomène secondaire. Même si la situation internationale devait, tôt ou tard, entraîner cette éviction, il n'en reste pas moins qu'en avril 1947, ce sont les ministres PCF qui ont *choisi* de rompre la coalition,

---

1 Pierre Monatte (1861-1960), correcteur d'imprimerie, a été le fondateur en 1909 de *La Vie ouvrière*. Il collabora à *l'Humanité* dès 1922, adhéra au Parti communiste en mai 1923, fut élu en janvier au comité directeur... et fut exclu du parti en novembre de la même année, en même temps que Rosmer.

Monatte fonda alors *la Révolution prolétarienne*, qui portait en sous-titre « Revue mensuelle syndicaliste communiste ». Son expérience, son indiscutable intégrité, firent de Pierre Monatte une autorité morale pour tous les militants ouvriers qui rejetaient le réformisme et le stalinisme.

et sur un problème *national*. Ce problème est celui des rapports du PCF avec la classe ouvrière. Ce sont des rapports difficiles et contradictoires.

Comme toutes les organisations réformistes dont le rôle fondamental est de défendre les intérêts de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, le PCF, dans sa politique quotidienne, se trouve soumis à deux types de pression antagonistes. Celle de sa base et de la classe ouvrière d'une part, celle de la bourgeoisie d'autre part. Le plus souvent, cette contradiction se résout par une politique revendicative « raisonnable », qui permet au mécontentement ouvrier de s'exprimer sans pour autant remettre en cause ni le fonctionnement normal du système capitaliste, ni la domination politique de la bourgeoisie. Mais lorsque la pression ouvrière devient plus forte, lorsque le mécontentement des travailleurs ne se laisse plus canaliser dans des actions limitées et contrôlées, alors la marge de manœuvre de la bureaucratie réformiste devient plus étroite encore. Selon le degré de combativité ouvrière, selon la menace plus ou moins grave qu'elle fait peser sur l'ordre social, les organisations se voient contraintes de marcher avec les travailleurs au moins jusqu'à un certain point, et parfois même de les devancer pour ne pas perdre tout leur crédit auprès d'eux. (C'est ce qui s'est passé en mai 1968.) Cela entraîne évidemment une certaine coupure avec la bourgeoisie, coupure très relative, éminemment tactique et transitoire et qui comporte une série de degrés différents selon l'importance de la crise sociale, mais qui ne va *jamais* jusqu'à la rupture définitive. Au contraire même. Car lorsque la classe ouvrière va jusqu'à menacer directement la domination de la bourgeoisie, jusqu'à se donner ses propres organes de combat et de pouvoir, les organisations réformistes,

et toute l'histoire le prouve, choisissent ouvertement le camp de la bourgeoisie et s'opposent irréductiblement aux travailleurs.

Cela ne s'est par encore produit en France. Quelle qu'ait été la puissance du mouvement gréviste, il ne s'est jamais donné une direction autonome de lutte et le PCF a toujours pu faire « terminer une grève ». Mais il n'en reste pas moins que le PCF peut – et il l'a montré depuis 1947, ne serait-ce qu'en mai 1968 – déclencher la grève, y compris la grève générale.

En 1947, sommé de choisir entre sa participation au gouvernement, c'est-à-dire son intégration tant souhaitée dans la vie politique bourgeoise, et le soutien aux luttes grévistes qui se développent, le PCF a choisi ce soutien. Pourquoi ?

Parce que le PCF, suspect aux yeux de la bourgeoisie française à cause de ses attaches avec l'URSS, ne dispose pour pouvoir se faire accepter par la bourgeoisie que d'un seul atout : son influence sur la classe ouvrière française. Perdre cette influence, c'est perdre sa seule carte. C'est s'engager sur la voie qui a conduit la SFIO à n'être plus aujourd'hui qu'un fantôme de parti ouvrier. Le PCF n'y consentira qu'en cas de crise fondamentale, c'est-à-dire en période directement prérévolutionnaire.

Ce n'était pas le cas en mai 1947, comme ce ne fut pas le cas en mai 1968. Et le PCF a pu, quitte à se déconsidérer politiquement quelque peu aux yeux de la bourgeoisie, se placer publiquement aux côtés des travailleurs en grève.

Ce choix politique est évidemment destiné à affermir et renforcer son emprise sur le mouvement ouvrier, c'est dire que, dans le temps qu'il étend ou soutient la grève, le PCF attaque ouvertement et très violemment

les « irresponsables », les « gauchistes » (le mot n'était pas encore à la mode en 1947) qui ont déclenché le conflit. La lecture des tracts CGT Renault publiés en annexe de cette brochure est à cet égard édifiante. On a retrouvé semblable prose en mai 1968. On la retrouve aujourd'hui en mai 1971 dans l'actuel conflit Renault. « Jamais le PCF ne se laissera déborder sur sa gauche », aurait déclaré Duclos à l'Assemblée nationale. C'est en tout cas la politique qu'il a suivie depuis, et qui explique la violence de sa haine contre les « gauchistes ».

Mais c'est aussi, et le PCF en est parfaitement conscient, là que réside son point faible. En menant au jour le jour une politique nationaliste réformiste, inefficace et démoralisante, le PCF prête le flanc aux attaques venant de sa gauche. L'opposition respectueuse dans laquelle il se cantonne aussi bien sur le plan politique que sur le plan revendicatif est totalement dépourvue de perspectives et de rentabilité.

Et quand les travailleurs veulent défendre leur niveau de vie ou leur sécurité, ils doivent le faire *malgré* les « communistes » ou même *contre* eux. À cet égard aussi la grève Renault d'avril-mai 1947 est riche d'enseignements. La défense des salaires, la CGT en parlait mais ne faisait rien pour la faire aboutir. L'action des militants de l'Union communiste chez Renault a été de mettre en évidence cette contradiction, en engageant la lutte, de mettre en contradiction l'ensemble des travailleurs avec la politique d'inertie concertée du syndicat.

Et la grève Renault d'avril 1947 a indiqué ce qu'il était possible de faire en pareil cas. Bien sûr, le divorce entre la classe ouvrière et le PCF n'a pas été consommé, sauf peut-être au secteur Collas. Le groupe de révolutionnaires qui a mené cette action était trop faible, trop jeune, trop

peu connu pour pouvoir conduire l'expérience au-delà de ce qui a été fait chez Renault. Mais son mérite aura été de montrer concrètement, par une politique et un comportement justes au travers d'une action qui a eu des répercussions nationales, la direction du travail à entreprendre, et les perspectives qui s'offraient réellement aux révolutionnaires qui accepteraient de se colleter avec le PCF au sein de la classe ouvrière.

Ces perspectives, elles existent toujours, elles sont même aujourd'hui encore plus apparentes. Le PCF n'est plus au gouvernement, mais le rôle de frein joué par la CGT et le PCF devient de plus en plus manifeste pour un nombre de travailleurs sans cesse plus grand. Cette prise de conscience reste diffuse, car il manque au sein des entreprises les militants révolutionnaires qui sauraient la concrétiser. C'est le rôle de l'avant-garde révolutionnaire aujourd'hui de remédier rapidement, le plus rapidement possible, à cette absence. C'est la tâche que se sont fixée les militants de Lutte ouvrière, et qu'ils accomplissent quotidiennement. Ce faisant, ils ont conscience de continuer le travail entrepris par les militants de l'Union communiste, travail qui a permis en 1947 la première grande grève de l'après-guerre.<sup>1</sup>

---

1 Dans la partie qui suit, Pierre Bois reprend l'histoire de sa vie.





## Après la grève Renault

La grève terminée, que fallait-il faire? Dès le 19 mai 1947, avec des camarades que nous influençons, je constituai une commission exécutive du syndicat CGT des Départements 6 et 18, départements du secteur Col-las qui avait été le moteur de la grève. Et dès le lendemain, nous publiâmes le communiqué suivant :

### COMMUNIQUÉ

Camarades,

Une délégation des camarades que vous avez désignée hier pour reformer la commission exécutive du syndicat (CE) s'est rendue à la section syndicale de la Régie rue Yves-Kermen pour faire valider la nouvelle commission exécutive.

Nous voulions ainsi montrer notre volonté d'unir tous les ouvriers dans une même centrale syndicale. Mais nous voulions aussi avoir la possibilité de nous exprimer et d'agir non pas selon les directives d'en haut mais selon la volonté de la majorité des ouvriers que nous représentions.

La réponse des « responsables » syndicaux a été claire : « Votre CE n'est pas valable pour le moment. Vous devez d'abord syndiquer les ouvriers (c'est-à-dire faire rentrer les cotisations) et ensuite, vous pourrez élire votre CE parmi les syndiqués. En deuxième lieu, vous devez vous soumettre à la "discipline syndicale" ».

Nous ne pouvons pas accepter de telles conditions.

Nous syndiquer ? Nous avons payé nos cotisations pendant des mois et des années. Si nous avons abandonné,

c'est parce que nous avons été dégoûtés et non parce que nous ne voulons rien faire. Aujourd'hui nous voulons bien travailler dans le syndicat, mais nous voulons des garanties.

Subordonner notre action dans le syndicat au paiement préalable des cotisations, c'est prendre le syndicat pour une boutique qui est la propriété des dirigeants. Ceux-ci veulent bien la louer. Or, si nous sommes prêts à verser des cotisations, du moins voulons-nous que notre argent ne serve pas à la fabrication de tracts injurieux contre nous.

Par leur attitude, les dirigeants montrent une fois de plus qu'ils sont « démocratiques » dans la mesure où on est prêt à se soumettre à eux.

Pour ces gens-là, la volonté de 20 syndiqués qui payent leurs cotisations est bien supérieure à la volonté de 1 500 ouvriers qui sont prêts à lutter, mais qui en ont assez de verser des cotisations pour payer des gens qui font des discours et qui les calomnient.

Puisque nous ne pouvons pas mener notre combat au sein de la CGT sans être obligés de nous soumettre (au paiement des cotisations et à la « discipline »), nous mènerons le combat en dehors de la CGT.

Notre commission exécutive deviendra Comité d'action.

Nous allons engager la bagarre pour faire élire légalement nos délégués.

Ce ne sont pas les formalités de la loi bourgeoise pas plus que celles de la bureaucratie syndicale qui pourront nous détourner de notre lutte pour la défense de nos revendications.

Le 20/5/47

Nous n'avions pas d'illusions sur l'issue de la démarche envers la CGT, mais il était important pour nous de faire la démonstration que nous ne voulions pas constituer de syndicats en dehors des autres.

Par ailleurs, le vieux syndicaliste Pierre Monatte m'avait invité pour discuter de la grève. J'y étais donc allé, avec Barta. Monatte m'incita d'abord à écrire une monographie de la grève, ce qui fut fait et publié dans sa revue *la Révolution prolétarienne*. Ensuite, se posa le problème de faire un syndicat ou pas. Monatte était plutôt pour, mais Barta et moi avions beaucoup de réticences : il y avait déjà plusieurs syndicats ; cela voulait dire en former un de plus, qui serait en outre limité à une usine, et même à un secteur d'une usine...

Malgré tout, la décision de faire ce syndicat l'emporta finalement dans l'UC.

J'entrepris alors avec mes camarades toutes les démarches nécessaires, et qui ne sont pas simples, pour faire un syndicat : à la préfecture, à la mairie, auprès de la direction... pour enfin être inscrit à la préfecture le 26 juin 1947 et enregistré officiellement sous le numéro 1041 B à la préfecture de la Seine le 10 juillet 1947. Le Syndicat démocratique Renault était né.

Au début, le SDR comptait environ 1 300 syndiqués, principalement à Collas, dans les Départements 6 et 18, et quelques-uns également aux Départements 88 et 49.

Malgré son influence, le Syndicat démocratique Renault ne put pas présenter de candidats aux élections de délégués qui eurent lieu le 18 juin 1947, juste après la grève que je venais de diriger.

En effet, depuis le 16 avril 1946, la loi Ambroise Croizat limitait les possibilités de présenter des délégués pour les travailleurs. Auparavant, on pouvait élire comme délégués les ouvriers qui présentaient leur candidature par secteur ; désormais, avec la loi Ambroise Croizat, les candidatures de délégués, pour être validées, devaient être présentées sur l'ensemble de l'usine par des syndicats

dits représentatifs. Or, ce sont les patrons et l'inspection du travail qui étaient juges, et le sont toujours, de cette représentativité, non les ouvriers. Ainsi, pour être jugé représentatif, il fallait alors justifier d'un certain nombre d'adhérents, d'une activité syndicale (tracts, réunions, etc.), de son attitude patriotique pendant la guerre... Cette loi, légèrement modifiée le 7 juillet 1947 quant au mode de scrutin, ne visait, en fait, qu'à conforter l'hégémonie des bureaucraties syndicales en écartant les syndicats révolutionnaires. Le SDR qui, dans les faits, était représentatif puisqu'il était la deuxième force syndicale de l'usine, entama une procédure juridique, longue de plusieurs mois et parsemée de multiples tracasseries administratives, afin d'obtenir la représentativité légale.

En attendant, pour présenter ses propres délégués, la nouvelle loi ne laissait au SDR qu'une seule possibilité : faire en sorte que le quorum ne soit pas atteint aux élections de délégués. La loi permet, dans ces conditions, un deuxième tour auquel peuvent se présenter des candidats « libres », c'est-à-dire des candidats qui ne sont pas obligatoirement parrainés par les syndicats dits représentatifs. C'est ainsi que le SDR préconisa l'abstention, à la faveur d'une élection partielle aux Départements 6 et 18, le 24 février 1948, ce qui fut suivi très majoritairement par les ouvriers. Un deuxième tour eut donc lieu et le SDR put y présenter ses candidats, mes camarades et moi.

Fort de ce succès, le SDR plaida à nouveau son droit à la représentativité ; mais cela fut contesté par la direction de la Régie Renault, qui l'empêcha de se présenter aux nouvelles élections de délégués du personnel prévues sur l'ensemble de l'usine le 30 juin 1948, malgré l'avis favorable du tribunal de la justice de paix<sup>1</sup>.

---

1 Juridiction créée en 1790 dans chaque canton, supprimée en 1958.

Il fallut attendre le 30 avril 1949 pour que les différents pourvois en cassation de la direction contre le SDR soient rejetés par les tribunaux et que le SDR obtienne, enfin, la représentativité.

Mais, même non reconnu représentatif aux yeux de la loi, le SDR mena une véritable activité syndicale. Dès le 4 août 1947, il demanda à Lefauchaux, directeur général de Renault, la possibilité d'utiliser des panneaux d'affichage syndicaux, de tenir des réunions dans les cantines (ce qui lui fut accordé, non sans restrictions, un mois plus tard) et d'être associé aux discussions et délibérations concernant tout ce qui avait rapport au personnel et à la direction. Il déposa des cahiers de revendications. Il essaya d'avoir un dépôt en banque, ce qui lui fut refusé : les banques ne s'intéressaient pas aux « petits syndicats de grève ». Il intervint par voie de tracts et participa aux différents mouvements qu'il y avait à la Régie Renault : entre autres, dès le mois d'août 1947, contre l'augmentation du prix de la cantine, ou encore sur les salaires en septembre 1947, à la suite de quoi, d'ailleurs, la direction sanctionna des dirigeants du SDR et essaya même d'obtenir auprès du ministère du Travail leur licenciement, sans y parvenir.

En novembre 1947, l'agitation montait dans le pays : il y avait toujours des tickets de rationnement et la vie était chère à cause d'une inflation galopante. Pourtant, le 10 novembre 1947, la CGT réunit ses militants pour dire qu'une grève chez Renault compromettrait la production de la 4 CV, qui venait de sortir, et favoriserait les trusts américains de l'automobile ! À cette réunion, un militant de la CGT du Département 6 déchira les cinq cartes qui l'attachaient à cinq organisations différentes, y compris la CGT, et la plupart des militants exprimèrent

leur mécontentement. Mais les grèves avaient tendance à se généraliser, spontanément. Alors, la direction de la CGT, pour ne pas se couper de sa base ouvrière et aboutir à une situation qu'elle risquait de ne plus contrôler, appela à partir du 17 novembre 1947 à entrer en lutte. Elle avait organisé des votes dans quelques secteurs de l'usine mais, dans la majorité des secteurs, les ouvriers n'avaient pas été consultés. À Collas, les moteurs s'arrêtèrent. À 10 h 30 et 11 h 30, eut lieu une réunion où les cégétistes affirmèrent que la grève était déclenchée, que ce n'était pas seulement une grève chez Renault mais que c'était une grève générale dans toute la France pour les revendications suivantes :

1) Application intégrale des 11 %<sup>1</sup> c'est-à-dire sans y intégrer la prime de production de 3,25 F.

2) Augmentation de 25 % sur les salaires à titre d'acompte sur le minimum vital accordé théoriquement au mois de décembre et versement immédiat de 2 000 F.

3) Paiement d'une indemnité de transport.

4) Réglementation de la prime de production progressive de la façon suivante : 2/3 fixe, 1/3 au coefficient hiérarchique.

5) Rajustement des salaires au niveau de la vie tous les trois mois.

Le SDR donna son adhésion au mouvement et la réunion se termina par une invitation aux ouvriers à se réunir à 13 heures pour élire le comité de grève du département.

---

1 Revendication mise en avant par la CGT dans le courant de l'année 1947. En juillet 1947, un accord est conclu entre le patronat, la CGT et la CFTC prévoyant une augmentation de 11 % sur les salaires réels, c'est-à-dire les salaires incluant les primes.

Le SDR, se basant sur les dernières élections de délégués, revendiqua deux tiers des sièges au comité de grève Collas. En cas de refus par la CGT, il proposa que les ouvriers se prononcent par vote. Au cas où les ouvriers ne seraient pas d'accord avec ses propositions, ni avec celles de la CGT, il envisagea un vote à bulletins secrets et à la proportionnelle. La CGT revendiqua une répartition égale des sièges.

À 13 heures, les ouvriers se prononcèrent par vote à main levée pour la proposition de la CGT. Duquenoy, de la CGT, accusa le SDR de vouloir faire de la division en réclamant les deux tiers des sièges. Je répondis que le SDR ne faisait que revendiquer ce que le vote aux élections de délégués avait déjà sanctionné; j'ajoutai que, partout ailleurs dans l'usine, la CGT avait une grosse majorité de sièges et ne partageait pas moitié-moitié avec les organisations minoritaires. Néanmoins, les ouvriers présents, 250 à 300 sur 1 200, étant pour la plupart cégétistes, c'est la proposition de la CGT qui fut adoptée. J'expliquai alors que, bien que la CGT fût aujourd'hui pour la grève, les ouvriers étaient en droit de se méfier d'elle, étant donné toute son orientation antidémocratique jusqu'à maintenant, ce qui fut hué par les cégétistes.

Je réclamai des garanties de démocratie, c'est-à-dire que toutes les questions concernant les revendications ou l'orientation du mouvement soient soumises aux décisions de la majorité.

Le comité de grève du département se réunit pour régler certaines questions pratiques. Trois représentants de la CGT et trois représentants du SDR furent désignés pour siéger au comité central de grève.

À 15 h 35, le comité central de grève se réunit. Là aussi, on discuta de questions d'ordre pratique.



À 18 heures, le comité central de grève se rendit à la direction. Comme Lefauchaux refusait de nous recevoir, les membres du comité central de grève envahirent le bureau. Lefauchaux refusa de discuter.

Le lendemain, eut lieu une réunion du comité central de grève. Renard, de *Front ouvrier*<sup>1</sup>, prit la parole pour dire qu'évidemment il fallait renforcer la vigilance vis-à-vis des provocateurs de l'extérieur, mais qu'il fallait également prendre des mesures contre les ennemis de l'intérieur : « Il faut, dit-il, vider les RPF de l'usine, il faut vider la direction des bureaux. » Ensuite, Carn, de la Fédération des métaux, prit la parole. Son discours fut d'un bout à l'autre pour fustiger les minoritaires. Il s'en prit d'abord à Renard, qu'il traita en petit garçon « ultra-révolutionnaire » ; puis il attaqua le SDR : « La place des gens du SDR est inconcevable dans le comité central de grève. Des gens qui nous traitent de fascistes, nous qui, etc., n'ont pas de place ici. Tout à l'heure, Delame<sup>2</sup> a dit qu'il fallait afficher toute la presse, mais il est bien entendu qu'une certaine presse ne doit pas pénétrer dans l'usine, c'est le torchon *Front ouvrier* et l'ordure *La Voix des travailleurs*. » Je rétorquai qu'il fallait bien un torchon pour essuyer les saloperies des dirigeants de la CGT. Après une attaque foudroyante, un « responsable » cégétiste proposa qu'une commission soit formée pour aller expliquer au 6 et au 18 que les éléments du SDR n'avaient pas de place au comité central de grève. Je levai la main pour réclamer la parole, mais on fit mine de ne pas me voir et on passa à l'ordre du jour. Delame, qui prit la parole, appuya l'attaque contre le SDR. Je me levai, suivi d'un de mes camarades du SDR nommé Quatrain,

---

1 Journal syndicaliste du PCI, trotskyste.

2 Delame : dirigeant de la CGT.

pour gagner la sortie. À ce moment, plusieurs cégétistes tentèrent de s'opposer à notre sortie : « Camarades, il ne faut pas les laisser aller faire leur travail de division dans les départements. » Je demandai : « Est-ce que l'affaire est tranchée par les divers exposés, ou bien est-ce qu'on peut s'expliquer ? » Réponse du bureau : « Non, c'est inutile ; c'est devant les ouvriers que l'on s'expliquera. » Je dis alors : « C'est comme cela que nous l'entendons. » Je voulus remettre ma carte de délégué au comité central de grève, mais le bureau s'y opposa : « Laissez-lui son mandat. »

Un moment après, les cégétistes organisèrent une réunion à Collas. Ils firent d'abord parler un membre de la délégation de l'UJRF<sup>1</sup> de Marseille puis Charrier<sup>2</sup>, ensuite Delame et un autre « responsable » cégétiste se livrèrent à une attaque serrée contre le SDR. Je répliquai simplement que la grève est une action de tous les ouvriers et que la démocratie doit jouer intégralement au sein du mouvement. Je rappelai que, lors de la réunion du conseil syndical CGT, les dirigeants cégétistes avaient déjà enfreint la règle de la démocratie ouvrière ; que depuis des mois les dirigeants de la CGT s'étaient opposés à l'action des ouvriers par toutes sortes de méthodes, y compris la force ; que les ouvriers étaient en droit de douter de la sincérité des dirigeants cégétistes ; que nous nous étions mis en grève pour la défense de nos revendications et non pour plaire aux dirigeants de la CGT. Je conclus en précisant la position du SDR : « Nous continuons la grève, nous sommes pour la défense des revendications par la grève, mais nous sommes et nous restons contre

---

1 UJRF : Union de la jeunesse républicaine de France (nouveau nom donné aux Jeunesses communistes).

2 Charrier : un responsable de la CGT.

les bureaucrates cégétistes et déclinons toute responsabilité dans la conduite de la grève. » La réunion se termina faute d'auditeurs. Le dernier orateur faisant traîner son discours en longueur, les ouvriers s'en allèrent à la soupe (il était midi).

Après déjeuner, Quatrain et moi remîmes notre mandat au comité central de grève du département. Adelle<sup>1</sup> resta au comité et désavoua le SDR. La commission exécutive du SDR se réunit et décida de quitter le comité de grève ainsi que de publier un tract (*Vive la grève! À bas les bureaucrates!*).

Le lendemain, une réunion du SDR prit position pour continuer la grève. Mais, étant donné l'atmosphère dans le département (les ouvriers n'étaient pas à l'usine), nous décidâmes de ne pas faire les piquets sous la direction de la CGT et de ne prendre aucune responsabilité tant que la démocratie ne serait pas respectée.

La grève de novembre 1947, à Billancourt, contrôlée ainsi bureaucratiquement par la CGT, dura trois semaines. La plupart des travailleurs n'y participèrent pas activement et restèrent chez eux.



Le SDR publia trois bulletins à partir du 13 octobre 1947 jusqu'au 29 décembre 1947. Il y eut ensuite un trou, puisque le n° 4 ne parut que le 5 avril 1948. Cela s'explique par le fait que, pendant toute cette période, le SDR mena une bagarre pour obtenir la représentativité et faire élire des délégués, comme l'attestent un certain nombre de tracts de l'époque.

Le 5 avril 1948, face à une offensive de la direction pour diminuer les temps, le SDR posa la question de l'unité

---

1 Adelle : militant communiste qui s'était rallié au SDR

dans l'action, tout en montrant que la CGT portait une responsabilité dans cette situation ; en effet, c'étaient les dirigeants cégétistes qui avaient « préconisé le salaire au rendement, la suppression du plafond et autres "erreurs" qu'aujourd'hui les travailleurs sont obligés de réparer par la lutte », comme l'expliquait un tract du SDR.

En fait, tout au long de l'année 1948, les dirigeants cégétistes déclenchèrent ici et là des mouvements partiels, avec des objectifs très différents les uns des autres : le 1<sup>er</sup> septembre 1948, un bulletin du SDR posait la question : « Aurons-nous la grève ? » Le 16 septembre 1948, les délégués cégétistes avaient arbitrairement arrêté les moteurs pour déclencher la grève, sans se soucier des travailleurs. Les militants du SDR intervinrent pour dire que c'est aux ouvriers de prendre en main leur sort. Puis, le 28 septembre, il y eut une grève générale de deux heures.

Le 4 octobre 1948, commença la grève des mineurs, qui dura jusqu'au 20 novembre 1948. Malgré son ampleur, malgré la sympathie qu'elle rencontra, la CGT n'appela pas à l'élargissement du mouvement et la grève n'entraîna pas spontanément les autres grands secteurs ouvriers. Billancourt ne bougea pas. Mais des dirigeants CGT étaient venus à l'usine, suite à la répression violente contre une manifestation ouvrière du 11 novembre 1948, pour appeler les ouvriers à contre-manifester. En réalité, lors de l'assemblée générale, ils ne proposèrent rien de concret ; en revanche, ils s'attaquèrent au SDR et à moi : « Dans les mines, des gars comme ça, on les jette à la fosse. Ne tolérez pas qu'il parle », criait Delame tandis que je prenais la parole. Dans les secteurs de l'usine où le SDR avait de l'influence, des cégétistes cherchaient à intimider les militants et les sympathisants du SDR :

« Attention à ce que vous écrivez... bientôt vous aurez des comptes à rendre », les menaçaient-ils. Ces comportements de gangsters étaient de plus en plus ouvertement rejetés par les militants de base de la CGT, et la majorité des travailleurs étaient, eux aussi, écœurés par ces méthodes stalinienne. À tous ceux-là, le SDR s'adressa le 15 novembre 1948 dans un tract intitulé *A tous les travailleurs cégétistes*, les appelant à faire respecter la démocratie ouvrière : « *Si nous ne sommes pas capables de faire une réalité de la démocratie au sein de la classe ouvrière, nous serons incapables de lutter contre la dictature de la bourgeoisie sur la classe ouvrière* », concluait le tract.

Mais, si des travailleurs, des sympathisants et même certains militants de la CGT et du PCF ressentaient alors que d'autres mœurs devaient régner au sein du mouvement ouvrier, rares étaient ceux qui étaient prêts à militer pour cet objectif. Plus généralement, il était difficile de recruter des ouvriers qui, en défendant les idées trotskystes, acceptaient d'affronter non seulement la direction, les patrons et l'État, mais aussi les staliniens, majoritaires dans les usines. C'est d'ailleurs en raison de cette faiblesse militante que le groupe avait dû, depuis sa création, renoncer à certaines publications qui demandaient un effort militant trop important.

Ainsi, le groupe Union communiste avait, comme on l'a vu, fait paraître du 6 novembre 1945 au 16 avril 1946 un journal d'opposition syndicale qui s'appelait *La Voix des travailleurs*. Ce journal, pour vivre, devait trouver des relais plus larges que ceux qui existaient pour la *Lutte de classes: Voix des travailleurs* visait en effet à organiser les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe, indépendamment de leur position politique. Faute de trouver les énergies militantes nécessaires à la vie d'un

tel journal, il fallut interrompre sa publication le 30 avril 1946. C'était « un recul nécessaire » comme le groupe l'expliqua alors dans un article publié par son nouveau journal, le 30 avril 1946. Ce journal intitulé *La Lutte de classes*, organe de l'Union communiste (IV<sup>e</sup> Internationale), conservait, au verso, le titre *La Voix des travailleurs*, bulletin inter-usines de l'Opposition syndicale "Lutte de classes" CGT. »

Il parut ainsi avec ce double titre jusqu'au 6 septembre 1946. Puis il continua à paraître, mais sous le seul titre *La Lutte de classes*, du 25 septembre 1946 jusqu'au 16 mai 1947. Pendant une courte période, grâce à l'influence qu'il commençait à gagner chez Renault, le groupe eut deux publications : *La Lutte de classes*, d'une part, et *La Voix des travailleurs de chez Renault*, dont le premier numéro parut le 13 février 1947 et qui devint bientôt la seule publication du groupe jusqu'au 17 septembre 1947. *La Lutte de classes* ne paraissait donc plus depuis le 16 mai 1947. Puis, du 24 septembre 1947 au 19 mai 1948, le journal élargit son titre aux autres usines, et s'intitula *La Voix des travailleurs*, organe de la *Lutte de classes* et non plus *La Voix des travailleurs de chez Renault*.

Ce rappel fastidieux était nécessaire pour comprendre les problèmes qui se posaient au groupe et qui devinrent de plus en plus aigus, au point de provoquer sa scission. Fort de quelques dizaines de membres seulement, dont très peu étaient qualifiés, le groupe dut en effet aborder l'après-guerre en comptant essentiellement sur ses seules forces militantes pour mener de front l'activité politique et l'activité syndicale dans les entreprises. Mais il avait fait la démonstration, avec la grève Renault, que la classe ouvrière pouvait se battre, malgré et même contre les staliniens, à condition de trouver dans ses rangs des

militants désireux de tout faire pour son émancipation. Et de telles démonstrations étaient inestimables à une époque où les staliniens régnaient en maîtres sur la classe ouvrière, bâillaient la démocratie ouvrière et présentaient au monde ouvrier les idéaux communistes de façon déformée et caricaturée.

Bien sûr, à la différence de ce qui s'était passé au lendemain de la Première Guerre mondiale, il n'y avait pas eu de situation révolutionnaire après la Deuxième Guerre. La bourgeoisie avait pu traverser sans réels problèmes cette période, puissamment aidée par le Parti communiste, qui se montra un parti loyal, responsable et tout dévoué à ses intérêts. Mais, pour le groupe Union communiste, le succès de la grève Renault en 1947 avait été lourd de conséquences : non seulement sur le plan politique, puisque cette grève avait, malgré tout, contribué à contester aux staliniens le monopole de la représentation ouvrière, mais aussi sur le plan militant, puisque des centaines d'adhérents avaient rejoint le SDR dès sa formation, manifestant ainsi leur sympathie à l'égard de la politique que nous avons menée pendant la grève. Or, si le groupe avait essayé à chaque fois de trouver des réponses aux situations, il avait constamment veillé à équilibrer son activité politique et son activité syndicale.

En effet, si la *Lutte de classes* avait cessé de paraître au 16 mai 1947, *La Voix des travailleurs de chez Renault*, qui paraissait depuis le 13 février 1947, avait tout de même été complétée par un bulletin du syndicat, le bulletin du SDR qui parut à partir du 13 octobre 1947.

*La Voix des travailleurs de chez Renault* puis *La Voix des travailleurs*, organe de la Lutte de classes, était un organe politique défendant le principe de la lutte de classe. Parallèlement, le bulletin du SDR menait le combat

syndical à l'intérieur de l'usine Renault en intervenant sur tous les conflits de l'époque, notamment dans celui de novembre 1947, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut.

À la même période, lors d'une promenade à la campagne, Barta et moi eûmes une discussion assez orageuse. Il prétendait que dans deux ans « nous aurions le parti ». Je ne partageais pas cet avis, voyant bien que la situation n'évoluait pas dans ce sens. Il pensa que j'étais défaitiste.

Dès le mois de juillet 1948, il tira le signal d'alarme à propos des déséquilibres qu'il y avait entre le travail syndical et le travail politique. La décision du groupe fut de ne plus porter toutes ses forces sur l'action syndicale, de façon à se libérer de certaines tâches pour accentuer ses efforts sur la formation de militants.

Barta, pour sa part, s'engagea à faire reparaître la *Lutte de classes*, qui avait été l'organe de l'Union communiste, ce qu'il fit avec trois numéros en février, mars et avril 1949.

Mais les heurts se multiplièrent. Des divergences de plus en plus nombreuses apparurent, au point de conduire à une scission au sein du SDR en novembre 1949. Or, c'est cette même année 1949, en mai, que le SDR venait d'obtenir sa représentativité. Lors des élections de délégués des 7 et 14 juin 1949, le syndicat put donc présenter des candidats sur toute l'usine et il recueillit 1 283 voix, ce qui lui donna droit à 7 délégués. La CGT, elle, obtint 17 368 voix. Le 16 juin 1949, lors d'un conseil syndical du SDR auquel Barta participa, comme c'était d'ailleurs le cas depuis le début puisqu'il intervenait directement dans l'orientation du SDR, les leçons à tirer de ces élections de délégués furent débattues. Le SDR, qui espérait davantage de



voix – il en espérait le double –, analysa les résultats et détermina l'orientation du bulletin de la façon suivante : « Il nous faut mettre la CGT au pied du mur quant à son activité future. Rappeler que, puisqu'elle a la majorité absolue, elle ne peut plus objecter la division des ouvriers. Nous l'attendons maintenant aux actes et sommes prêts à l'appuyer dans la mesure où ses actes représenteront un pas en avant pour la classe ouvrière. Lui rappeler qu'il y a des revendications immédiates, à l'exemple des 5 000 F de rappel de salaire pour les vacances. » L'attitude prise en conseil était donc la suivante : puisque la CGT a la majorité, qu'elle prenne ses responsabilités, et le SDR prendrait position sur ses propositions.

Or, depuis un mois environ, la CGT avait formé avec la CFTC et FO un cartel, auquel s'était jointe la CGC. Le SDR, à plusieurs reprises, s'était exprimé à propos de ce cartel qui avait déposé la revendication d'une augmentation horaire de 10 francs : puisque rien n'était précisé quant aux moyens d'action, il ne s'agissait que d'une simple manœuvre électorale, expliquait le SDR dans son bulletin du 19 mai 1949. Et au conseil syndical du SDR, qui s'était tenu le 16 juin 1949, il n'avait pas été question de redéfinir la position du SDR à ce sujet.

Mais quelques jours plus tard, le 23 juin 1949, Barta décida de donner la conclusion suivante au bulletin du SDR : « *Le SDR propose aux trois autres organisations syndicales<sup>1</sup> de participer à leurs réunions pour délibérer avec elles sur les revendications et les moyens de lutter, dont les travailleurs décideront en dernier ressort.* » C'était une orientation radicalement différente de celle qu'avait prise le SDR jusque-là. En effet, on l'a vu, toute l'agitation

---

1 Il s'agissait donc de la CGT, de FO, et de la CFTC qui venaient de former le cartel.

antérieure du SDR avait été de dénoncer comme du baratin électoral les discussions du cartel. Il était donc encore moins question pour le SDR de poser sa candidature à l'entrée de ce cartel ! Cette nouvelle position, décidée par Barta, qui n'avait donc pas été discutée préalablement au conseil syndical du SDR, était de plus éditée publiquement... Mis au pied du mur, je tentai, après les explications de Barta, de développer cette position devant les camarades de l'usine, qui n'étaient pas d'accord, mais qui avaient diffusé le bulletin par discipline syndicale.

Au conseil syndical suivant, le 1<sup>er</sup> juillet 1949, je proposai une nouvelle discussion sur la question de la participation du SDR au cartel, en précisant que, pour moi, la question n'était pas du tout claire. Barta expliqua sa position et, après une discussion assez orageuse, elle fut adoptée à la majorité.

Mais, à la réunion suivante de l'UC, Barta m'accusa d'avoir rompu la discipline de l'organisation. Il alla jusqu'à envisager de dissoudre l'UC, sabotage que l'ensemble de l'organisation refusa, puis me demanda de me retirer de l'organisation, ce qu'évidemment je refusai. Finalement, il fut décidé que les camarades qui étaient en usine s'occuperaient du syndicat, avec l'appui de l'organisation, et que Barta travaillerait avec ceux avec lesquels il pouvait s'entendre.

En fait, cela faisait un certain temps que, dans l'UC, le climat se détériorait. La confiance fraternelle entre révolutionnaires, qui avait été le ciment essentiel à la vie de l'organisation, allait en s'effritant.

Si Barta, incontestablement, surpassait du point de vue politique tous les autres militants, il aurait dû, en tant que dirigeant de l'organisation, faciliter l'harmonie des rapports organisationnels par un comportement

exemplaire. Or son comportement emporté et autoritaire faussait les rapports organisationnels. Il avait ainsi tendance à rabrouer pour leur « enfantillage » les camarades qui n'admettaient pas son point de vue ou qui simplement ne le saisissaient pas immédiatement. Et cette habitude de rabaisser ceux qui ne comprenaient pas ou n'étaient pas d'accord devenait systématique. Les jeunes militants en arrivaient à ne plus exprimer leur opinion, de peur qu'elle soit erronée et puisse donner prise à une réplique trop vive. De ce fait, les points de vue divergents n'étaient pas tranchés dans l'organisation et c'est dans leurs contacts personnels que les militants discutaient leurs positions.

Une organisation plus forte n'aurait certainement pas connu ces inconvénients, parce qu'elle aurait organisé dans des structures différentes les camarades ayant des niveaux d'éducation et d'expérience différents. Mais la faiblesse organisationnelle de l'UC obligeait à réunir ensemble les militants les plus hétéroclites quant à l'expérience et au niveau idéologique.

Cela dit, tant que Barta apporta le complément théorique à l'organisation, il était possible de marcher de l'avant. Le problème c'est que, depuis quelques mois déjà, le travail de Barta avait considérablement décliné, comme le prouvaient la cessation, puis la reprise épisodique, puis l'arrêt de publications comme la *Lutte de classes*. Et, étant donné son passé, Barta ne pouvait pas être sans voir qu'il ne fournissait plus le travail que sa place dans l'organisation lui imposait; du coup, il cherchait des excuses politiques à son manque d'activité: les camarades n'étaient pas à la hauteur... alors que le groupe avait bien su travailler avec des camarades bien moins à la hauteur, dans des circonstances bien plus difficiles et avec une activité

ouvrière nulle. En 1949, il y avait, malgré tout, une petite base chez Renault.

En octobre 1949, il y eut un nouveau heurt au sein du SDR à propos de sa participation à une action de la CGT.

Le mercredi 12 octobre, la CGT appela toutes les organisations syndicales à un mouvement de protestation contre l'investiture de Jules Moch, un « socialiste » qui s'était illustré dans la répression des grèves des mineurs. Contre Jules Moch, il fallait, proclamait-elle, un gouvernement d'Union démocratique.

Fin septembre 1949, la CGT s'était trouvée contrainte d'accepter officiellement la présence du SDR, proposée par la CFTC, dans le cartel qui regroupait donc désormais les cinq organisations syndicales présentes à l'usine : la CGT, FO et la CFTC ainsi que, plus récemment, la CGC et le SDR. Autant d'organisations syndicales, autant de positions politiques différentes. Néanmoins, toutes les sections syndicales, hormis le SDR, reprochèrent à la CGT de proposer un mouvement politique et refusèrent toute action commune avec la CGT.

Le SDR expliqua, pour sa part, qu'en tant que syndicat révolutionnaire il savait l'importance de la lutte contre le gouvernement et qu'il aurait été prêt à discuter d'une action contre Jules Moch. Mais en posant un objectif qui n'était pas celui de la majorité des ouvriers, la formation d'un gouvernement d'Union démocratique, la CGT excluait de la lutte tous ceux qui n'étaient pas pour un tel gouvernement, ce qui était d'ailleurs le cas du SDR. D'autre part, dans cette démarche, la CGT ne s'était pas préoccupée de discuter des moyens d'action contre Jules Moch ; elle s'était contentée d'inviter les syndicats à se joindre à sa manifestation et à ses objectifs. C'est en substance cette explication que reprit le tract du SDR

diffusé le jeudi 13 octobre. Par ailleurs, partout où cela était possible, nous avons décidé, Pichot, militant du SDR et membre de l'UC, et moi-même, d'intervenir dans les meetings cégétistes, s'il y en avait. Au Département 6, j'essayai de prendre la parole, malgré une vingtaine de braillards qui faisaient tout pour m'en empêcher : j'expliquai que le SDR était contre Jules Moch, mais qu'on ne lutterait pas contre Jules Moch en débrayant une heure.

Pichot vint, un peu plus tard, me trouver pour me dire que, selon Barta, nous avons fait une « terrible erreur » ; le SDR aurait dû participer à la manifestation de la CGT tout en dénonçant le gouvernement d'Union démocratique. Nous devons donc, toujours selon Barta, aller trouver la CGT, lui dire que le SDR avait fait une erreur et qu'il était prêt à participer à la manifestation à condition qu'il soit autorisé à prendre la parole. Je n'étais pas du tout convaincu par ce que me disait Pichot et je lui répliquai que, s'il tenait à se faire sortir de la CGT avec un coup de pied quelque part, il n'avait qu'à agir ainsi. J'ajoutai que, de toute façon, une action était engagée : celle de ne pas participer à la manifestation ; le tract défendant cette position était diffusé dans la plupart des secteurs de l'usine ; on ne pouvait pas entreprendre une action contraire à celle pour laquelle les camarades du SDR s'étaient engagés dans l'usine.

Pichot, quant à lui, refusa de diffuser le tract et appela les ouvriers de son secteur à aller à la manifestation.

Le soir même, nous devons nous retrouver, Pichot et moi, pour rédiger le bulletin du SDR, dont la publication avait été reculée à cause du tract. Comme nous n'étions que tous les deux présents à cette réunion et que nos points de vue étaient diamétralement opposés, je proposai que la question soit discutée le lendemain dans un

conseil syndical extraordinaire. Mais, lors de cette réunion, Pichot ne défendit pas sa position. En revanche, ce qu'il demanda, au lendemain de cette réunion, c'est que le conseil syndical soit réuni à nouveau pour que Barta puisse venir y discuter sa position. Je refusai : on n'allait pas réunir des conseils syndicaux tous les jours parce que des camarades qui estimaient avoir la position juste se trouvaient en minorité. Barta aurait d'ailleurs pu venir à la réunion de ce conseil syndical extraordinaire défendre la position que Pichot n'avait même pas défendue... Finalement, c'est Pichot qui convoqua lui-même une autre réunion du conseil syndical le lundi 17 octobre 1949, réunion au cours de laquelle les deux positions, celle de Barta et la mienne, s'affrontèrent. La position défendue depuis le début par le SDR fut maintenue par moi et les militants présents, qui ne furent pas convaincus par l'argumentation de Barta.

Mais, au-delà, ce que cette discussion avait révélé, c'est qu'il devenait de plus en plus difficile, pour ne pas dire impossible, à des camarades de l'UC, membres du SDR, de travailler ensemble. Et les rapports se détériorèrent très vite, entraînant même des relations assez sordides concernant le partage du matériel.

Dès le 10 janvier 1950, Barta, qui ne participait plus au bulletin du SDR, publia parallèlement, avec Gelé et Pichot, un bulletin *Section 4 CV* dont parurent trois numéros du 18 janvier 1950 au 7 février 1950. Puis le 3 avril 1950, il fit paraître *La Voix des travailleurs*, organe de la majorité des délégués du SDR.

En effet, aux élections du 14 juin 1949, le SDR avait eu sept délégués. Or, à l'époque, les candidats avaient été désignés par le conseil syndical et il s'était trouvé que quatre élus sur sept s'étaient joints à Barta. C'était

comique, car ils étaient devenus de ce fait la majorité des « délégués » alors que les militants des Départements 6 et 18, qui représentaient de loin la plus grosse partie des syndiqués, se trouvaient en minorité.

Il parut deux numéros de cette *Voix des travailleurs*, organe de la majorité des délégués du SDR, les 3 avril et 11 avril 1950.

À partir du 12 janvier 1950, Barta fit reparaître neuf numéros de la *Lutte de classes*, de janvier 1950 à mars 1950 (en indiquant que la rédaction se trouvait impasse du Rouet, chez Jacques Ramboz, qui ne militait pourtant déjà plus à l'UC).

Le SDR, lui, continua à publier son bulletin qui parut régulièrement jusqu'en octobre 1950.

Une bagarre s'engagea entre les deux fractions du SDR. La « majorité » des délégués du SDR refusant d'accepter la discipline du syndicat et refusant de participer à sa commission exécutive, la commission exécutive les démit de leur mandat de délégués ; mais ce n'était qu'une position de principe, car on ne peut révoquer un élu.

Le SDR continua son activité. Au mois de février 1950, le mécontentement des travailleurs grandit. Le 20 février, une consultation du personnel donna une forte majorité pour la grève. Le SDR milita pour que la grève ne se limite pas à Renault.

La grève démarra dès le 20 février à la 4 CV, puis s'étendit à toute l'usine. Elle dura jusqu'au 20 mars 1950. Il est à remarquer qu'à l'époque, en général, les conflits dans les grandes entreprises entraînaient la totalité des travailleurs dans la grève. Quand la grève était votée, la minorité s'inclinait devant la majorité et on ne voyait pas de grève à 40 %, à 30 %, à 18 %, etc. À partir du moment où la grève avait été votée, tout le monde y était entraîné,

même quand les directions patronales essayaient de la briser soit par le lock-out, soit par les interventions policières. Il est évident que, pour qu'une grève devienne unanime, il faut que les objectifs concernent tous les participants. Cela ne se produit malheureusement pas toujours, mais c'est l'objectif qu'il faut viser.

Voici, à propos de la grève de 1950, l'analyse publiée dans le bulletin du SDR du 23 mars 1950 :

### Un mois de grève

Notre grève a duré un mois. En effet les premiers éléments de la 4 CV de V5 démarrèrent le lundi 20 février et la reprise eut lieu le 20 mars.

Avons-nous eu raison de faire grève ? Qu'y avons-nous gagné ?

Pour répondre à ces questions, il est bon de faire le point de la situation.

### Les objectifs de la grève

Pour quels objectifs les travailleurs de la Régie se sont-ils mis en grève ? Pour les 3 000 F par mois et pour tous, et la discussion immédiate des conventions collectives. Les 3 000 F que nous réclamions représentaient un acompte immédiat sur l'augmentation des salaires résultant de l'application des conventions collectives.

Nous avons répété à plusieurs reprises que même l'obtention des 3 000 F ne serait pas grand-chose si nous n'arrivions pas à décrocher des garanties sérieuses par les conventions collectives.

Pour notre part, nous avons indiqué cinq points bien précis sans lesquels nous estimons qu'il n'y a pas de véritables conventions collectives. Ces cinq points pour lesquels toutes les organisations syndicales sont d'accord et qui ont été précisés par une résolution votée à l'unanimité par les ouvriers du Département 18 sont les suivants :



- augmentation générale des salaires
- échelle mobile des salaires
- 40 heures
- trois semaines de congés payés
- respect du droit syndical.

C'est pour ces objectifs que le 20 février la grève a éclaté.

### Comment s'est déclenchée la grève ?

Depuis des mois, M. Lefauchaux refuse systématiquement toute augmentation des salaires. Pendant des mois, il s'est retranché derrière le gouvernement puis, brusquement, la loi sur les conventions collectives autorisant des accords de salaire par entreprise, il invoque les difficultés financières de la Régie. Cette mauvaise foi clairement exprimée dans le refus catégorique d'accorder quoi que ce soit à l'audience des cinq organisations syndicales le 14 février provoqua une vive effervescence et un débrayage aux ateliers V5 de la 4 CV. Cette effervescence se décupla lorsque le lundi 20 février M. Lefauchaux, qui avait tout refusé quelques jours auparavant, trouva dans le fond de ses caisses un os de 4 F de l'heure à lancer aux travailleurs. Certains ateliers débrayèrent spontanément, d'autres organisèrent des votes.

Mardi 21 pour les ouvriers, et mercredi 22 pour les mensuels, un référendum fut organisé à l'échelle de l'usine.

Sur 28 270 travailleurs qui participèrent au vote, on releva 1 084 bulletins nuls, 7 673 contre et 19 513 pour la grève. Sitôt les résultats connus, les uns derrière les autres, les ateliers s'arrêtèrent et, le mardi soir, aucun ouvrier ne travaillait plus; le mercredi soir, tous les mensuels également avaient cessé le travail.

### Le déroulement de la grève

Les deux premiers jours, l'usine est occupée par les ouvriers qui ont installé des piquets de grève. Le mercredi 22, alors que les mensuels votent, des assemblées ont lieu un peu partout après la paye.

Le jeudi matin, surprise générale: la direction a fait évacuer les piquets de grève et occuper l'usine par une armée de policiers.

Les travailleurs tirent vite la conclusion: « C'est une manœuvre pour influencer le vote général de la métallurgie par une démonstration de force. »

La CGC, qui avait d'abord été d'accord pour la grève mais qui avait fait le mort dès les premiers jours du conflit, révèle brusquement qu'elle ne se considère pas comment étant en grève. Prétexte: les syndicats ouvriers ne veulent pas prendre d'engagements pour poursuivre la lutte en cas de non-hiérarchisation des 3 000 F.

Motif véritable: en n'étant pas officiellement en grève on touchera notre mois.

- Au Cartel d'unité d'action, nous proposons d'œuvrer à l'élargissement de la grève en lançant en tant que comité de grève un appel à tous les travailleurs pour nous rejoindre dans la lutte. La CGT est résolument contre. Elle prétexte qu'en lançant un appel à la grève générale nous aurions l'air d'appeler au secours et que ceci nous affaiblirait. Mais le motif véritable est ailleurs.

Elle est fermement opposée à ce que la direction de la grève soit confiée à un comité de grève qui, bien qu'étant largement contrôlé par elle, est beaucoup plus responsable devant l'ensemble des ouvriers qu'un cartel syndical, responsable avant tout devant les directions syndicales.

La CFTC et FO appuient notre proposition au début, mais bientôt la CFTC cherche un compromis et FO rejoint sur cette question la position de la CGT.

- De son côté, la direction manœuvre. Elle envoie tout d'abord une lettre à tous les mensuels: sous prétexte de connaître ceux qu'elle pourra payer, c'est une violation directe du secret du vote. Puis, elle envoie une lettre aux ouvriers et annonce la réouverture de l'usine. Le premier jour, 10 à 15 % des travailleurs, mensuels y compris, rentrent au travail; c'est-à-dire un pourcentage plus faible que celui des votes contre la grève.

Le lendemain, le pourcentage augmente, la direction ayant fait annoncer mensongèrement par la presse et la radio un pourcentage de 40 % de reprise. Malgré les forces de police, des meetings sont organisés dans l'usine pour appeler ceux qui ont repris le travail à ne pas abandonner la lutte. Seule FO refuse de participer à cette action.

Malgré la pression patronale, le cap du lundi 13 est passé victorieusement. Le journal *Combat* affirme que, du point de vue patronal, la moitié des ouvriers sont au travail. Ce qui prouve qu'au moins la moitié des ouvriers sont encore en grève. Mais, dans les jours qui suivent, le mouvement s'effrite. La commission de conciliation n'a pas abouti. Le métro a repris le travail, et le porte-monnaie est vide. Avant d'attendre de prendre une décision commune, FO quitte le mouvement. Les derniers milliers de travailleurs qui sont encore en grève tiennent la fin de la semaine et décident de rentrer «la tête haute» le lundi.

### La reprise

Les conditions de la reprise sont les suivantes :

- 1°) pas de forces de police
- 2°) pas de filtrage par cartes spéciales<sup>1</sup>
- 3°) pas de sanctions.

---

1 Comme la direction avait fait occuper l'usine par la police, il fallait être muni d'une carte spéciale (une carte verte) pour rentrer travailler.

Sur les deux premiers points, les grévistes ont à peu près satisfaction puisque les piquets de police sont peu nombreux et éloignés des portes, et qu'après une rentrée en groupe, les « cartes vertes » ne sont plus exigées.

Sur le troisième point par contre, la direction est intransigeante. Des licenciements, des mises à pied.

Bien qu'ils viennent d'effectuer quatre semaines de grève, les grévistes, d'ailleurs appuyés par bon nombre d'ouvriers qui avaient déjà repris le travail, ripostent vigoureusement. Délégations aux chefs de départements, à la direction, à l'Inspection du travail. Par centaines et par milliers, les ouvriers circulent dans les ateliers en scandant : « Pas de sanctions ; nos 3 000 F. »

### Nos conclusions

Pourquoi les travailleurs, après avoir voté à une très grosse majorité pour la grève, ont-ils repris sans rien ?

D'une part, les ouvriers étaient décidés à stopper le travail pour riposter à l'attaque patronale, mais seule une minorité était décidée à mener activement la lutte. Les difficultés à trouver des piquets de grève au début, le manque d'intérêt accordé par les ouvriers à choisir et à discuter les candidatures des membres des comités de grève en sont une preuve.

D'autre part, l'ensemble des travailleurs a manqué de confiance dans l'issue du mouvement. Alors que patronat et gouvernement menaient une lutte très serrée, les grévistes s'aperçurent rapidement que de leur côté on tâtonnait. Les différentes entreprises mettaient un temps infini à entrer en lutte ; le métro, bien qu'ayant voté pour la grève, attendait une semaine avant de s'y mettre, puis reprenait brusquement le travail.

Pourquoi tant d'hésitations ? Les centrales syndicales une fois de plus n'ont pas voulu se mouiller à fond, répondront de nombreux ouvriers. C'est vrai, mais cela, nous le savions au départ, et la grosse erreur c'était de

s'illusionner encore sur « l'unité » à la tête, c'était de croire que l'existence du cartel suffisait pour avoir la victoire.

Notre grève a-t-elle été une victoire  
ou une défaite ?

Nous avons été battus parce qu'aucun des objectifs que nous nous étions fixés n'a été atteint, pas même les 3 000 F. Nous ne sommes pas vaincus car, au travers de cette lutte, loin de se retrouver démoralisés, les travailleurs ont repris la « tête haute ».

Notre grève a-t-elle été inutile ?

Nous répondons NON. Premièrement, Renault, en entrant en grève, a permis à de nombreuses boîtes d'entrer en lutte et d'arracher quelque chose alors que, seules, ces entreprises n'auraient pas pu faire céder leurs patrons. Ensuite, cette grève a permis aux travailleurs de vérifier une fois de plus ce que valait la légalité bourgeoise : droit pour le patronat de s'appuyer sur la police, la radio et tous les organismes gouvernementaux pour violer la loi ; droit pour les ouvriers de recevoir des coups de matraque et de perdre leur emploi pour revendiquer l'application de la loi (droit de grève).

Cette grève nous a permis également de mieux voir les défauts de notre cuirasse. Si les travailleurs ont la masse et la combativité de leur côté, la bourgeoisie possède des moyens et l'organisation.

En s'organisant, les travailleurs trouveront eux aussi des moyens.

Mais, pour s'organiser, ils doivent être capables de faire volontairement pour eux-mêmes ne serait-ce qu'une partie de ce qu'ils font contraints pour les capitalistes.

P. BOIS.

Après la grève, le SDR poursuit son activité, prit position, non seulement sur les problèmes rencontrés

à Renault, mais aussi sur des questions politiques : par exemple, il s'affirma contre l'Appel de Stockholm<sup>1</sup> des staliniens.

Au titre de représentant du SDR, j'assistai à la session du comité central d'entreprise des 3 et 4 mai 1950.

Je préparai les élections de délégués chez Renault qui eurent lieu le 20 juin 1950 et rendis compte des résultats et de mon analyse dans le bulletin du 6 juillet 1950 : la CGT avait acquis la grosse majorité des voix ; FO et la CFTC avaient nettement reculé ; quant au SDR, il s'était écroulé puisqu'il n'avait recueilli que 492 voix. Par contre, un syndicat de collaboration de classe, le SIR, partisan de l'association capital-travail, apparut comme le deuxième syndicat de l'usine.

Le SDR continua la parution de son bulletin jusqu'au 25 octobre 1950, bulletin qui disparut avec lui à cette date.

Le 3 décembre 1950, Barta (alias A. Mathieu) envoya une lettre à tous les anciens militants de l'UC. Le début de la guerre de Corée le confirmait dans sa conviction que la Troisième Guerre mondiale allait éclater, comme il en avait fait l'analyse deux ans auparavant dans un article de *La Voix des travailleurs* intitulé *Rapport sur la situation internationale*. Il prévoyait des « *perspectives révolutionnaires incommensurables* ». C'est pourquoi il proposait de « *trouver une base de collaboration même en dehors des liens organisationnels* ».

---

1 Appel lancé le 19 mars 1950 par le Conseil mondial de la paix réuni à Stockholm, « pour l'interdiction absolue de l'arme atomique ». Les intellectuels les plus en vue du PCF, Frédéric Joliot-Curie en tête, en ont été les premiers signataires. Le recueil des signatures de cet appel a été, pendant un certain temps, une des activités majeures du PCF.



ARCHIVES PIERRE BOIS

Pierre Bois (à droite) intervient au côté d'un militant du PCF, en 1950.

Nous adressâmes, les militants de l'UC et moi-même que Barta avait contactés, une réponse commune : nous proposons, comme étape préalable à un travail politique commun, de rediscuter de la conception du comportement du militant révolutionnaire, afin de rétablir des relations de confiance sans lesquelles aucun travail militant n'est envisageable. Il n'y eut pas de suite à cette lettre.

Au début de l'année 1951, Barta publia trois numéros d'une nouvelle série de *La Voix des travailleurs*, puis ce fut de nouveau le silence.



Dans l'année 1951, mon activité et celle de mes camarades se résuma à publier quelques comptes rendus sur l'actualité de l'époque, notamment au sujet de la campagne électorale de juin 1951 ; en juillet 1951 j'écrivis sur *La lutte ouvrière depuis la Libération*. Ces comptes rendus n'étaient pas diffusés largement, mais seulement distribués aux anciens camarades du SDR ou de l'UC avec lesquels j'avais gardé le contact.

Après les vacances, en septembre 1951, je ne me réunissais plus qu'avec quelques copains de l'ex-SDR ; je fus contacté par d'anciens militants du Parti communiste en rupture avec leur parti, et qui publiaient un petit journal intitulé *Démocratie prolétarienne*. À leur demande, je fis un compte rendu dans la *Démocratie prolétarienne* des bagarres qui avaient eu lieu sur la place Nationale à propos de la diffusion du journal gaulliste du RPF, intitulé *Le Rassemblement*.

Parallèlement, je tentai avec quelques camarades de sortir un petit bulletin, *La lutte révolutionnaire*, qui ne parut qu'une fois, le 8 décembre 1951.

Au mois de février 1952, la CGT déclencha à Renault une grève. Voici le compte rendu que j'en avais établi :



## La grève du 12 février 1952 chez Renault

Comme chaque année, le PCF et ses organisations filiales (CGT, UJRF, Femmes françaises, etc., etc.) s'approprièrent à commémorer la riposte ouvrière à l'attaque fasciste de 1934. Mais le gouvernement, qui tremble de frousse à la moindre alerte, trouva cette traditionnelle et platonique manifestation encore trop dangereuse pour sa délicate santé et interdit la manifestation qui devait avoir lieu le dimanche 10 février.

Les staliniens protestèrent. Des « personnalités » s'associèrent à la protestation en signant des affiches stalinienne. La presse stalinienne prétendit que « de partout montait la protestation populaire ». En fait, seuls les staliniens mobilisés par leur parti s'inquiétaient de la commémoration du 12 février.

À la fin de la semaine précédant le 12 février, une affiche fut apposée dans l'usine qui, au nom des ouvriers des Forges, lançait un appel à la grève pour le 12 au cas où l'interdiction de la manifestation du 10 serait maintenue. Personne à l'usine ne fut dupe de ce bluff. FO apposa une affiche affirmant que l'assemblée générale qui avait pris cette décision réunissait 6 personnes sur 1 200. Le chiffre de 6 n'a pu être vérifié. Il est probablement en dessous de la vérité, mais il est bien certain que la décision de grève n'a été prise que par une infime minorité stimulée par la cellule du PCF.

Aussitôt, l'Union des syndicats CGT reprit l'affaire et lança le mot d'ordre de grève pour le 12. Puis toute la presse stalinienne fit chorus.

Le dimanche 10, la préfecture de police mobilisait des contingents importants de gardes mobiles et de CRS. Paris était en état de siège. Les staliniens ne se montrèrent pas et aucun incident n'eut lieu. Par contre, les cellules du PCF se mobilisèrent. À Boulogne, tous les murs furent couverts d'affiches et d'inscriptions au minium, à la chaux et au goudron : « Grève le 12 comme en 34 ».

Le lundi matin 11 février, des tracts du PCF et de la CGT appelaient les ouvriers à faire grève le lendemain mais ne donnaient aucune directive précise: devait-on rester chez soi, occuper l'usine, se rassembler quelque part? Aucun mot d'ordre.

Les ouvriers étaient très étonnés d'un tel déploiement de propagande pour préparer la grève. Aucun (à part quelques staliniens) n'avait envie de faire cette grève et tous étaient persuadés de son échec.

Dès la semaine précédente, les staliniens avaient essayé d'échauffer l'atmosphère par quelques réunions, mais elles n'eurent aucun écho. À part les staliniens, peu nombreux, seuls quelques ouvriers assistèrent en curieux. Les staliniens se sentaient tellement isolés qu'ils ne proposaient même pas, contrairement à leur habitude, le vote d'une résolution. La veille de la grève, une réunion fut organisée par la CGT dans le hall de l'AOC (Atelier d'outillage central). Lacaze indiqua toutes les raisons qui justifiaient cette grève et préconisa la formation de piquets de grève pour le lendemain. L'assistance était très peu enthousiaste.

Le 12 au matin, en arrivant à la place Nationale pour prendre le travail, les ouvriers se heurtèrent à une barricade faite de plusieurs camions autour desquels étaient entassées des ferrailles de toutes sortes. Personne n'avait idée de faire grève et, si quelques éléments isolés avaient pu se poser la question, leur hésitation avait été vite dissipée en voyant que bus et métro marchaient normalement. À la vue de la barricade, évidemment, certains ouvriers hésitèrent. Les staliniens prétendirent, dans un tract distribué après le 12, que c'est pour riposter à une attaque de flics qu'ils se barricadèrent pour les empêcher de rentrer. En réalité, les flics avaient ordre de ne pas rentrer dans l'usine et la barricade fut montée pour essayer d'intimider les ouvriers et les empêcher d'aller au travail. C'est dire que l'atmosphère n'était pas à la grève; de-ci, de-là, il y eut quelques accrochages entre l'infime minorité des grévistes

et la grosse majorité de non-grévistes. La grosse majorité des ouvriers étaient décidés à aller au travail mais voulaient éviter les bagarres. Dès qu'un accrochage avait lieu, de nombreux ouvriers en profitaient pour se glisser sans histoire. Par ailleurs, la direction avait fait ouvrir toutes les issues ; à l'heure du travail, peu d'ouvriers n'étaient pas à la machine.

Toute la matinée, les staliniens tinrent leur barricade de la place Nationale et même en érigèrent quelques-unes dans l'usine afin d'arrêter le trafic de camionnage à l'intérieur de l'usine.

La plupart s'attendaient à des bagarres à la place Nationale pour midi. Dans les Grands bureaux, la direction conseilla aux employés d'éviter de sortir place Nationale, puis d'éviter de sortir de l'usine pour midi. Les cantines, gérées par le comité d'entreprise à direction stalinienne, étaient fermées. Pendant que les ouvriers sortaient avenue Émile-Zola à la recherche d'un restaurant, ou plutôt d'un casse-croûte, des grévistes annonçaient la construction d'une barricade avec des planches et des matériaux divers pris au chantier d'une cantine en construction.

Les flics, massés aux environs, voulurent débayer la chaussée. C'est alors que la bagarre éclata. Des grévistes montèrent sur le toit, et parmi eux les dirigeants cégétistes et staliniens. Des briques, des boulons et autres projectiles alimentaient les combattants en munitions. Sur un toit, un groupe de grévistes faisait la chaîne pour découvrir le toit et balancer les tuiles sur les casques de la police.

En bas, des grévistes allaient chercher des matériaux sur les chantiers tandis que d'autres, dont des femmes, cassaient les briques ou les pierres trop lourdes, pour ravitailler les combattants.

Quelquefois, les flics chargeaient, les grévistes s'éclipaient mais ceux qui étaient sur les toits obligeaient la police à battre en retraite. Beaucoup d'ouvriers ayant travaillé le matin étaient venus en curieux. Certains d'entre eux

prenaient plaisir à balancer une pierre de temps en temps en direction des policiers. Les flics, qui avaient ordre de ne pas rentrer dans l'usine, reçurent par-ci par-là une bonne correction. Sur la place Nationale, tout était calme. Le foyer de la bagarre se tint angle de la rue Yves-Kermen et de l'avenue Émile-Zola où, à un moment donné, un camion fut renversé par les grévistes pour mieux s'abriter. Le camion, du reste, servit d'abri, alternativement aux grévistes et à la police.

Des ouvriers furent pris en fourchette, furent arrêtés mais relâchés le soir même (personne n'a précisé s'il y avait eu des arrestations maintenues). À un moment donné, des grévistes, auxquels s'étaient joints quelques non-grévistes, obligèrent les flics à reculer. Ceux-ci, qui étaient nettement en état d'infériorité du fait qu'ils étaient dans la rue alors que les manifestants pouvaient se dissimuler dans l'usine et sur les toits, rétablirent la situation en contre-attaquant aux lacrymogènes. Les gaz pénétrèrent dans les ateliers, où les ouvriers furent obligés de cesser le travail.

À 13 heures, la bataille durait toujours et, vers 13 h 30, un ordre de la direction indiqua que tout le monde quitterait à 15 h 30 et serait payé jusqu'au soir.

Un moment après, le combat finit faute de combattants. Les staliniens descendirent des toits, craignant probablement que la police ne rentre dans l'usine après l'évacuation des ouvriers ; la police, de son côté, disparut, et tout se termina.

L'« ordre » étant rétabli, un nouvel avis de la direction précisa que le travail continuait jusqu'à 18 heures. Néanmoins, ceux qui étaient sur le point de s'en aller partirent. Vers 17 heures, alors que tout était calme, les staliniens dépavèrent une partie de la place Nationale, érigèrent une barricade qui n'aurait servi à rien en cas de bagarre car il suffisait de faire un écart de quelques mètres pour la contourner, mais qui permit au secrétaire du syndicat CGT, Linet, député communiste d'Issy-les-Moulineaux,

de s'en servir comme tribune et de poser pour les photographes de *l'Humanité*.

La rue était couverte de projectiles. Mais le lendemain les services municipaux avaient fait disparaître les traces de la bagarre. Par contre, la direction commença la contre-attaque par des licenciements. Le jeudi soir 14 février à 18 heures, des ouvriers (une soixantaine) se virent signifier leur licenciement. Puis le vendredi 15, toujours à 18 heures, une autre tranche de licenciés fut dressée.

Le jeudi 14 février, en se rendant à leur travail, les ouvriers furent désagréablement surpris de voir des dizaines de camions de policiers massés dans Boulogne, du côté de la porte de Saint-Cloud et du bois de Boulogne.

Les staliniens ne bronchèrent pas. La CFTC, tout en indiquant qu'elle n'avait pas participé à la grève, s'élevait contre les licenciements, dont la plupart étaient arbitraires et illégaux puisque les intéressés n'étaient pas admis, au mépris de toute justice, à présenter leur défense.

Dans la semaine, les staliniens firent quelques réunions à l'intérieur de l'usine. La consigne était que les licenciés continuent à travailler et que, au cas où la direction ne voudrait pas leur donner de travail, l'ensemble des ouvriers devaient débrayer. Quelques débrayages d'une demi-heure, une heure, eurent lieu en signe de protestation. Par-ci par-là, des « délégations »<sup>1</sup> s'organisèrent pour protester aux directions du département<sup>2</sup>.

Dans l'ensemble, les ouvriers désapprouvaient les licenciements qui, dans de nombreux cas, frappaient au hasard; ils désapprouvaient également l'attitude du

---

1 Ce qu'on nomme habituellement « délégations » n'en sont pas. En effet, ce sont des ouvriers qui vont protester à plusieurs, mais ne représentent pas l'ensemble des ouvriers, puisqu'ils ne sont pas désignés par eux.

2 La direction avait fait apposer une affiche indiquant que les délégations devant les locaux de la direction indisposaient la clientèle et qu'elles seraient suivies de sanctions graves.

gouvernement, qui fit stationner d'importants contingents de police aux abords de l'usine du lundi 18 au vendredi 22 février.

Mais l'ensemble des ouvriers n'étaient pas décidés à tenter une action de large envergure contre les licenciements car ils estimaient stupide l'attitude des staliniens qui lancent des mouvements inconsidérés, uniquement pour entretenir leur propagande, sans souci des conséquences pour l'ensemble des travailleurs.

Aux dernières nouvelles, la liste des licenciés serait close, avec 271 licenciements.

#### Que penser de tout cela ?

L'attitude des staliniens déclenchant une grève politique contre la volonté des travailleurs est une provocation.

En effet, comment les travailleurs auraient-ils pu prendre au sérieux un mot d'ordre politique du PCF, alors qu'ils ont fait l'expérience tragique de la politique stalinienne pendant ces dernières années ?

Les staliniens ne proposaient aucun objectif sérieux, ni aucun moyen d'action précis, et démarraient leur action sur une opération de bluff. [...]

Les bagarres de l'avenue Émile-Zola ont donc été un succès partiel du point de vue des staliniens, qui espéraient tout au plus des incidents plus violents, mais non une victoire totale de la grève.

Le gouvernement et l'appareil d'oppression bourgeois ont, eux, mené un jeu qui révèle leur extrême faiblesse. En mobilisant des forces de police considérables, en frappant des grévistes au mépris de sa propre légalité, la bourgeoisie a étalé sa frousse et, en ce sens, plutôt redoré le blason des staliniens. Les travailleurs n'ont pas réagi pratiquement contre la provocation stalinienne et la contre-provocation policière. Mais ils ont mené une résistance passive qui a isolé les staliniens et déjoué la répression gouvernementale.

On ne peut pas dire que ce sont les vainqueurs de cette action, mais on peut dire que, pris entre les deux feux de la démagogie stalinienne et de la répression bourgeoise, ils ont su éviter le pire. Car le 12 février, sans le sang-froid, peut-être inconscient mais non dépourvu de bon sens (disons par là que les travailleurs ont beaucoup plus senti que compris l'enjeu de la lutte), aurait pu devenir un 30 novembre 1938.

Tout danger n'est d'ailleurs pas écarté. Au contraire. Les heurts iront en s'aggravant. Les travailleurs sauront-ils passer de la résistance passive à la contre-offensive révolutionnaire? C'est le rôle de l'avant-garde révolutionnaire de les y aider.

Le 24 février 1952

À la suite de cette grève de février 1952, la direction de Renault annonça 265 licenciements.

Le 3 mars 1952, je rompis avec Démocratie prolétarienne dans une lettre que je leur adressai; je critiquai l'amateurisme de leur équipe, et précisai mes convictions concernant la création d'un parti.

Quatre mois plus tard, en juin 1952, le PCF se lançait dans sa campagne de manifestations contre la venue de Ridgway en France, période où Duclos fut accusé d'espionnage parce qu'on avait trouvé des pigeons dans sa voiture. À Renault, le PCF déclencha une grève qui fut un échec: elle ne fut suivie que par les seuls militants et, parmi eux, 200 furent licenciés.

En avril-mai 1953, éclata une nouvelle grève à la Régie Renault, contre la baisse des salaires et l'augmentation des cadences. J'en publiai un compte rendu dans *La Révolution prolétarienne* du mois de juin 1953, sous le pseudonyme de J. Arnaud.

Au mois d'avril 1953, j'éditai avec quelques camarades un petit bulletin, *Le Travailleur émancipé*, dont il parut sept numéros d'avril 1953 à novembre 1953. Dans son numéro 5, *Le Travailleur émancipé* relata la grève générale des fonctionnaires d'août 1953. Ce mouvement gréviste, en réaction contre les décrets Lamiel qui prévoyaient de reculer l'âge de la retraite chez les fonctionnaires, connut une certaine ampleur; il fit tache d'huile chez les postiers, puis gagna les cheminots, le gaz et l'électricité, les mines, les transports parisiens, et finalement le secteur privé, mobilisant plus de 4 millions de grévistes pendant les mois de juillet et d'août 1953. Comme le notait l'article du *Travailleur émancipé*, c'est le recul de l'âge de la retraite qui fut à l'origine de cette vague de grèves, mais la cause profonde de ces grèves avait « *un caractère beaucoup plus politique* » : le monde du travail protestait contre le retour aux méthodes des décrets-lois. Dans ce conflit, le rôle des centrales syndicales joua surtout comme facteur de trahison, notamment lorsque FO et la CFTC donnèrent l'ordre de reprise du travail en échange de vagues promesses. *Le Travailleur émancipé* analysa plus particulièrement l'attitude des dirigeants staliniens chez Renault, qui « *non seulement [...] ne firent rien pour aider les ouvriers à se joindre à la lutte mais encore [...] retinrent de toutes leurs forces ceux qui partaient spontanément. Ils manœuvrèrent pour discréditer le mouvement en mettant les ouvriers en garde contre les agitateurs trotskystes, en décommandant pour des motifs futiles des meetings où les ouvriers espéraient avoir des consignes précises* ». Ce n'est qu'à la fin du mouvement, lorsque les grèves entraient dans leur phase descendante, que les dirigeants staliniens intervinrent plus activement. Comme l'analysait *Le Travailleur émancipé* : « *Obligée de discréditer les dirigeants*



*FO et CFTC pour endiguer le conflit, la bourgeoisie a voulu donner aux staliniens l'ombre d'une victoire qui leur permettra (peut-être) de conserver assez d'influence sur les ouvriers pour endiguer les prochains conflits.* » Mais les ouvriers pouvaient tirer à leur tour les leçons de cette grève, comme de l'ensemble des luttes défensives menées depuis la Libération. Ainsi se concluait l'article du *Travailleur émancipé*, sur la seule perspective susceptible de faire définitivement reculer la bourgeoisie, « *l'offensive pour le socialisme* ».

Dans d'autres numéros, *Le Travailleur émancipé* analysa la situation internationale marquée par la guerre froide, la mort de Staline et, entre autres événements, ceux de Berlin en juin 1953, au cours desquels la bureaucratie se heurta à un mouvement de masses. Il affirmait dans ses analyses un point de vue trotskyste, dénonçait la bureaucratie stalinienne, combattait l'impérialisme et notamment l'impérialisme français qui menait alors la guerre en Indochine.

Après novembre 1953, je continuais à me réunir avec quelques camarades. Puis certains se découragèrent et partirent tenter un autre style de vie à l'étranger. En avril 1954, un militant de Socialisme ou Barbarie, Mottet, ouvrier chez Renault, vint me trouver. Il m'informa qu'il avait eu un contact avec des militants américains qui publiaient un petit bulletin. Le principe de ce bulletin, c'était de permettre à des travailleurs d'exprimer leur point de vue sans aucune contrainte politique ou idéologique. Il m'informa qu'un autre militant, ouvrier chez Renault, Hirzel, serait d'accord pour publier un tel bulletin. Hirzel était aussi un militant assez proche de Socialisme ou Barbarie et il avait une qualité certaine, celle de rayonner autour de lui.

Après discussion, en accord avec les quelques camarades qui étaient restés avec moi et bien que très réservé sur la formule, j'acceptai de participer à ce petit journal. Il s'appela *Tribune ouvrière*. Il se limitait à la Régie Renault. Le premier numéro parut en mai 1954, c'était un mensuel et il parut jusqu'en avril 1960.

Politiquement, *Tribune ouvrière* ne se réclamait pas du trotskysme. Ceux qui étaient responsables de sa publication ne partageaient pas les mêmes analyses sur l'URSS, sur le stalinisme, sur les perspectives du mouvement ouvrier. Certains, avec moi, défendaient les positions trotskystes; d'autres étaient influencés par les anarchistes; d'autres encore se revendiquaient du bordighisme et considéraient l'URSS comme un capitalisme d'État. Mais *Tribune ouvrière* se situait clairement sur le terrain de la lutte révolutionnaire, proclamant dans divers articles qu'« il n'y a aucune possibilité de s'entendre et de collaborer entre le travail et le capital » et qu'il faudra « détruire l'ordre existant ». *Tribune ouvrière* consacra de nombreux articles à dénoncer l'impérialisme français, en particulier dans ses colonies d'Afrique du Nord, alors que venait de commencer la guerre d'Algérie. Enfin, elle se fit l'écho des luttes, notamment celles de Nantes et de Saint-Nazaire en août-septembre 1955.

Mais, au mois de juillet 1955, Hirzel et quelques copains décidèrent d'aller faire un grand voyage jusqu'en Australie. À peu près à la même époque, Mothet lui aussi partit faire une longue excursion dans le Grand Nord. Voici donc *Tribune ouvrière* qui continua à paraître sous la direction de mes camarades et moi, plus quelques autres qui avaient été amenés par Hirzel.

L'année suivante, Hirzel revint et s'indigna de la nature que nous avions donnée à *Tribune ouvrière*, qui

ressemblait beaucoup plus aux anciennes publications de *Lutte de classes* qu'à une expression prétendument libre de travailleurs plutôt réfractaires à l'organisation.

Parallèlement, des camarades ayant appartenu au groupe Lutte de classes continuaient à militer de leur côté. Pendant que chez Renault nous participions à *Tribune ouvrière*, ces camarades s'attelaient à la tâche de former des militants et publiaient des rapports et des comptes rendus sur la situation politique. Nous étions en contact avec eux. En mars 1956, ils publièrent une *Tribune ouvrière* chez Citroën et à la SNCF gare de Lyon. Le 11 novembre 1956, *Tribune ouvrière* Citroën publia un article, « Nous sommes tous des assassins », qui condamnait l'intervention russe contre les travailleurs hongrois insurgés, mais fustigeait également les impérialismes qui assassinent les peuples, notamment leur intervention en Égypte.

Depuis son retour, Hirzel était en désaccord avec moi sur le contenu et les perspectives donnés à *Tribune ouvrière*.

Le 14 novembre 1956, mes camarades et moi créâmes la *Voix ouvrière* du Département 37 (Renault), puis la *Voix ouvrière* des Bureaux (Renault), le 23 janvier 1957. Parallèlement, des *Voix ouvrière* furent créées dans plusieurs entreprises, où elles étaient animées par les autres camarades.

À partir de ce moment, c'est l'histoire de *Voix ouvrière* puis, après sa dissolution par le gouvernement à la suite des mouvements de mai-juin 1968, celle de *Lutte ouvrière* qu'il faut écrire.



L'histoire du groupe Lutte de classes, qui s'était désagrégé en 1949 mais dont l'activité avait tout de même continué au travers du Syndicat démocratique Renault et

la publication d'un bulletin syndical, fit l'objet en 1972 d'une nouvelle polémique.

En effet, lors de sa première fête, l'organisation Lutte ouvrière décida de faire une petite brochure relatant les faits d'avril-mai 1947, écrite par moi. En janvier 1972, un camarade qui avait milité à Voix ouvrière et qui avait démissionné, Roussel, publia un petit livre intitulé *Les Enfants du prophète*, voulant retracer l'histoire du trotskysme en France. Cette brochure mettait évidemment en cause la Lutte de classes fondée par Barta. Ayant pris connaissance de cette brochure, Barta s'indigna des propos tenus par Roussel et en même temps contesta ma version sur la grève de 1947. Ceci amena une polémique.

Tout d'abord, Barta adressa, en août 1972, au directeur de Spartacus qui avait édité *Les Enfants du prophète*, une *Mise au point concernant l'histoire du mouvement trotskyste en France*. Ensuite, Lutte ouvrière publia en octobre 1972 un texte où elle précisait n'avoir aucune responsabilité dans ce qu'écrivait Roussel et en profita pour faire une critique de la *Mise au point* de Barta. Puis Irène, l'ex-compagne de Barta, envoya à Lutte ouvrière en décembre 1972 une lettre où elle s'indignait contre les termes de la brochure sur 1947. Puis vint une autre lettre d'une militante, Lucienne, très proche d'Irène, qui se disait écœurée des méthodes de Lutte ouvrière et en profita pour démissionner. Un autre camarade, en l'occurrence gendre de Lucienne, réclama alors une discussion sur ces polémiques. Une lettre de Hardy en avril 1973 donna son point de vue sur les propos d'Irène. Le 30 avril 1973, Lutte ouvrière publia un bulletin d'information sur ces problèmes.

### En guise de conclusion

Un an après la déclaration de la guerre 1939-1945, Barta tenta de relever le drapeau de l'internationalisme prolétarien. Pendant toute la durée de la guerre, par ses écrits et aussi par la formation qu'il essaya de donner aux quelques militants qui l'entouraient, il défendit une politique révolutionnaire en créant l'Union communiste (trotskyste) et son journal *La Lutte de classes*. La guerre terminée, il fallut défendre la même politique dans une atmosphère de chauvinisme outrancier et contre toutes les autres formations politiques, y compris celles se réclamant du trotskysme.

La lutte fut difficile. Et le 19 décembre 1946 plus du quart des militants de l'Union communiste démissionnèrent. Bien sûr, comme toujours, il y eut la divergence sur la nature de l'URSS, mais en fait il s'agissait de camarades plutôt découragés, qui avaient du mal à supporter la discipline qu'impose l'organisation et essayaient de trouver des divergences politiques, notamment en matière d'organisation. Dans leur lettre ouverte, ils essayèrent de démontrer que l'orientation de l'UC ne pouvait mener à rien.

Cinq mois plus tard, la grève Renault vint donner un cinglant démenti à leur scepticisme.

Après la grève Renault, c'est Barta lui-même qui douta.

Bien sûr, nous n'étions pas à la veille de la révolution. Et le combat continua, même sans Barta.

Depuis, bien d'autres sont venus à la révolution, ont donné une partie d'eux-mêmes, puis sont partis. Certains pour vivre une vie qu'ils ont crue plus libre. D'autres en affirmant leur manque de confiance dans une issue révolutionnaire à la crise du capitalisme.

Mais la vie est faite d'avancées puis de reculs. Et ce qui compte, c'est qu'il reste toujours un maillon de la chaîne à quoi se rattraper.

Pour cela, il y a non seulement des individus qui étudient l'histoire et l'interprètent, bien souvent à leur façon, mais il faut surtout des révolutionnaires qui, quelles que soient les difficultés, s'efforcent de construire l'avenir au lieu de pérorer sur le passé.

Mai 1998



---

# Annexe

Documents sur la grève d'avril mai 1947



27-12-46

# Le salaire minimum vital

**L**UNDI prochain, la Commission administrative de la C.G.T., élargie aux secrétaires de Fédérations, fixera d'une façon précise la position des syndicats sur le salaire minimum vital.

Cette assemblée se prononcera sur les chiffres établis par la Commission économique confédérale.

Le travail remarquable de cette commission a abouti à un premier chiffre de 103.800 francs par an.

A la demande du Bureau confédéral, et pour tenir compte de la situation générale du pays, elle s'est livrée à de nouveaux calculs en vue d'établir un budget ouvrier fixant les limites en deça desquelles il était impossible d'aller sans mettre en péril la santé et la capacité de production des travailleurs.

Cette étude a donné comme résultat le chiffre de 84.000 francs. Il est donc fort probable que la réunion de lundi prochain adoptera un minimum de salaire qui ne sera pas inférieur à ce dernier chiffre. La C.G.T. alors s'emploiera à le faire admettre comme salaire le plus bas, l'augmentation se répartissant en pourcentage égal sur toute l'échelle des salaires.

Il est vraisemblable que les Fédérations intéressées demanderont que cet ajustement ait effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier, date à laquelle s'annule le minimum vital pour les fonctionnaires.

**T**OUT en reconnaissant que les chiffres avancés par nous sont modestes, certains calculent déjà que l'augmentation qui en découlera sera assez élevée.

Nous n'y pouvons rien. Nous pouvons même dire que depuis juin dernier nous avons fait des efforts désespérés pour ne pas nous trouver dans cette pénible obligation. La plus grande partie de l'activité de nos militants et de nos organisations fut dépensée pour empêcher la hausse des prix.

Nous avons d'ailleurs le sentiment que cet effort ne fut pas inutile. Sans notre opposition tenace, on peut se demander avec inquiétude à quels sommets auraient

grande partie de ces hausses eût été évitée. Nous n'avons pas manqué de prévenir certains de ceux qui se laissaient entraîner par le vertige de l'augmentation, qu'ils travaillaient contre leur propre intérêt.

Ils comprendront très bien qu'il n'est pas possible que ceux qui prennent à l'usine, au chantier, à la mine, dans les bureaux et les magasins supportent, seuls ou presque, tout le fardeau de nos difficultés.

On ne leur a laissé d'autre issue que celle de chiffrer le minimum de ce qu'il leur faut pour vivre.

C'est maintenant leur seule garantie contre toute nouvelle spéculation.

Car il va de soi que le salaire minimum vital est

la fonction des prix pratiqués. Les chiffres fixés par la Commission économique de la C.G.T. valent pour les prix du mois de novembre. Toute hausse nouvelle entraînerait leur révision.

Nous espérons bien que notre modestie revendication sera admise sans difficulté. D'autant plus qu'on ne peut ignorer l'importance des travailleurs devant certaines décisions, pour le moins inopportunes.

Il ne leur a pas échappé que l'Assemblée nationale vient d'augmenter de 25 0/0 l'indemnité parlementaire.

Je regrette, pour ma part, que, seul, le groupe parlementaire communiste, par le vote de Petit, se soit élevé contre cette décision. Non pas que je veuille m'identifier aux démagogues qui font de cela un cheval de bataille contre le régime parlementaire.

Mais j'estime qu'il eût été plus décent de régler auparavant les problèmes intéressant les masses laborieuses.

Les chefs se doivent de donner l'exemple s'ils veulent diriger avec autorité. En l'occurrence ils ont manqué une occasion de montrer qu'ils savaient régler des questions angossantes pour la masse des citoyens avant les leurs.

Souhaitons qu'ils fassent diligence pour corriger, autant que faire se peut, cette faute.

PAR  
**Benoît FRACHON**  
secrétaire général de la C.G.T.

En décembre 1946, la CGT met en avant le salaire minimum vital (*l'Humanité* du 27 décembre 1946).

## Le salaire minimum vital

Lundi prochain, la commission administrative de la CGT, élargie aux secrétaires de fédérations, fixera d'une façon précise la position des syndicats sur le salaire minimum vital.

Cette assemblée se prononcera sur les chiffres établis par la commission économique confédérale.

Le travail scrupuleux de cette commission a abouti à un premier chiffre de 103 800 francs par an.

À la demande du bureau confédéral, et pour tenir compte de la situation générale du pays, elle s'est livrée à de nouveaux calculs en vue d'établir un budget ouvrier fixant les limites en deçà desquelles il était impossible d'aller sans mettre en péril la santé et la capacité de production des travailleurs.

Cette étude a donné comme résultat le chiffre de 84 000 francs.

Il est donc fort probable que la réunion de lundi prochain acceptera un minimum de salaire qui ne sera pas inférieur à ce dernier chiffre.

La CGT alors s'emploiera à le faire admettre comme salaire le plus bas, l'augmentation se répercutant en pourcentage égal sur toute l'échelle des salaires.

Il est vraisemblable que les fédérations intéressées demanderont que cet ajustement ait effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier, date à laquelle s'appliquera le minimum vital pour les fonctionnaires.

Tout en reconnaissant que les chiffres avancés par nous sont modestes, certains calculent déjà que l'augmentation qui en découlera sera assez élevée.

Nous n'y pouvons rien. Nous pouvons même dire que depuis juin dernier nous avons fait des efforts désespérés pour ne pas nous trouver dans cette pénible obligation. La plus grande partie de l'activité de nos militants et de nos organisations fut dépensée pour empêcher la hausse des prix.

Nous avons d'ailleurs le sentiment que cet effort ne fut pas inutile. Sans notre opposition tenace, on peut se demander avec inquiétude quels sommets auraient atteint certains prix.

Malgré nous, les prix ont monté cependant, dans des proportions que rien ne justifie. Or, nous avons pris le soin de dire clairement que la classe ouvrière, appelée à l'effort de

production pour la renaissance économique, n'accepterait pas que sa situation empire en même temps que s'accroîtrait la production.

Durant la conférence économique qui discuta de la précédente augmentation des salaires, nous avons démontré que les 25 % réclamés ne compensaient qu'en partie la perte subie depuis un an par la hausse du coût de la vie, les salaires étant à peu près bloqués. Dans le même temps la production avait doublé.

Dans ces conditions, il était bien difficile de démontrer que l'augmentation des salaires devait seulement se traduire par une augmentation générale des prix.

Les représentants des patrons eux-mêmes ne le tentèrent pas. Ils se contentèrent de formuler quelques exigences sans rapport avec les hausses si généreusement octroyées par de Menthon.

Mais naturellement, à part quelques cas isolés, les patrons ne refusèrent pas ce qui leur était offert.

Nous avons assisté à une ruée sauvage, égoïste et j'ajouterais stupide, vers les prix astronomiques.

En plus de cela, de nombreux camarades nous signalent que le stockage des marchandises prend des proportions scandaleuses.

« Nous ne savons plus où mettre les pièces de drap, les dépôts regorgent », nous écrivent des syndicalistes d'une usine du Nord.

En juin dernier, nous avons longuement débattu avec nos amis de la CGA des prix agricoles. La viande devait être à 40 francs sur pied en octobre, c'est-à-dire à 170 francs le kilo au détail. Nous en sommes loin...

Le vin devait être à 120 francs le degré et il était prévu qu'on en distribuerait 6 litres par mois. Il est à 140 francs et l'on peut craindre qu'une grande partie échappe au contrôle. Nous le retrouverons sans doute à 80, 100 ou 120 francs le litre.

Les pommes de terre devaient être livrées à 7 ou 8 francs au détail. Il arrive aux Parisiens de les payer le double.

Le reste est à l'avenant. En plus de cela, une série d'augmentations dont je ne veux pas discuter ici l'opportunité vont s'abattre sur la population au 1<sup>er</sup> janvier.

Nous demeurons convaincus que, si l'on nous avait écoutés, une grande partie de ces hausses eût été évitée. Nous

n'avons pas manqué de prévenir certains de ceux qui se laissaient entraîner par le vertige de l'augmentation, qu'ils travaillaient contre leur propre intérêt.

Ils comprendront très bien qu'il n'est pas possible que ceux qui peinent à l'usine, au chantier, à la mine, dans les bureaux et les magasins supportent, seuls ou presque, tout le fardeau de nos difficultés.

On ne leur a laissé d'autre issue que celle de chiffrer le minimum de ce qu'il leur faut pour vivre.

C'est maintenant leur seule garantie contre toute nouvelle fièvre spéculative.

Car il va de soi que le salaire minimum vital est fonction des prix pratiqués. Les chiffres fixés par la commission économique de la CGT valent pour les prix du mois de novembre. Toute hausse nouvelle entraînerait leur révision.

Nous espérons bien que notre modeste revendication sera admise sans difficulté. D'autant plus qu'on ne peut ignorer l'amertume des travailleurs devant certaines décisions pour le moins inopportunes.

Il ne leur a pas échappé que l'Assemblée nationale vient d'augmenter de 25 % l'indemnité parlementaire.

Je regrette pour ma part que, seul, le groupe parlementaire communiste par la voix de Petit se soit élevé contre cette décision. Non pas que je veuille m'identifier aux démagogues qui font de cela un cheval de bataille contre le régime parlementaire.

Mais j'estime qu'il eût été plus décent de régler auparavant les problèmes intéressant les classes laborieuses.

Les chefs se doivent de donner l'exemple s'ils veulent diriger avec autorité. En l'occurrence, ils ont manqué une occasion de montrer qu'ils savaient régler des questions angoissantes pour la masse des citoyens avant les leurs.

Souhaitons qu'ils fassent diligence pour corriger, autant que faire se peut, cette faute.

*Benoît FRACHON*  
*Secrétaire général de la CGT*  
*27 décembre 1946*

Deux mois plus tard, devant l'intransigeance du patronat, elle abandonne la revendication du salaire minimum vital et lui substitue celle d'une prime à la production.

## Communiqués du bureau confédéral

### Salaires et prix

Le bureau confédéral, réuni le vendredi 28 février 1947, a pris connaissance de la décision du gouvernement concernant les salaires.

Il déclare qu'il ne saurait se satisfaire de cette décision qui se borne à accorder une indemnité temporaire aux salariés gagnant moins de 7000 francs par mois (salaire brut), alors qu'il avait été précisé, au cours de l'entrevue avec le président du Conseil, qu'il devait s'agir d'une augmentation nette, et d'une augmentation générale de 10% sur les allocations familiales.

Cette décision écarte la notion du salaire minimum vital à 7000 francs, en lui substituant une indemnité temporaire.

D'après les déclarations du ministre de l'Éducation nationale, l'indemnité accordée correspond à une augmentation globale de 1% sur l'ensemble des salaires.

Tout en enregistrant l'amélioration temporaire que cette décision comportera pour un certain nombre de travailleurs, le bureau confédéral constate que ces derniers, auxquels sont sans cesse lancés les appels à l'effort de production, se voient imposer une nouvelle fois les plus lourds sacrifices sans contrepartie.

Le bureau confédéral constate que les réunions de la Commission mixte des salaires et des prix, ainsi que l'entrevue qu'il eut avec le président du Conseil, n'ont donné, malgré les espérances qu'elles avaient fait naître, aucun résultat positif.

Dans ces conditions, le bureau confédéral, rappelant une fois de plus que le relèvement du pays dépend de l'accroissement de la production, considère comme entièrement justifiées les revendications formulées par les syndicats en vue

d'obtenir des primes à la production ou au rendement correspondant au travail fourni.

Il déclare que l'on ne saurait honnêtement demander aux ouvriers qu'ils augmentent la production et le rendement sans qu'il en résulte une augmentation correspondante de leur condition de vie.

## Représentation des cadres

Le bureau confédéral proteste contre l'introduction dans la représentation au Conseil économique d'un délégué de la CGC, dont il est de notoriété publique qu'elle n'est pas indépendante du patronat.

Le bureau confédéral refuse tout contact avec la CGC en vue du partage de la représentation des cadres.

## COMMUNIQUÉS DU BUREAU CONFÉDÉRAL

<p style="text-align: center;"><b>SALAIRES ET PRIX</b></p> <p><b>L</b> E Bureau confédéral, réuni le vendredi 23 février 1947 a pris connaissance de la décision du gouvernement concernant les salaires.</p> <p>Il déclare qu'il ne saurait se satisfaire de cette décision qui se borne à accorder une indemnité temporaire aux salariés gagnant moins de 7.000 francs par mois (salaire brut), alors qu'il avait été précisé, au cours de l'entrevue avec le président du conseil, qu'il devait s'agir d'une augmentation nette, et une augmentation générale de 10 % sur les allocations familiales.</p> <p>Cette décision écarte la notion du salaire minimum vital à 7.000 francs, en lui substituant une indemnité temporaire.</p> <p>D'après les déclarations du ministre de l'Economie nationale, l'indemnité accordée correspond à une augmentation globale de 1 % sur l'ensemble des salaires.</p> <p>Tout en enregistrant l'amélioration temporaire que cette décision comportera pour un certain nombre de travailleurs, le Bureau confédéral constate que ces derniers, auxquels sont sans cesse</p>	<p style="text-align: center;"><b>REPRÉSENTATION DES CADRES</b></p> <p>Le Bureau confédéral proteste contre l'introduction dans la représentation au Conseil économique d'un délégué de la C.G.C., dont il est de notoriété publique qu'elle n'est pas indépendante du patronat.</p> <p>Le Bureau confédéral refuse tout contact avec la C.G.C. en vue du partage de la représentation des cadres.</p> <p style="text-align: right;"><i>(Suite en deuxième page.)</i></p>
--	---

**LE COMITE CONFEDERAL NATIONAL**  
se réunira le

**12 MARS 1947**

avec à l'ordre du jour :

- 1° Examen des décisions gouvernementales sur les salaires et décisions à prendre ;
- 2° Mesures pour la baisse des prix et la lutte contre le parasitisme.

La réunion se tiendra 33, rue de la Grange-aux-Belles, à la salle habituelle de l'Union des Syndicats ; elle commencera à 9 heures.

Mais les militants de *La Voix des travailleurs de chez Renault* reprennent à leur compte la revendication abandonnée par la CGT et font signer une pétition sur les 10 F de l'heure. Voici un extrait de *La Voix des travailleurs de chez Renault* du 16 avril 1947.

## Secteur Collas

À la suite de la pétition réclamant les 10 francs, le délégué Facompré a accepté de poser la revendication à la direction. Le chef de département s'est retranché derrière la direction. La direction a répondu qu'étant donné les nombreuses revendications qu'elle avait reçues, une augmentation était à l'étude. (il s'agissait d'une prime de 3 à 4 francs).

Des camarades sont retournés voir le délégué pour monter de nouveau à la direction. Avant d'avoir pu joindre le chef du département, le délégué a répété ce qu'il avait dit lors du débrayage: «10 francs de l'heure, vous ne les aurez pas» et il a ajouté: «D'ailleurs vous êtes des trublions et des diviseurs.»

Ainsi la direction «étudie» pendant que Lefaucheux est «réticent» et les délégués «n'y croient pas».

Dans ces conditions, il apparaît clairement que nous ne devons compter que sur nous-mêmes.

Seule l'ACTION DIRECTE peut nous donner satisfaction, et cette action c'est à nous de la décider et de l'organiser dans des réunions générales de tous les ouvriers syndiqués et non syndiqués.

SECTEUR COLLAS.  
 A la suite de la pétition réclamant les 10 frs, le délégué Facompré a accepté de poser la revendication à la direction. Le chef de département s'est retranché derrière la direction. La direction a répondu qu'étant donné les nombreuses revendications qu'elle avait reçues, une augmentation était à l'étude. (il s'agissait d'une prime de 3 à 4 frs.)  
 Des camarades sont retournés voir le délégué pour monter de nouveau à la direction. Avant d'avoir pu joindre le chef du département le délégué a répété ce qu'il avait dit lors du débrayage: "10 frs de l'heure vous ne les aurez pas" et il a ajouté "D'ailleurs vous êtes des trublions et des diviseurs".  
 Ainsi la direction "étudie" pendant que Lefaucheux est "réticent" et les délégués "n'y croient pas".  
 Dans ces conditions il apparaît clairement que nous ne devons compter que sur nous-mêmes.  
 Seule l'ACTION DIRECTE peut nous donner satisfaction et cette action c'est à nous de la décider et de l'organiser dans des réunions générales de tous les ouvriers syndiqués et non syndiqués  
 -:-:-:-  
 FAITES CIRCULER CE BULLETIN.

L'ordre de grève est donné pour le secteur Collas  
le 25 avril 1947...

#### ORDRE DE GREVE.

En application des décisions prises par la majorité des ouvriers à l'issue de la réunion du 23/4/47, le Comité de Grève lance l'ordre de grève pour aujourd'hui 25/4/47 à 6 h.30 du matin. Les camarades sont priés d'aller pointer comme d'ordinaire et de se rassembler dans l'allée centrale à 8 h. précises où aura lieu une réunion.

Le 25/4/47 Le Comité de Grève.

... pour la revendication suivante:

#### RENDICATION.

Les ouvriers des départements 6 et 18 revendiquent une augmentation générale de 10 frs de l'heure sur le taux de base pour tout le monde.

La Direction ayant fait connaître sa décision de refuser toute augmentation de salaire, les ouvriers sont obligés de recourir à la grève pour obtenir leurs légitimes revendications et revendiquent par conséquent le paiement intégral des heures de grève.

Le 25/4/47



Le comité de grève s'adresse à l'ensemble des travailleurs de l'usine le 27 avril 1945.



**Camarades de la RNUR**  
**LES OUVRIERS**  
**DES DÉPARTEMENTS 6 et 18**  
**(SECTEUR COLLAS)**  
**s'adressent à vous**

*Vendredi 25 avril, à 6h30, les ouvriers du secteur Collas (Département 6 et 18), se sont mis en grève.*

Dès 6h30, les moteurs furent stoppés. À 8 heures, les ouvriers se rassemblèrent dans l'atelier et votèrent à une très grosse majorité la cessation du travail. Pendant qu'une délégation se rendait à la direction, de nombreux ouvriers de notre secteur se répandirent dans l'usine pour faire connaître notre mouvement et inviter les camarades des autres ateliers à se joindre à nous. C'est alors que fut mis en branle tout l'appareil syndical pour faire reprendre le travail aux ouvriers qui avaient déjà arrêté leurs moteurs.

À midi, à la place Nationale. M. Plaisance, qui nous avait assuré qu'il se rangeait aux décisions de la majorité, haranguait les ouvriers des autres secteurs... prétendant qu'une bande de «gaullistes-trotskyistes-anarchistes» voulaient «faire sauter

l'usine». Sommé de s'expliquer sur cette question par les ouvriers de notre secteur. M. Plaisance essaya de se justifier en prétendant que, pour lui, «faire sauter l'usine» signifiait déclencher la grève dans toute l'usine. On ne peut pas être de plus mauvaise foi.

Plusieurs manœuvres de la direction, appuyées par les représentants syndicaux, tendant à obtenir des concessions de la part des grévistes, tel que le passage de matériel dans les ateliers en grève, échouèrent devant la ferme volonté des ouvriers de faire aboutir leurs justes revendications.

### QUE VOULONS-NOUS ?

Depuis des mois et des mois, on nous dit de produire, de faire des sacrifices en échange de promesses. Nos efforts, qui devaient nous permettre d'augmenter notre pouvoir d'achat, n'ont servi qu'à forger nos chaînes. Malgré les heures supplémentaires et la cadence toujours plus vive, nos salaires sont dérisoires et réduits à un tel point que nous ne pouvons même pas nous procurer le minimum qui nous est nécessaire pour manger. Nos salaires sont tellement bas que le gouvernement est obligé de pratiquer une politique de taxation et de subventions sur les denrées qui nous sont absolument indispensables, telles que le pain, le vin, pour que nous puissions nous les procurer. *Ce qui entraîne la spéculation et le marché noir.* La CGT a honteusement capitulé sur le minimum vital en le remplaçant par des primes à la production. Et aujourd'hui, on veut nous réduire notre misérable morceau de pain.

Ce que nous voulons ? Un salaire minimum vital, c'est-à-dire, pour nous limiter *au chiffre de la CGT* de 7 000 francs par mois, 10 francs d'augmentation sur le taux de base.

La direction nous répond qu'elle n'est pas autorisée par le gouvernement pour augmenter les salaires. Mais la direction a bien trouvé le moyen d'obtenir l'autorisation du gouvernement quand il lui a fallu payer la note de 30 % d'augmentation sur les produits sidérurgiques (voir bulletin Lefaucheux). Mais s'il y a de l'argent pour payer une augmentation de 30 % aux potentats-milliardaires de la sidérurgie, il faut obliger le patronat à payer aussi notre force de travail, qui a subi une dévalorisation bien supérieure à 30 %. On nous présente souvent la puissance des trusts comme un épouvantail qui doit toujours

nous écraser. Mais la classe ouvrière, unie dans la défense de ses revendications, n'est-elle pas plus puissante qu'un trust? Nous avons le monopole de la force de travail, sans laquelle ces messieurs ne peuvent plus récolter des bénéfices. Malgré toutes les calomnies et toutes les manœuvres avec lesquelles on essaie de nous diviser, nous sommes décidés à mener notre lutte *jusqu'au bout*.

Pouvons-nous continuer à vivre en faisant toujours plus de sacrifices pour voir tous les jours notre situation s'aggraver?

La revendication que nous formulons est une revendication générale qui intéresse tous les ouvriers. Les organisations dites ouvrières, non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte. C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendications:

1° *10 francs de l'heure sur le taux de base;*

2° *Paiement intégral des heures de grève.*

*Seule l'action peut nous donner satisfaction.*

Personne ne peut se résigner à la situation actuelle. La preuve en est qu'avant nous, plusieurs autres secteurs se sont également mis en grève (Artillerie, Modelage-fonderie, Entretien, etc.). Seulement, tous ces mouvements ont eu lieu sans que nous sachions rien les uns des autres et, isolés, ils ont été battus. Par conséquent, puisque la lutte est inévitable et nécessaire, il faut que nous nous mettions tous ensemble en mouvement, car seule l'union de toute l'usine est le gage de la victoire pour tous.

Nous avons déclenché le mouvement. Nous appelons tous les ouvriers à se joindre à nous, à nommer des représentants qui viendront se joindre à notre comité de grève qui siège en permanence au Département 6 (secteur Collas).

Faisons pour nous-mêmes ne fût-ce qu'une partie des sacrifices que nous obligent à faire tous les jours les patrons pour leur profit et nous vaincrons.

*Le comité de grève  
élu par les grévistes en assemblée générale.*

**TOUS AU MEETING PUBLIC  
À LA PLACE NATIONALE,  
LUNDI 28 AVRIL, À 12 h 30.**

La CGT réagit aussitôt et s'efforce de noyer le mouvement en appelant à une heure de débrayage. 29 avril 1947.

CGT – SYNDICAT DES MÉTAUX FSM  
82, rue Yves-Kermen

## Travailleurs de la Régie Renault

Depuis plusieurs semaines la section syndicale a déposé à la direction le cahier de revendications suivant :

- 1° – Paiement des bons coulés au salaire de base.
- 2° – Paiement des heures perdues au taux moyen de la quinzaine précédente.
- 3° – Révision des temps qui n'atteignent pas 120 %.
- 4° – Une commission paritaire de révision des chronométrages.
- 5° – Augmentation de la prime de production de 3 francs de l'heure pour tous.

Après plusieurs entrevues, une nouvelle délégation devait être reçue vendredi 25 avril afin d'obtenir une réponse définitive, or ce jour-là la direction s'absenta et comme par hasard des irresponsables, des éléments provocateurs tentèrent de diviser les ouvriers pour faire échouer la conclusion favorable des revendications.

Notre section syndicale, répondant au désir unanime des travailleurs de la Régie Renault, avec calme et fermeté continue le combat, afin que triomphent les revendications justifiées qu'elle a posées.

Deux délégations ont été reçues à la direction lundi 28, une première fois, à 10 heures, une seconde à 22 heures.

Nous avons amené la direction à prendre des engagements formels sur les quatre premières revendications.

Sur la question essentielle des salaires la direction répondit par les deux contre-propositions suivantes :

Ou bien : 1,40 F de prime à la production

Ou bien : 24 F par jour à titre de prime de cantine. Nous avons cru devoir ne pas accepter.

Nous maintenons les propositions d'une demande de 3 francs de l'heure pour tous de majoration sur la prime de production.

La section syndicale accompagnée de délégués de tous les départements a demandé à être reçue par la direction, aujourd'hui à 11 heures, et l'en a informée par lettre.

Nous appelons tous les travailleurs de la Régie à appuyer leur délégation dans le calme, avec la force tranquille de leur union, en arrêtant le travail à 11 heures et en restant sur le lieu du travail.

Le compte rendu de cette délégation sera fait aussitôt après dans chaque département.

Tous unis derrière la CGT pour le triomphe de nos revendications.

*Section syndicale Régie Renault - 29 avril 1947*

C. G. T. SYNDICAT DES MÉTAUX F. S. M.  
82, RUE YVES-KERMEN

### Travailleurs de la Régie Renault

Depuis plusieurs semaines la Section Syndicale a déposé à la Direction le cahier de revendications suivant :

- 1° — Paiement des bons coulés au salaire de base.
- 2° — Paiement des heures perdues au taux moyen de la quinzaine précédente.
- 3° — Révision des temps qui n'atteignent pas 120 %.
- 4° — Commission paritaire de révision des chronométrages.
- 5° — Augmentation de la prime de production de 3 francs de l'heure pour tous.

Après plusieurs entrevues, une nouvelle délégation devait être reçue Vendredi 25 Avril afin d'obtenir une réponse définitive, or ce jour là, la Direction s'absente et comme par hasard des irresponsables, des éléments provocateurs tentèrent de diviser les ouvriers pour faire échouer la conclusion favorable des revendications.

Notre Section Syndicale répondant au désir unanime des Travailleurs de la Régie Renault avec calme et fermeté continue le combat, afin que triomphent les revendications justifiées qu'elle a posées.

Deux délégations ont été reçues à la direction Lundi 28, une première fois, à 10 heures, une seconde à 22 heures.

Nous avons amené la direction à prendre des engagements formels sur les quatre premières revendications.

Sur la question essentielle des salaires la direction répondit par les deux contre-propositions suivantes :

Ou bien : **1 fr. 40 de prime à la production**  
Ou bien : **24 frs. par jour à titre de prime de cantine**

Nous avons cru devoir ne pas accepter.

Nous maintenons les propositions d'une demande de 3 francs de l'heure pour tous de majoration sur la prime de production.

La Section Syndicale accompagnée de délégués de tous les départements a demandé à être reçue par la direction, aujourd'hui à 11 h., et l'en a informé par lettre.

Nous appelons tous les travailleurs de la Régie à appuyer leur délégation dans le calme, avec la force tranquille de leur union, en arrêtant le travail à 11 heures et en restant sur le lieu du travail.

Le compte-rendu de cette délégation sera fait aussitôt après dans chaque département.

*Tous unis derrière la C.G.T. pour le triomphe de nos revendications.*

Section Syndicale Régie Renault.

NO 1, HALL BELMONT, TEL. MONTM 1331

La réponse du comité de grève.

## **Camarades grévistes, le comité de grève vous appelle**

Ce matin, la section syndicale a diffusé un tract donnant l'ordre d'arrêt du travail pour 11 heures, pour appuyer une délégation qui va demander une augmentation dérisoire de 3 francs de la prime de production.

Nous ne voulons pas d'aumône. Nous voulons vivre de notre travail.

C'est 10 francs d'augmentation qu'il nous faut et les heures de grève payées. Camarades grévistes, nous ne devons pas être dupes des manœuvres de division que tente la section syndicale.

La section syndicale craignant d'être débordée par le mouvement gréviste essaie de se raccrocher aux branches et tente une manœuvre de diversion, qui consiste à vouloir prendre la tête d'un mouvement contre lequel elle s'est prononcée et qu'elle a tout fait pour saboter en calomniant et en salissant les grévistes.

Camarades grévistes, la grève pour les 10 francs est sur la voie de la victoire.

Rassemblez-vous autour du comité de grève qui vous appelle à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de tous les grévistes qui se tiendra aujourd'hui mardi à 15 heures, dans l'allée centrale entre les Fonderies et l'avenue Émile-Zola.

Tous unis dans l'action, nous imposerons les 10 francs pour tous.

*29 avril 1947 - Le comité de grève*

### **Camarades de la RNUR**

Notre mouvement de grève pour la revendication des 10 francs s'est considérablement accru hier. Les grévistes du secteur Collas qui ont manifesté dans les divers ateliers ont entraîné de nombreux secteurs dans la grève. De nombreux départements ont déjà désigné leurs représentants aux comités de grève. Par ailleurs la CGT manœuvre pour obtenir une aumône de la direction et étouffer ainsi le mouvement. Dans

certaines secteurs, notamment à l'AOC, les délégués officiels se sont fait élire au comité de grève et préparent des cahiers de revendications séparés. Il faut déjouer ces manœuvres.

Une seule revendication doit être présentée: 10 francs de l'heure sur le taux de base et paiement intégral des heures de grève. Au meeting de la place Nationale, les orateurs de la CGT qui étaient présents n'ont pas osé expliquer leur point de vue. Mais, le soir, ils ont organisé un meeting pour calomnier les grévistes. Ils ont interdit le micro aux membres du comité de grève et ont dû fuir sous les huées de la foule, écœurée de ce manque de démocratie.

Camarades, il faut renforcer notre vigilance et notre unité. Notre action disciplinée et coordonnée fera triompher nos légitimes revendications.

VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE POUR LES 10 FRANCS.

*Le comité de grève*

*29 avril 1947*

GALANADES GRÉVISTES  
LE COMITÉ DE GRÈVE VOUS APPELLE

Ce matin la section syndicale a diffusé un tract donnant l'ordre d'arrêt du travail pour 11 heures, pour appuyer une délégation qui va demander une augmentation dérisoire de 3 francs de la prime de production.

Nous ne voulons pas d'aumône.  
Nous voulons vivre de notre travail.  
C'est 10 francs d'augmentation qu'il nous faut et les heures de grève payées.

Camarades grévistes, nous ne devons pas être dupes des manœuvres de la direction que tente la section syndicale.

La section syndicale craignait d'être débordée par le mouvement gréviste assis de sa macroche aux branches et tente une manœuvre de diversion, qui consiste à vouloir prendre la tête d'un mouvement contre lequel elle s'est prononcée et qu'elle à tout fait pour s'écarter en calomniant et en calomnant les grévistes.

Camarades grévistes  
La grève pour les 10 francs est sur la voie de la victoire.  
Rassemblez autour du Comité de grève qui vous appelle à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de tous les grévistes qui se tiendra aujourd'hui MARDI à 16 heures, dans l'allée centrale entre les Fondries et l'avenue Emile Zola.

Tous unis dans l'action, nous imposerons les 10 francs pour tous.

LE COMITÉ DE GRÈVE.

-- CAMARADES DE LA R.N.V.R.,

Notre mouvement de grève pour la revendication des 10 frs s'est considérablement accru hier. Les grévistes du secteur Collas qui ont manifesté dans les divers ateliers ont entraîné de nombreux secteurs dans la grève. De nombreux départements ont déjà désigné leurs représentants aux comités de grève. Par ailleurs la C.G.T. manœuvre pour obtenir une annulation de la direction et étouffer ainsi le mouvement, dans certains secteurs notamment à l'A.D.C. Les délégués officiels se sont fait élire au lieu de se grève et prépare des cahiers de revendications séparés. Il faut déjouer ces manœuvres. Une seule revendication doit être présentée: 10 frs de l'heure sur le taux de base et paiement intégral des heures de grève. Au meeting de la place Nationale les orateurs de la C.G.T. qui étaient présents n'ont pas osés expliquer leur point de vue. Mais le soir ils ont organisé un meeting pour calomnier les grévistes. Ils ont interdit le micro aux membres du Comité de Grève et ont dû fuir sous les huées de la foule écœurée de ce manque de démocratie.

Camarades, il faut renforcer notre vigilance et notre unité. Notre action disciplinée et coordonnée fera triompher nos légitimes revendications.

VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE POUR LES 10 FRANCS.  
LE Comité de Grève

Après le débrayage, les travailleurs n'ont pas repris. Renault est en grève. Le mouvement vu par *Combat*<sup>1</sup> du 29 avril 1947 :

## **DIX MILLE GRÉVISTES CHEZ RENAULT**

**Malgré les délégués de la CGT,  
deux cents ateliers avaient cessé  
le travail hier soir.**

Reportage de Louis Barral

La grève des usines Renault se développe. Hier matin, environ 1 500 ouvriers avaient débrayé. Ils étaient 10 000 hier soir à avoir cessé le travail. Comme le disait *Combat* samedi, le mouvement de grève a débuté malgré les consignes données par les délégués syndicaux. Quelques ouvriers indépendants ont formé un premier « noyau » et, se faisant les interprètes de leurs camarades, sont allés réclamer à la direction les augmentations de salaire qui leur avaient été promises.

Devant l'échec de leur tentative, ils ont convoqué une assemblée générale des ateliers 6 et 18 qui leur a fait confiance, et qui a voté le passage à l'action. Vendredi dernier, à 6 heures du matin, les ouvriers de ces deux ateliers ont débrayé.

On assiste donc à un mouvement absolument spontané : les ouvriers estiment qu'ils ne gagnent pas suffisamment pour vivre et ils se mettent en grève.

---

1 *Combat* : jusqu'en juin 1947, ce quotidien fut dirigé par Albert Camus (1913-1960). Camus ne fut pas un béni-oui-oui de la politique militaire des Alliés. Au lendemain des bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki, en 1945, alors que toute la presse se félicitait de l'événement, Camus publia dans *Combat* un éditorial dans lequel il écrivait : « *Il y a quelque indécence à célébrer ainsi une découverte, qui se met d'abord au service de la plus formidable rage de destruction dont l'homme ait fait preuve depuis des siècles.* »

Dans les années 1945-1947, Camus fit partie de ces très rares intellectuels qui, tout en étant de gauche, ne cédèrent pas aux sirènes stalinienne.





### Le comité de grève

Le comité de grève était hier matin installé autour d'une table graisseuse, dans l'atelier 6. Tout à côté, des machines tournaient encore; elles appartiennent à un atelier qui n'a pas encore cessé le travail. Sur les murs voisins, les consignes du comité étaient inscrites à la craie: « Vous pouvez entrer ou sortir, mais présentez votre carte. » « Soyez raisonnables, nous avons besoin de vous. » « Pas de sabotage. »

Dans l'atelier silencieux, des groupes d'ouvriers, désœuvrés, discutaient. Ils avaient préparé des pancartes avec des moyens de fortune, carton gris et peinture au minium: « Du pain pour toutes les bourses »; « Tous unis pour nos dix francs »; « À bas les briseurs de grève ».

Vers 10 heures et demie, un gréviste arriva, annonçant que les ouvriers des ateliers BB étaient prêts à débrayer. Ils n'attendaient plus que la visite du comité.

## À travers les ateliers

Un cortège se forma alors et, pancartes en tête, tous les grévistes traversèrent la rue et pénétrèrent dans les ateliers BB. À travers les énormes machines, les fours et les ponts roulants, ils se dispersaient, allant demander aux ouvriers de se joindre à eux. Mais ceux-ci étaient hésitants ; ils étaient d'accord sur le principe, mais il leur semblait bien difficile, sans ordre précis, d'arrêter leur machine et de tout abandonner pour rejoindre un mouvement encore embryonnaire. Les délégués syndicaux, d'autre part, s'opposaient violemment à toute cessation de travail.

Après une demi-heure de discussions, le cortège revint de l'atelier, sans avoir réussi à débaucher beaucoup d'ouvriers.

Puis tout le monde repartit en ordre à travers l'usine. D'un atelier à l'autre, le défilé grossissait. De-ci de-là, des ouvriers abandonnaient leur machine et venaient grossir le cortège. Lorsqu'il arriva sur la place Nationale, où des haut-parleurs étaient installés, il était fort de plusieurs milliers de travailleurs.

## Le meeting

En attendant le début du meeting, les ouvriers discutaient par petits groupes. Tout le monde était d'accord au sujet des revendications. Mais certains étaient contre la grève :

- Que peut faire un comité de grève sans argent ? demandait un vieil ouvrier. Nous allons crever de faim.

- De toute manière, nous crèverons de faim avec les salaires que l'on nous donne, répondait un partisan de la grève.

Les femmes étaient très animées : « On devrait tous être en grève », disait l'une d'elles.

Le président du comité de grève, M. Bois, monte sur le toit d'un kiosque où avait été installé le micro. Il explique les raisons de la grève. Depuis janvier, les ouvriers demandent une augmentation de 10 francs de l'heure sur les taux des salaires de base.

Cette revendication a été présentée par la CGT. Mais la CGT s'est inclinée devant le gouvernement qui refusait toute augmentation de salaire. Eh bien ! nous, nous ne céderons pas. La grosse majorité des ouvriers en a assez...

## Un tract de la CGT

Puis, parlant d'un tract que la CGT avait diffusé, le matin même, dans les ateliers :

– On dit de nous : « Vous êtes des réactionnaires, des néo-fascistes, vous faites le jeu de De Gaulle ! » C'est faux, depuis deux ans, on nous dit de refuser les grèves, qui feraient le jeu des trusts, et maintenant on nous apprend que la réaction est prête à prendre le pouvoir. De qui se moque-t-on ?

M. Bois proteste enfin contre le manque de pain :

– Si le gouvernement ne veut pas donner à manger, il n'aura pas de travail.

Après lui, de nombreux orateurs prennent la parole.

Des ouvriers de différents ateliers demandent à leurs camarades de cesser le travail. Un représentant du Front ouvrier, tendance minoritaire au sein de la CGT, déclare que son groupe appuie la grève, malgré l'avis des dirigeants cégétistes.

Dans l'après-midi, dans de nombreux ateliers, des assemblées se sont tenues pour décider de la grève. En fin de soirée deux cents ateliers avaient débrayé. On comptait de dix à douze mille grévistes, dont huit mille environ organisés. Cela représente le tiers du personnel employé par la régie Renault.

## Aucun contact officiel entre grévistes et direction

Toute la fabrication de pignons, de vis et d'écrous, de boulons, etc., est arrêtée. On estime que les usines seront obligées de fermer leurs portes jeudi soir par manque de pièces usinées pour les chaînes de montage.

À cinq heures et demie, la CGT avait organisé un meeting place Nationale. L'assistance était peu nombreuse et les délégués furent accueillis par des mouvements divers.

Aucun contact officiel n'a encore eu lieu entre grévistes et direction. Le comité de grève estime en effet que, après l'échec des dernières négociations, il appartient à la direction de faire le premier pas.

*Louis BARRAL*



...et distribue dans le même temps un tract à toute la métallurgie parisienne.

**Travailleurs de la métallurgie  
de la région parisienne,  
les ouvriers des usines Renault  
en grève s'adressent à vous**

**Camarades,**

DEPUIS LE MARDI 29 AVRIL NOTRE GRÈVE A PRIS UN CARACTÈRE GÉNÉRAL. Déjà, depuis plusieurs semaines, des grèves partielles réclamant un réajustement des salaires avaient éclaté dans l'usine. Car avec un salaire de 42 francs pour un OS, face à la montée incessante du coût de la vie, aucun d'entre nous ne peut joindre les deux bouts. C'est pourquoi le vendredi 25 avril, les Départements 6 et 18 se mettant en grève, un comité de grève, élu en assemblée générale à la presque-unanimité, a été mandaté de mener la lutte pour 10 F d'augmentation de l'heure sur le taux de base ; paiement des heures de grève.

Le comité de grève, pour mener cette lutte qui intéresse tous les travailleurs, a fait immédiatement appel à toutes les usines Renault. Et malgré l'opposition de la direction syndicale officielle, les travailleurs, organisés ou non, et quelle que soit leur appartenance aux différentes organisations syndicales ou politiques, ont été UNANIMES pour adopter nos revendications.

Mandatés pour exposer nos revendications à la direction patronale, celle-ci, en la personne de M. Lefaucheu, a refusé de nous recevoir et a traité la délégation ouvrière avec le plus grand mépris. M. Lefaucheu bafoue le droit le plus élémentaire des ouvriers d'élire librement leurs représentants. Il veut nous imposer ceux qui dans le passé l'ont aidé dans son action antiouvrière et avec lesquels il espère, mais en vain, s'arranger pour nous berner une fois de plus.

# TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE

## DE LA RÉGION PARISIENNE

### Les Ouvriers des Usines Renault en Grève s'adressent à vous



#### Camarades,

DEPUIS LE MARDI 29 AVRIL, NOTRE GREVE A PRIS UN CARACTERE GENERAL. Déjà, depuis plusieurs semaines, des grèves partielles réclamant un rajustement des salaires avaient éclaté dans l'usine. Car avec un salaire de 42 francs pour un O. S., face à la montée incessante du coût de la vie, aucun d'entre nous ne peut joindre les deux bouts. C'est pourquoi le vendredi 25 avril, les départements 6 et 18 se mettant en grève, un comité de grève, élu en assemblée générale à la presque unanimité, a été mandaté de mener la lutte pour

**10 fr. d'augmentation de l'heure sur le taux de base; Palement des heures de grève.**

Le Comité de grève, pour mener cette lutte qui intéresse tous les travailleurs, a fait immédiatement appel à toutes les usines Renault. Et malgré l'opposition de la Direction syndicale officielle, les travailleurs, organisés ou non, et quelle que soit leur appartenance aux différentes organisations syndicales ou politiques, ont été **UNANIMES** pour adopter nos revendications.

Mandatés pour exposer nos revendications à la direction patronale, celle-ci, en la personne de M. Lefaucheux, a refusé de nous recevoir et a traité la délégation ouvrière avec le plus grand mépris. M. Lefaucheux bafoue le droit le plus élémentaire des ouvriers d'être librement leurs représentants. Il veut nous imposer ceux qui dans le passé l'ont aidé dans son action anti-ouvrière et avec lesquels il espère, mais en vain, s'arranger, pour nous bernier une fois de plus.

#### QUE REPRESENTENT LES 10 FRANCS ?

Devant notre action décidée, le patronat et la direction syndicale opposent à notre revendication des 10 francs une augmentation de la prime à la production. Mais le

système des primes au rendement, tout ouvrier le sait, c'est la surexploitation de la force de travail de l'ouvrier et ne présente aucune garantie du point de vue salaire.

Jusqu'à présent, la politique patronale a toujours été de nous faire courir après les prix à l'aide de petites satisfactions partielles pour calmer notre mécontentement. Notre revendication actuelle, qui est celle du minimum vital, c'est-à-dire, pour nous limiter au chiffre de la C.G.T., de 7.000 francs par mois, 10 francs d'augmentation sur le taux de base pour 40 heures de travail, doit mettre fin une fois pour toutes à cet état de choses. Car l'augmentation que nous réclamons doit être garantie par son adaptation constante aux indices des prix en fonction de ce qu'il nous faut acheter pour vivre sans mettre en danger notre santé. Nous voulons L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

Cette revendication, la C.G.T. elle-même l'avait mise en avant au mois de décembre (salaire minimum vital calculé selon l'indice des prix). Mais la direction de la C.G.T. l'a abandonnée, cependant que, malgré les promesses sur l'augmentation du pouvoir d'achat au fur et à mesure de l'augmentation de la production, et celles sur la baisse des prix, plus nous travaillons, moins nous gagnons et moins nous pouvons manger. (Dans notre usine la production a augmenté de 150 % tandis que le salaire réel a continuellement baissé.)

Toute la classe ouvrière se trouve dans la même situation. C'est pourquoi notre direction patronale n'a pu que recourir à un subterfuge, en prétendant qu'elle était en déficit et que c'est la politique gouvernementale qu'elle s'oppose à l'augmentation des salaires.

A cela nous répondons que ni le prétendu déficit, ni la politique gouvernementale n'ont empêché M. Lefaucheux de trouver l'argent pour payer une augmentation de 20 % sur les produits sidérurgiques. Mais si le patronat

## Que représentent les 10 francs ?

Devant notre action décidée, le patronat et la direction syndicale opposent à notre revendication des 10 francs une augmentation de la prime à la production. Mais le système des primes au rendement, tout ouvrier le sait, c'est la surexploitation de la force de travail de l'ouvrier et ne présente aucune garantie du point de vue salaire.

Jusqu'à présent, la politique patronale a toujours été de nous faire courir après les prix à l'aide de petites satisfactions partielles pour calmer notre mécontentement. Notre revendication actuelle, qui est celle du minimum vital, c'est-à-dire, pour nous limiter au chiffre de la CGT, de 7 000 francs par mois, 10 francs d'augmentation sur le taux de base pour 40 heures de travail, doit mettre fin une fois pour toutes à cet état de choses. Car l'augmentation que nous réclamons doit être garantie par son adaptation constante aux indices des prix en fonction de ce qu'il nous faut acheter pour vivre sans mettre en danger notre santé. Nous voulons L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES.

Cette revendication, la CGT elle-même l'avait mise en avant au mois de décembre (salaire minimum vital calculé selon l'indice des prix). Mais la direction de la CGT l'a abandonnée, cependant que, malgré les heures supplémentaires et la cadence toujours plus vive, malgré les promesses sur l'augmentation du pouvoir d'achat au fur et à mesure de l'augmentation de la production, et celles sur la baisse des prix, plus nous travaillons, moins nous gagnons et moins nous pouvons manger. (Dans notre usine la production a augmenté de 150% tandis que le salaire réel a continuellement baissé.)

Toute la classe ouvrière se trouve dans la même situation. C'est pourquoi notre direction patronale n'a pu que recourir à un subterfuge, en prétextant qu'elle était en déficit et que c'est la politique gouvernementale qui s'oppose à l'augmentation des salaires.

À cela nous répondons que ni le prétendu déficit ni la politique gouvernementale n'ont empêché M. Lefauchaux de trouver l'argent pour payer une augmentation de 30% sur les produits sidérurgiques. Mais si le patronat trouve le moyen d'obtenir l'autorisation du gouvernement pour verser une augmentation de 30% aux potentats milliardaires de la sidérurgie,

comme il trouve en général toujours l'autorisation du gouvernement pour toutes ses manœuvres contre les ouvriers et les consommateurs, devant notre pression unanime sur le patronat nous verrons le gouvernement s'incliner devant la classe ouvrière unanime dans ses revendications, comme il a dû le faire en juin 1936.

### Nous vaincrons

On nous présente souvent la puissance des trusts comme un épouvantail qui doit toujours nous écraser. Mais la classe ouvrière, unie dans la défense de ses revendications, n'est-elle pas plus puissante qu'un trust? Nous avons le monopole de la force de travail, sans laquelle ces messieurs ne peuvent plus récolter des bénéfices.

La revendication que nous formulons est une revendication générale qui intéresse tous les ouvriers. Camarades, nous faisons appel à vous parce que vous êtes dans la même situation que nous et que personne ne peut se résigner à la situation actuelle. Par conséquent, puisque la lutte est inévitable et nécessaire, il faut que nous nous mettions tous ensemble en mouvement, car seule l'union de tous les travailleurs assurera la victoire pour tous. Les sacrifices terribles que nous avons supportés pendant des années, la lutte que nous avons menée depuis 1934 contre le patronat sont un gage que les travailleurs ne se résigneront pas.

Déjà la section syndicale de l'usine Alsthom nous a envoyé un message de solidarité morale et pratique des ouvriers de leur usine avec nous.

Camarades, nous sommes tous d'accord pour lutter pour ne pas supporter les frais d'un capitalisme qui nous écrase dans la misère, tandis que d'un autre côté une poignée de milliardaires qui ont réalisé des énormes profits continuent comme auparavant à s'enrichir.

Jusqu'à maintenant notre action a été empêchée par ceux qui, tout en se disant nos dirigeants, non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte, soit parce qu'ils ont été les complices des patrons, soit parce que, n'ayant pas confiance en eux-mêmes, ils ont adopté l'attitude néfaste de l'attentisme.



C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendications. Nous avons dû vaincre les mêmes difficultés que vous connaissez. Mais notre exemple vous prouve que ces difficultés peuvent être surmontées: les ouvriers de notre usine ont élu dans la lutte, directement de leur sein, des délégués avec mandat de faire aboutir leurs revendications. La classe ouvrière est riche d'hommes qui se révéleront dans l'action et qui, même s'ils manquent d'expérience au début, peuvent vite, avec l'appui de tous, se corriger dans l'action.

Voilà, camarades, ce que nous avons à vous dire, voilà quelle est la vérité, et vous saurez faire justice de toute la campagne de calomnies qui est l'arme de la division.

Notre usine a commencé le mouvement. Nous appelons tous nos camarades de la métallurgie, tous les ouvriers de la région parisienne, à se joindre à nous. Faisons pour nous-mêmes ne fût-ce qu'une partie des sacrifices que nous obligent à faire tous les jours les patrons pour leur profit et nous vaincrons.

**VIVENT LES 10 FRANCS!  
VIVE LE MINIMUM VITAL GARANTI  
PAR L'ÉCHELLE MOBILE!  
VIVE LA SOLIDARITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE  
UNIE DANS SES REVENDICATIONS!**

*Le comité de grève général des usines Renault  
30 avril 1947*

Les ouvriers de l'Entreprise de presse Réaumur, de tout cœur avec les grévistes des métaux (Régie Renault), leur adressent leur salut fraternel et sont heureux de leur signaler que les typographes, rotativistes, imprimeurs, rogneurs et manœuvres ont spontanément abandonné leur salaire pour l'exécution de ce travail.

La situation est sérieuse. Ci-dessous, un article du *Monde* du 30 avril 1947.

**Le ministre du Travail intervient  
dans le conflit des usines Renault.  
Malgré l'appel de la CGT,  
la grève continue.**

La situation a évolué rapidement aux usines Renault. Dès le début de la matinée, ainsi que nous l'avons indiqué d'autre part, les responsables syndicaux eux-mêmes lançaient à tout le personnel l'ordre de cesser le travail pour appuyer leurs revendications. C'est ainsi qu'à 11 heures le débrayage fut général.

Pendant ce temps, les délégués de la CGT ouvraient la négociation avec M. Lefauchoux.

Celui-ci a accepté en principe leurs demandes visant le calcul des primes de rendement. Quant à la revendication du comité de grève, tendant à relever de 10 francs les salaires horaires, elle n'a pas été prise en considération. Toutefois, la direction s'est refusée à majorer de 3 francs par heure la prime de production, ce qui entraînerait, à son avis, une charge trop lourde pour l'entreprise. La décision sur ce point appartenait au gouvernement.

Le ministre du Travail va donc se saisir de la question. Il reçoit cet après-midi, à 15 heures, les délégués syndicaux et la direction de l'usine.

Un nouveau meeting a réuni, à midi et demi, les ouvriers, place Nationale, à Billancourt. M. Hénaff leur a exposé les pourparlers, et leur a demandé de reprendre le travail. Malgré ce pressant appel, la grève, au début de l'après-midi, continue dans la plupart des ateliers. Devant les machines arrêtées, les ouvriers, par petits groupes, commentent la situation.

Le conflit des usines Renault à Billancourt prend un caractère sérieux. En dépit des appels lancés hier après-midi par les dirigeants syndicalistes de la CGT au cours d'un meeting passablement agité, de nouveaux ateliers se joignent ce matin à la grève, qui touchait plus de dix mille ouvriers sur un effectif total de trente mille. Sans canaliser ce mouvement rebelle à la discipline syndicale, les responsables de la CGT,

que sont venus dans la matinée renforcer sur place les secrétaires de la fédération des métaux et de l'union des syndicats, MM. Costes et Hénaff, ont demandé à tous les ouvriers de débayer à 11 heures, tandis que s'ouvrait la négociation avec la direction de l'usine.

Les grévistes se plaignent de l'insuffisance de leurs salaires, comparés à ceux de certains établissements métallurgiques voisins; ils réclament une augmentation horaire de 10 francs pour les ouvriers spécialisés comme pour les manœuvres. Demande difficilement recevable, car elle se heurte à la réglementation des taux de salaire édictée par le ministère du Travail. Débordés par cette explosion de mécontentement, les responsables syndicaux de l'usine ont à leur tour énoncé des revendications, mais en les portant sur le terrain plus favorable de la prime de rendement. Elles visent, outre le relèvement de la prime de production, une révision des temps de chronométrage et un salaire de garantie égal à 120% des normes fixées.

Il y a dans ce conflit un aspect local et particulier. Les usines Renault sont moins bien équipées que d'autres, comme Citroën, par exemple, où l'outillage est plus moderne, ce qui crée des inégalités dans les rémunérations et les conditions de travail. Mais, par d'autres côtés, c'est la politique actuelle des salaires qui se trouve mise en cause.

La CGT a consenti, on le sait, à ajourner sa revendication du « minimum vital », acceptant que seuls les salaires anormalement bas soient relevés pour le moment. Le 15 mai prochain, rendez-vous a été pris avec le gouvernement pour reconsidérer le problème, compte tenu de la baisse effective des prix. Ses attermoissements provoquent dans les masses ouvrières une impatience réelle, et la politique syndicale a vite fait de s'en mêler, sinon la politique tout court. Faut-il incriminer les « provocations » relevées ce matin par *l'Humanité*? L'intervention d'éléments trotskystes et anarchistes n'est pas exclue; mais les syndicats chrétiens ont ouvertement appuyé le mouvement de grève, et *Le Populaire* lui-même se félicite que, pour consulter les ouvriers sur la grève, on les ait fait voter à bulletin secret. En tout état de cause le conflit des usines Renault est le symptôme d'un état d'esprit qui n'est pas isolé, et met en lumière les difficultés grandissantes rencontrées par l'expérience économique en cours.

Le 1<sup>er</sup> mai n'ayant pas éteint l'ardeur des grévistes, la CGT organise un vote, espérant noyer ce qu'elle pense être une minorité activiste sous le poids d'une majorité qu'elle croit passive.

CGT SYNDICAT DES MÉTAUX FSM  
82, rue Yves-Kermen

## Travailleurs de la Régie Renault

Dans un meeting d'une ampleur jamais égalée aux usines Renault, nous avons démontré notre accord profond avec notre organisation syndicale. Nous avons souligné dans l'enthousiasme notre volonté d'union indéfectible entre tous les ouvriers, les employés, les techniciens, les ingénieurs et cadres. Par là même, nous avons tous ensemble démontré notre force tranquille, face aux adversaires de la classe ouvrière.

Il convient à présent de convaincre tous ceux qui un instant ont pu être troublés ou trompés par une poignée d'individus qui se révèlent aujourd'hui devant nous comme le « **COMITÉ DES PROVOCATEURS** ».

La CGT était hier, et reste aujourd'hui, le champion de la défense des revendications de tous les travailleurs, en dépit de tous les aboyeurs de la presse adverse déchaînée.

Notre volonté d'union et de lutte s'est encore plus amplement manifestée au cours de l'immense défilé qui s'est déroulé hier, 1<sup>er</sup> mai, de la République à la Concorde.

C'est pourquoi nous voulons voir résoudre rapidement, au mieux de nos intérêts, le conflit actuellement en cours. Nous regrettons que, malgré les efforts déployés par le ministre du Travail, notre camarade Ambroise Croizat, la solution n'ait pu être trouvée lors de la dernière réunion du Conseil des ministres.

Les dernières informations semblent démontrer que les difficultés grandissent à ce sujet et risquent de ce fait de provoquer une crise ministérielle. Dans ce cas, notre délégation syndicale se propose, dès ce matin même, d'avoir un entretien avec la direction de la Régie Renault, elle lui demandera de mettre en application la revendication sur laquelle elle a donné son accord lors du récent entretien au ministère du Travail, et

qui consiste à augmenter la prime de production de 3 francs de l'heure pour tous.

Il est bien entendu que, si la direction répond d'une manière favorable à notre demande, *tous les travailleurs de la régie seront consultés pour décider si le travail doit reprendre sur cette base. S'ils répondent par l'affirmative le travail reprendra aussitôt.* Ensuite nous mènerons le combat avec tous les métallurgistes parisiens pour faire aboutir les revendications formulées par le bureau exécutif de l'union syndicale qui réclame pour tous les métallurgistes de la Seine : une prime de production de l'ordre de 10 francs de l'heure et la signature de la convention collective dans le plus bref délai, conformément aux décisions du comité confédéral national du 12 mars dernier.

Si le patronat s'obstine à répondre négativement à ces demandes, nous ne serons pas les derniers à répondre aux appels et aux mots d'ordre d'action de notre union syndicale, pour faire aboutir, dans l'ordre et la discipline, ces justes revendications.

Comme toujours, le gage de nos succès réside dans l'union de tous et de toutes et dans le renforcement de notre organisation syndicale.

### **Ouvriers et ouvrières, employés et techniciens, ingénieurs et cadres,**

qui êtes encore en dehors de notre organisation syndicale, rejoignez nos rangs, unis comme un bloc, nous assurerons le triomphe de nos légitimes revendications.

## **VIVE LA SECTION SYNDICALE DE LA RÉGIE RENAULT - VIVE LA CGT**

### **BULLETIN D'ADHÉSION**

Promotion Alfred COSTES - Eugène HÉNAFF - Albert CARN

Je déclare donner mon adhésion à la CGT, sous le signe de la promotion Alfred COSTES - Eugène HÉNAFF - Alfred CARN, fidèles défenseurs des métallurgistes de chez Renault.

NOM      PRÉNOM      AGE      PROFESSION

DÉPARTEMENT      ATELIER

2 mai 1947

À sa grande surprise, la majorité des travailleurs se prononcent pour la grève. La CGT prend le virage. Ci-dessous un tract du 3 mai.

CGT SYNDICAT DES MÉTAUX FSM  
82, rue Yves-Kermen

## **Travailleurs de la Régie Renault, La lutte continue!....**

Vendredi dernier<sup>1</sup> à 11 h 30, la section syndicale publiait le communiqué suivant :

« La section syndicale CGT de la Régie Renault, soucieuse de respecter la volonté des travailleurs de toutes catégories, informe l'ensemble du personnel que, la solution du conflit étant subordonnée à une décision du gouvernement, elle ne peut émettre un avis sur le moment où celui-ci prendra une décision favorable ou non sur nos revendications.

En conséquence, désireuse de laisser s'exprimer librement et démocratiquement l'ensemble du personnel, l'invite à voter à bulletin secret, cet après-midi, sur l'une des deux positions suivantes,

à savoir :

**REPRISE DU TRAVAIL**

ou

**CONTINUATION DE LA GRÈVE.**

Le personnel de la Régie Renault doit savoir que, quelle que soit la décision qu'il prendra, la section syndicale s'engage par avance à soutenir, sans réserve, les décisions de la majorité. La section syndicale précise qu'en accord avec l'union syndicale des travailleurs de la métallurgie CGT elle continuera à mener l'action avec tous les métallurgistes parisiens pour qu'aboutisse la revendication de l'ordre de 10 francs de l'heure sur la prime à la production.»

21 286 travailleurs ont pris part aux opérations de vote qui ont eu lieu de 15 heures à 18 heures, et ont donné les résultats suivants :

---

1 2 mai 1947

Pour la grève .....	11 354
Pour la reprise du travail .....	8 015
Nuls .....	1 009
Abstentions .....	538

Le fait que 21 286 travailleurs se soient exprimés dans un délai aussi bref démontre la puissance d'organisation de la section syndicale.

Les 11 354 voix pour la continuation de la grève marquent la ferme volonté de poursuivre la lutte jusqu'à satisfaction.

Les 8 015 voix pour la reprise du travail n'ont pas la signification d'un abandon, ces travailleurs ont le même désir d'obtenir satisfaction.

**La section syndicale s'affirme avec l'ensemble du personnel pour continuer l'action.**

**Samedi 3 Mai, à 10 heures.** — La délégation fut reçue par la direction qui rappela la déclaration du président RAMADIER à propos du conflit RENAULT : « *Certaine présentation ne pourra être admise mais, par la suite et après examen plus approfondi, on pourra faire surgir telle ou telle solution admissible.* »

La direction proposa alors d'intégrer les 3 francs demandés dans la prime de production actuelle.

**Dimanche 4 Mai, à 10 heures.** — Notre délégation apporta la réponse suivante à la direction:

**Notre demande d'augmentation de 3 fr. ayant été déposée le 25 FÉVRIER 1947, c'est donc à partir de cette date qu'il faut l'intégrer dans la prime actuelle et l'appliquer.**

La délégation s'est rendue ensuite auprès des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale.

Les groupes MRP, SFIO, Rassemblement des gauches et UDSR ne semblaient pas être au courant de la revendication exacte déposée par la section syndicale.

Le groupe communiste a donné son accord, sans réserve, pour appuyer nos revendications qui s'inscrivent dans la déclaration gouvernementale du 21-1-47, admettant qu'il est normal et légitime que le gain ouvrier soit augmenté quand la production s'accroît.

**Ainsi donc la situation est nette. La solution du conflit est entre les mains du président RAMADIER.**

**Une délégation doit de nouveau être reçue par la direction, ce matin à 10 h. 30.**



Si la situation est inchangée, nous demanderons à être reçus par le président RAMADIER aujourd'hui même.

Travailleurs de la Régie, pour que vous preniez vous-mêmes positions sur les propositions qui pourraient nous être faites,

### **Votre présence est à tout instant indispensable**

Dans les ateliers, dans les services, restez groupés, élaborerez en commun vos cahiers de revendications, soyez unis derrière votre section syndicale.

Le comité exécutif de la fédération des métaux nous assure de tout son appui, et décide de mettre à notre disposition un secours de solidarité d'un million de francs.

Travailleurs encore non syndiqués, rejoignez nos rangs.  
Renforçons toujours notre organisation.

### **La division ne peut servir que les adversaires de la classe ouvrière.**

#### **BULLETIN D'ADHÉSION**

Promotion Alfred COSTES - Eugène HÉNAFF - Albert CARN  
Je déclare donner mon adhésion à la CGT, sous le signe de la promotion  
Alfred COSTES . Eugène HÉNAFF -

Albert CARN, fidèles défenseurs des métallurgistes  
de chez RENAULT.

NOM PRÉNOM AGE PROFESSION.  
DÉPARTEMENT ATELIER .



Elle n'est pas la seule. Dès le 30 mai, Maurice Thorez, au Conseil des ministres, s'est prononcé contre le blocage des salaires. Le PCF a pris le vent. La CGT le suit. C'est la crise gouvernementale.  
*Le Monde* du 3 mai 1947 la commente ainsi :

Nous voilà en face d'une très grave crise gouvernementale. La veille ou l'avant-veille les orateurs communistes, qui vantaient les mérites du blocage des salaires, étaient conspués par les ouvriers en grève des entreprises nationalisées Renault. Hier, place de la Concorde, les orateurs communistes étaient acclamés quand ils affirmaient que la politique de baisse des prix avait échoué, et qu'en conséquence les salaires devaient être augmentés sous la forme de primes à la production. Que s'était-il passé dans l'intervalle ? Dans l'intervalle la grève Renault s'était étendue malgré le comité d'entreprise, malgré le syndicat, malgré le Parti communiste. Les résultats définitifs des élections pour la Sécurité sociale apportaient au Parti communiste et à la CGT une déception. Il était urgent d'aviser.

Un jour, à l'Assemblée, M. Jacques Duclos s'adressant d'un ton significatif aux socialistes les avait prévenus que son parti ne se laisserait jamais déborder à sa gauche. Débordé par une grève, risquant de l'être plus dangereusement par un mouvement d'opinion, le Parti communiste jette du lest. Mais ce lest c'est tout le programme économique du gouvernement, le programme d'une baisse des prix qui devrait amener une restauration de la valeur d'achat du franc.

Sur le fond même de la question tout le monde est d'accord, et les communistes l'étaient aussi. Les hausses de salaire seront illusoire si les prix montent d'autant et plus haut encore. Les désastres de l'inflation apparaissent à l'horizon. Mais il est vrai que les salaires actuels sont souvent trop bas. Sans doute personne ne peut-il retrouver son standard de vie d'avant-guerre, la guerre et ses suites ayant gravement amputé le capital national. Mais si déjà le niveau de vie était trop bas avant-guerre, ou s'il ne pouvait baisser sans provoquer l'indigence ? Le salut est aujourd'hui d'abord dans une production accrue et dans une répartition équitable, dans un ravitaillement sinon abondant, du moins suffisant. Avec l'abondance des produits le problème monétaire se résoudrait de lui-même. Il n'est pas mauvais de prévoir des primes à la production, et même des

augmentations de ces primes si la production s'accroît. Mais cela suppose des entreprises prospères, gérées sainement. En est-il ainsi dans toutes les entreprises nationalisées ? Et dans les entreprises privées laisse-t-on aux employeurs assez de liberté d'initiative, ne les accable-t-on pas sous le poids d'une bureaucratie excessive ?

La politique des prix par ordonnances de l'État n'est pas une panacée, et nous le voyons bien. Mais, appliquée, elle suppose que l'État prend en main lui-même la fixation des salaires dans les entreprises nationalisées, cela va de soi, et aussi dans les autres. Cela suppose une majorité fidèle, un gouvernement résolu, ferme, stable.

Tout craque aujourd'hui. Les partis sont désemparés, et le Parti communiste plus encore peut-être que les autres. Il redoute, plus que ne le disait M. Jacques Duclos, d'être débordé à sa gauche. Il craint l'effet des illusions perdues, et voudrait retrouver cette « confiance des masses », si souvent invoquée pour affirmer sa force. Mais il ne voudrait pas non plus perdre au gouvernement les postes qu'il occupe, et dont « le parti » bénéficie largement. Sa tactique, bien connue, est d'être à la fois au pouvoir et dans l'opposition. Sans doute ne serait-il pas fâché de mesurer jusqu'où va l'impuissance de l'État, de savoir jusqu'à quel point on ne peut gouverner sans lui. Mais aujourd'hui le voilà au pied du mur. Il s'agit de faire un choix qui lui est pénible. Il y a l'affaire de Madagascar, il y a la question des salaires. Est-il résolu à tout jeter dans le torrent de la débâcle - l'armature économique du pays et l'empire français d'outre-mer ? Mais cette opposition résolue, décisive, ne risque-t-elle pas de le perdre ? Le jeu des votes contradictoires des ministres et du groupe communistes est possible une fois, il ne l'est pas toujours. Mais le pouvoir a sa valeur. Que faire ? M. Maurice Thorez ne tient pas à démissionner, pas plus que M. Billoux. Ils préféreraient entraîner tout le cabinet avec eux. Voilà qui donnerait le temps de réfléchir, de chercher quelque expédient.

Mais c'est à M. Paul Ramadier que l'Assemblée a accordé son investiture. C'est devant elle qu'il pose la question. C'est à elle qu'il demande une nouvelle confiance pour la même politique. Les communistes ont rompu le contrat, répudié cette politique. Oseraient-ils la voter cependant, ou autoriser leurs

ministres à la voter? Il y aurait alors un bel éclat de rire en France, où le ridicule peut encore tuer. Mais s'ils ne le font pas il leur faut tirer la conséquence de leur décision. Opposition ou pouvoir, l'alternative est désormais impérative. Les deux à la fois ne sont plus possibles.

*Rémy ROURE*



**L'usine en 1948.**

La crise s'est dénouée par la sortie des ministres PCF du gouvernement, et la presse bourgeoise titre :



Il a vingt-cinq ans, c'est un petit ouvrier ajusteur de l'atelier 6 chez Renault. Il ne gagne que 7 800 francs par mois et ses vêtements sont usés. Son visage intelligent est ravagé par la tension qu'il subit depuis le début de la grève. Il ne paye pas de mine dans son vieux blouson de cuir, mais il s'exprime avec l'aisance d'un homme cultivé et une chaleur passionnée qui témoigne de sa sincérité profonde.

C'est cet homme, [Pierre] Bois, qui, à la fin du mois dernier, a réuni ses camarades ouvriers et les a convaincus que le moment était venu d'agir. Cet obscur ouvrier, parce qu'il avait assez de sa misère et de celle de ses camarades, a déclenché la formidable grève de la régie Renault, a obligé la CGT et le Parti communiste à prendre position et provoqué une crise gouvernementale d'une importance capitale puisqu'elle aboutit, après trois années de compromis, au rejet des communistes dans l'opposition.

La coalition des trois grands partis, que trois années d'intrigues, de manœuvres et de campagnes de presse n'avaient pas ébranlée, s'est écroulée en quelques jours, parce qu'une poignée d'hommes (qui n'étaient pas des politiciens) ont entraîné à l'action leur entourage et ont réussi à cristalliser le profond mécontentement qui remue la classe ouvrière.

« Et nous en avons marre, clament les ouvriers, d'en être réduits à des salaires de famine pour que la Régie puisse vendre ses voitures au prix de la taxe aux petits copains des ministres. »

### 30 hommes dirigent la grève

Depuis plusieurs mois, Bois et ses camarades tenaient des réunions dans l'atelier 6, au cours desquelles ils étudiaient les moyens de défendre les revendications des ouvriers de chez Renault.

Le vendredi 17 avril, Bois avait provoqué un premier meeting pour stigmatiser devant les ouvriers la position hésitante de la CGT vis-à-vis de leurs revendications.

Et le mercredi 23 avril, au cours de deux réunions mouvementées, il emporta l'adhésion de ses camarades d'atelier : la grève était décidée pour le 25 avril.

Et depuis, une trentaine d'hommes, membres du comité de grève, mènent la lutte derrière leur animateur.

La plupart d'entre eux n'ont pas quitté l'usine depuis le 25 avril. Ils prennent leurs repas à la cantine et certains, comme Bois, couchent même dans l'atelier 6, par souci de « sécurité », disent-ils.

Ils ont horreur de la publicité, refusent de se laisser photographier et ont même mis les cinéastes d'actualité à la porte.

Les premiers jours de la grève, la CGT, qui reste toujours en liaison avec le Parti communiste, s'était prononcée contre le mouvement. Les communistes, inspirateurs de cette consigne, faisaient d'ailleurs ainsi preuve d'honnêteté puisqu'ils avaient promis leur appui à la politique de blocage des salaires.

De son côté, *l'Humanité* dénonça le caractère factieux du mouvement. Elle fit ainsi état de l'arrestation d'un certain Salvade, ancien soldat de la LVF, qui fut appréhendé dans l'atelier 230 par des syndicalistes fidèles à la CGT, alors qu'il faisait de la propagande pour le comité de grève.

Les cégétistes relevèrent aussi la présence parmi les meneurs de la grève d'un nommé Roy, PPF ayant combattu en Tunisie contre les Alliés.

### Le comité de grève se défend

Le comité de grève, dont presque tous les membres sont de la CGT (mais beaucoup n'ont pas payé leurs cotisations depuis

plusieurs mois) repousse ces accusations. Il répond qu'il a été élu démocratiquement, qu'il rassemble des ouvriers de toutes nuances et de tous partis et que leurs intentions sont extrêmement nettes : « défendre leur bifteck ». Il est facile, objecte-t-il, de trouver parmi 30 000 grévistes 2 personnes suspectes.

La situation apparut alors aux communistes d'une extrême gravité. Jamais ils n'ont consenti à se séparer des masses ouvrières et du mouvement syndical. En dépit des premiers articles de *l'Humanité*, ils savaient bien que le mouvement de grève répondait aux aspirations profondes des ouvriers.

Fallait-il pousser la CGT qu'ils contrôlent à freiner la grève en perdant ainsi la confiance des masses ouvrières, mais en restant fidèle à la politique de Ramadier ?

En outre, un vif mécontentement régnait en effet depuis plusieurs mois dans les cellules communistes, qui se répandaient en reproches véhéments contre les dirigeants du parti : « Sous prétexte d'une politique de présence, vous allez de concessions en concessions, abandonnant à elle-même la classe ouvrière... Vous vous embourgeoisez. »

### Inquiétude au Parti communiste

L'inquiétude était grande au sein du comité central du PC, divisé lui-même entre deux tendances : la tendance Thorez-Duclos qui préconise la participation au gouvernement ; et la tendance Mauvais-Marty qui prêche le retour à l'opposition.

Certains résultats d'élections partielles, où les voix communistes étaient en régression, avaient aggravé cette inquiétude.

La désaffection des militants à l'égard de la CGT, où l'influence communiste est prépondérante, s'était d'ailleurs manifestée déjà clairement lors des grèves des postiers et de la presse, déclenchées contre son assentiment.

Par son ampleur, la grève de chez Renault était encore plus significative.

D'ailleurs, les socialistes et les MRP, enchantés de voir la minorité syndicaliste s'attaquer chez Renault à la CGT, ont ouvertement encouragé la grève, bien qu'ils affirment soutenir la politique du blocage des salaires. *L'Aube* et *Le Populaire* se répandirent en commentaires complaisants, presque en encouragements : « Vous avez jeté de l'huile sur le feu ! », repro-

cha Duclos aux socialistes et aux MRP vendredi dernier, à la séance de la Chambre.

Les ministres socialistes et MRP durent faire passer dans leurs journaux des « mises au point » un peu embarrassées.

### La CGT fait volte-face

Dans l'intervalle, les communistes avaient choisi: ils restaient avec la classe ouvrière. Et la CGT, opérant alors une puissante volte-face, décida de reprendre à son compte les revendications des grévistes et de les étendre à toute la métallurgie parisienne.

La crise gouvernementale qui a suivi s'est déroulée dans une atmosphère d'affolement complet.

On s'aperçut, le mercredi 30 avril, qu'aucun des hauts dignitaires de la IV<sup>e</sup> République n'était là. M. Vincent Auriol venait de s'envoler de Niamey.

Le président de la Chambre, Edouard Herriot, était alité à Lyon, atteint d'hydarthrose rhumatismale du genou. À bord d'un avion sanitaire, Yvon Delbos vola d'une traite jusqu'à Lyon, embarqua Herriot sur une civière. L'avion atterrit mercredi soir à 22 heures à Orly, d'où une ambulance transporta Herriot directement à la Chambre.

Une fois encore, Édouard Herriot était accouru au chevet de la mère malade (et, cette fois, malade lui-même).

P.B.

La CGT s'empresse de trouver un compromis « acceptable » : c'est la prime de production de 3 F de l'heure. Elle appelle à voter sur cette « victoire » le 9 mai.

CGT - SYNDICAT DES MÉTAUX - FSM  
82, rue Yves-Kermen

## **Nous avons nos trois francs!**

TRAVAILLEURS DE LA RÉGIE RENAULT, après dix jours de lutte, nous faisons aboutir nos justes revendications.

Que demandions-nous ?

1. - Paiement des bons coulés au salaire de base.
2. - Paiement des heures perdues au taux moyen de la quinzaine précédente.
3. - Révision des temps qui ne permettent pas de faire 120%.
4. - Commission paritaire de révision des chronométrages.
5. - Augmentation de la prime de production de 3 francs de l'heure pour tous.

### Qu'avons-nous obtenu ?

Dès les premiers jours, nous avons amené la direction à prendre des engagements formels sur les quatre premières revendications.

Il restait à régler la question essentielle de la prime.

Hier, après une insistance tenace, nous étions enfin reçus par MM. Lacoste et Daniel Meyer, ministres de la Production industrielle et du Travail.

Après une longue et vive discussion, nous avons arraché la promesse d'une prime de production de 2,80 francs de l'heure.

Nous avons formulé toutes les réserves qui s'imposaient sur une solution qui ne donnait pas entièrement satisfaction aux travailleurs.

D'autre part, nous avons demandé que l'augmentation de la prime de production soit appliquée à partir du 25 février, date de dépôt de notre revendication ; sur cette question, nous nous sommes heurtés à un refus catégorique de la part des deux ministres présents parlant au nom de M. Ramadier.



Poursuivant nos efforts pour obtenir le rappel de la prime, nous sommes intervenus auprès de la direction qui, après discussion, a admis notre proposition.

Malgré cet accord intervenu entre nous et la direction, le ministre du Travail, M. Daniel Meyer, a refusé catégoriquement d'accorder la rétroactivité, en ajoutant: « QUOI QU'IL ARRIVE! »

Une fois de plus, les responsabilités sont nettement situées.

Revenant ensuite sur la revendication des 3 francs, nous avons réussi à faire revenir le ministre du Travail sur sa position et lui faire admettre les 3 francs de l'heure pour tous.

Il restait à régler le paiement de la journée du 1<sup>er</sup> mai. Au cours de notre délégation à la direction, nous avons obtenu l'assurance du paiement de cette journée du 1<sup>er</sup> mai pour tous.

TRAVAILLEURS DE LA RÉGIE RENAULT, sur ces bases la section syndicale, vous appelle à vous prononcer cet après-midi, par un vote à bulletin secret.

Elle vous appelle à sanctionner cette première victoire par un vote massif pour la reprise du travail.

Ainsi vous affirmerez votre accord avec la section syndicale sur les résultats obtenus et proclamerez votre volonté de poursuivre la lutte aux côtés de tous les métallurgistes parisiens pour faire aboutir les conventions collectives et la prime à la production de l'ordre de 10 francs de l'heure.

Assurés du magnifique élan de solidarité que nous témoignent les travailleurs de toute la France, nous nous sommes présentés, unis comme un bloc, devant ceux qui nous contestaient la légitimité de nos revendications. Ils ont dû céder.

Pour entendre les résultats du vote, pour tirer les conclusions de cette grande bataille, OUVRIERS ET OUVRIÈRES, EMPLOYÉS, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE, INGÉNIEURS ET CADRES, fraternellement unis, vous viendrez tous et toutes

**ce soir, à 17 heures, au GRAND MEETING,  
dans l'Île Seguin,  
où Alfred COSTES, Eugène HÉNAFF, Albert CARN,  
prendront la parole.**

**Vive l'union des travailleurs! Vive la CGT!**

*9 mai 1947*

Le comité de grève appelle à la poursuite de la grève:

Camarades de chez Renault.

Vendredi dernier, quand toute l'usine s'était déjà mise en grève, la majorité dirigeante de la CGT est venue consulter « démocratiquement » les ouvriers pour ou contre la reprise du travail avec une prime de 3 F. Une grosse majorité a répondu NON à cet essai de briser notre mouvement en nous jetant un os. Or aujourd'hui, ils viennent à nouveau proposer 2 F 80!

Comment osent-ils proposer aux ouvriers une chose que ceux-ci ont déjà repoussée? Espèrent-ils que par la faim nous sommes mûrs pour la capitulation? Pendant de longs mois nous avons enduré les pires souffrances pour des promesses qui n'ont pas été tenues.

Aujourd'hui qu'on est dans la bonne voie, ils viennent tous les jours « démocratiquement » pour briser notre moral.

Il faut que chaque travailleur se pénètre des vérités suivantes:

1°) Toute la classe ouvrière et la grande majorité des petites gens sont avec nous. La solidarité effective des travailleurs s'est manifestée déjà par des grèves en province, qui s'étendront de plus en plus. Dans la région parisienne, c'est la tromperie de l'attitude de la minorité dirigeante des syndicats qui a empêché PROVISOIREMENT cette solidarité et avant tout les méthodes de gangsters comme ils l'ont déjà fait mercredi 30 avril dans notre usine (dans l'Île). Cependant, si nous tenons bon, ces obstacles seront levés par les travailleurs des autres usines qui veulent comme nous trouver une issue à la situation actuelle.

2°) La lutte d'ensemble des travailleurs fera capituler le patronat comme en juin 36. Si Renault cesse la lutte avant que les autres y entrent, tout l'élan de la classe ouvrière sera arrêté.

3°) La minorité dirigeante veut nous faire prononcer pour la reprise du travail AVANT que Ramadier ait donné une réponse officielle au bureau de la CGT, qui sera reçu par lui seulement samedi.

Quel argument plus puissant pour décider M. Ramadier à des concessions, sinon notre grève?

4°) Pouvons-nous retourner au travail sans rien dans le ventre ?

Le 9 mai 1947

Le comité de grève

PS - Convoqué hier par M. Beugniez, président de la commission du travail de l'Assemblée nationale, le comité de grève n'a pas été reçu par le nouveau ministre du Travail, M. Daniel Meyer, « qui attend pour se prononcer le résultat du vote » d'aujourd'hui chez Renault.

### FAITES CIRCULER CE BULLETIN.

Camarades de chez Renault,

Vendredi dernier, quand toute l'usine s'était déjà mise en grève, la majorité dirigeante de la C.G.T. est venue consulter "democratiquement" les ouvriers pour ou contre la reprise du travail avec une prime de 3 frs. Une grosse majorité a répondu NON à cet essai de briser notre mouvement en nous jetant un os. Or aujourd'hui ils viennent à nouveau proposer 2 frs 80 ! Comment osent ils proposer aux ouvriers une chose que ceux-ci ont déjà repoussée ? Espèrent-ils que par la faim nous sommes prêts pour la capitulation ? Pendant de longs mois nous avons enduré les pires souffrances pour des promesses qui n'ont pas été tenues. Aujourd'hui qu'on est dans la bonne voie ils viennent tous les jours "democratiquement" pour briser notre moral. Il faut que chaque travailleur se pénétre des vérités suivantes :

1°) Toute la classe ouvrière et la grande majorité des pratites gens sont avec nous. La solidarité effective des travailleurs s'est manifestée déjà par des grèves en province qui s'étendront de plus en plus. Dans la région parisienne c'est la tromperie de l'attitude de la minorité dirigeante des syndicats qui a empêché PROVISOIREMENT cette solidarité et avant tout les méthodes de parlers comme ceux qu'ils l'ont déjà fait mercredi 30 avril dans notre usine (dans l'île). Cependant, si nous tenons bon, ces obstacles seront enlevés par les travailleurs des autres usines qui veulent comme nous trouver une issue à la situation actuelle.

2°) La lutte d'ensemble des travailleurs fera capituler le patronat comme en Juin 36. Si Renault cesse la lutte avant que les autres y entrent tout l'élan de la classe ouvrière sera arrêté.

3°) La minorité dirigeante veut nous faire prononcer pour la reprise du travail AVANT que Hamadier ait donné une réponse officielle au bureau de la C.G.T. qui sera reçu par lui seulement samedi.

quel argument plus puissant pour décider M. Hamadier a des concessions sinon notre grève ?

4°) Pouvons nous retourner au travail sans rien dans le ventre ?

Le 9/5/47

Le Comité de Grève.

P.S. Convoqué hier par M. Beugniez, président de la commission du travail de l'Assemblée nationale, le Comité de Grève n'a pas été reçu par le nouveau ministre du Travail M. Daniel Meyer, qui attend pour se prononcer le résultat du vote d'aujourd'hui chez Renault.

FAITES CIRCULER CE BULLETIN.

Le vote est en faveur de la reprise. La CGT triomphe dans un tract du 12 mai...

CGT – SYNDICAT DES MÉTAUX – FSM  
82, rue Yves-Kermen

## **Nous avons franchi une étape!**

Travailleurs de la Régie Renault,

Par 5 237 voix de majorité, nous nous sommes prononcés pour la reprise du travail.

Nous l'avons fait parce que notre combat a été victorieux.

Cette victoire est le résultat de l'activité inlassable de notre section syndicale et de nos délégués.

**Victoire pour les 5 revendications déposées,**

**Victoire contre les diviseurs,**

**Victoire contre les ennemis des nationalisations.**

La grève a duré 10 jours.

On aurait pu l'éviter si la direction avait fait droit aux revendications déposées le 25 février.

On aurait pu terminer le conflit plus tôt si on avait suivi le ministre du Travail, A. Croizat, qui a défendu nos revendications en Conseil des ministres, mercredi 30 avril, malgré l'opposition de certains ministres.

On aurait pu obtenir la rétroactivité, si le nouveau ministre du Travail, Daniel Meyer, ne s'y était opposé formellement: «...quoi qu'il arrive!»

Aujourd'hui le travail reprend dans des conditions différentes que celles espérées par tous les adversaires de la classe ouvrière.

Nous rentrons avec nos 5 revendications satisfaites... Nous rentrons unis plus que jamais.

**QU'ESPÉRAIT L'ADVERSAIRE ?**

– Jeter le trouble parmi nous.

– Diviser les travailleurs.

– Nous faire douter de nos délégués que nous avons élus à bulletin secret.

**Notre ennemi commun n'est pas dans nos rangs,  
il se trouve dans les rangs du patronat  
et de ses auxiliaires.**

Nous n'avons jamais confondu l'honnête travailleur trompé par des paroles faciles qui ne sont faites que pour exploiter un légitime mécontentement.

Aux camarades qui n'ont pas donné leur approbation sur les formes d'action proposées par la section syndicale, nous disons :

Ensemble nous avons mené le combat,  
Ensemble nous avons franchi une étape.

**La lutte n'est pas terminée,  
une grande bataille est engagée :**

Pour la convention collective.

Pour l'augmentation des primes à la production comme le demande l'UNION. SYNDICALE DE LA MÉTALLURGIE.

**Pour nos revendications particulières d'atelier  
et de département.**

Pour un meilleur ravitaillement ;

Pour la diminution des impôts ;

Pour une baisse des prix, en réduisant davantage les ristournes accordées aux concessionnaires.

La condition de notre victoire fut notre unité, cette unité garantira de nouveaux succès.

Camarades, méditez sur ces questions, voyez où sont vos défenseurs, voyez à qui peut profiter notre désunion.

La classe ouvrière divisée en deux blocs, c'est le retour à la misère, c'est la fin des nationalisations, c'est la fin de la démocratie ; ce n'est pas cela que nous voulons.

C'est par notre union que nous avons remporté une première victoire. C'est par notre union que nous obtiendrons de nouveaux succès.

**GROUPONS-NOUS EN MASSE DANS LES  
RANGS DE NOTRE GRANDE CGT.**

**Vive la section syndicale de la Régie Renault !**

---

BULLETIN D'ADHÉSION

Promotion Alfred COSTES – Eugène HÉNAFF – Albert CARN

Je déclare donner mon adhésion à la CGT sous le signe de la promotion Alfred COSTES- Eugène FIÉNAFF – Albert CARN, fidèles défenseurs des métallurgistes de chez RENAULT.

NOM Prénom Âge Profession Département Atelier

Mais le secteur Collas poursuit seul la lutte.

## **Camarades de chez Renault,**

Lundi 12 mai, au matin, les ouvriers des Départements 6 et 18 n'ont pas repris le travail.

En ce qui concerne nos revendications, l'acompte de 10 francs sur le minimum vital, étant donné que les « responsables » syndicaux ont réussi à briser un mouvement d'ensemble de la métallurgie par les moyens que vous savez, nous nous réservons de les faire triompher quand, à nouveau, nous serons tous unis dans la lutte.

### **MAIS NOUS RÉCLAMONS LE PAIEMENT INTÉGRAL DES JOURNÉES DE GRÈVE.**

Sans paiement des heures de grève, le droit légalement reconnu à la grève ne serait, en effet, que le droit de se laisser mourir de faim.

C'est pourquoi les metteurs de lait en pots ont obtenu le paiement des heures de grève.

Nous n'avons du reste pas le choix : comme en travaillant on n'arrivait pas à joindre les deux bouts, nous n'avons pas de réserves nous permettant d'attendre la prochaine paye. Nous préférons crever de faim pour obtenir notre droit plutôt que d'engraisser les riches actionnaires et concessionnaires de la Régie.

Un tract de la « direction » syndicale continue à semer le mensonge et la division parmi les travailleurs :

« Contre la volonté de plus de mille ouvriers des Départements 6 et 18, en violation des règles de la démocratie, moins de 250 énervés s'opposent à la reprise du travail. »

Il y a un moyen très simple de connaître la vérité : envoyer des délégations dans notre secteur pour vous rendre compte sur place de la vérité. Vous verrez que ce sont les travailleurs unanimes qui nous ont donné mandat pour arracher le paiement des journées de grève.

En outre, après une entrevue sans résultat, lundi 12 mai, M. Lefauchaux est venu, mardi matin, dans notre secteur, pour faire ses « propositions » directement à nos camarades.

Quelles sont ces propositions ?

1° Possibilité de récupérer en travaillant les samedis, dimanches et jours de fête (!).

2° Engagement de la direction à prêter aux grévistes une somme de 1500 francs récupérables par une retenue de 100 francs sur chaque paye.

Les ouvriers ont été unanimes pour repousser cette proposition.

Le comité de grève a demandé à M. Lefauchaux de répondre publiquement à certaines questions. M. Lefauchaux s'est dérobé, ce qui a provoqué les huées de l'assistance.

Nous ne sommes pas en grève pour des buts égoïstes, comme le prétendent les diviseurs politiques du syndicat. De même que la première fois, quand nous avons lié nos revendications à celles de tous les ouvriers, nous nous sommes trouvés tous ensemble; trouvons-nous tous ensemble pour défendre le droit sans lequel la classe ouvrière est à la merci des exploiters: LE DROIT DE GRÈVE.

13 mai 1947

*Le comité de grève du secteur Collas.*

Nous apprenons que ce matin 6 000 ouvriers de la Régie Renault, au Mans, se sont mis en grève.

## **Camarades de chez Renault**

Lundi 12 mai, au matin, les ouvriers des départements 6 et 18 n'ont pas repris le travail.

En ce qui concerne nos revendications, l'acompte de 10 francs sur le minimum vital, étant donné que les « responsables » syndicaux ont réussi à briser un mouvement d'ensemble de la métallurgie par les moyens que vous savez, nous nous réservons de les faire triompher quand, à nouveau, nous serons tous unis dans la lutte.

**MAIS NOUS RÉCLAMONS LE PAIEMENT  
INTÉGRAL DES JOURNÉES DE GRÈVE.**

**Sans paiement des heures de grève le droit légalement reconnu à la grève ne serait, en effet, que le droit de se laisser mourir de faim.**

C'est pourquoi les meilleurs de lait en pots ont obtenu le paiement des heures de grève.

Nous n'avons du reste pas le choix : comme en travaillant on n'arrivait pas à joindre les deux bouts, nous n'avons pas de réserves nous permettant d'attendre la prochaine paye. Nous préférons crever de faim pour obtenir notre droit plutôt que d'engraisser les riches actionnaires et concessionnaires de la Régie.

Un tract de la « direction » syndicale continue à semer le mensonge et la division parmi les travailleurs : **« Contre la volonté de plus de mille ouvriers des départements 6 et 18, en violation des règles de la démocratie, moins de 250 éternés s'opposent à la reprise du travail. »**

Il y a un moyen très simple de connaître la vérité :

Le secteur Collas continue de s'adresser au reste de l'usine

## **Camarades de chez Renault,**

Les « responsables » syndicaux qui traitaient hier encore la grève générale d'idiotie ont dû à nouveau capituler devant la volonté des travailleurs, qui est de lutter pour la grève générale pour l'amélioration de leur situation.

Mais de même que chez Renault leur mot d'ordre de grève d'une heure le mardi 29 avril 1947 n'était destiné qu'à briser notre grève, de même maintenant ils veulent saboter le mouvement de toute la métallurgie par une manifestation purement symbolique de deux heures de grève en fin de semaine, et par des discours.

Mais chaque travailleur sait maintenant par sa propre expérience que dans ces meetings aucun contradicteur ne peut prendre la parole (place Nationale, l'Île...), que le service d'ordre, au lieu de protéger les ouvriers contre la police ou contre les fascistes, a au contraire pour mission de casser la gueule aux ouvriers mécontents.

Par conséquent, les travailleurs ne peuvent participer à des meetings dirigés par des brigades d'acclamations.

Pour examiner honnêtement et sérieusement la situation actuelle et les moyens d'en sortir, les ouvriers du secteur Collas qui, depuis lundi, continuent la lutte pour le paiement des heures de grève, organisent un meeting sur le lieu de travail, dans leur secteur, au Département 6.

Nous vous invitons tous à ce meeting où chacun, comme vous le savez, peut s'exprimer librement – y compris les responsables de la CGT.

*Le 16-5-47.*

*Le comité de grève du secteur Collas.*

**FAITES CIRCULER**



Seule réponse de la CGT : une nouvelle calomnie.

**CGT-SYNDICAT DES MÉTAUX-FSM**

82, Rue Yves-Kermen

Mardi 13 Mai

## **Travailleurs de la Régie Renault, Tous unis, nous ferons échec aux diviseurs!**

Contre la volonté de plus de mille ouvriers des départements 6 et 18, en violation des règles de la démocratie, moins de 250 énervés s'opposent à la reprise du travail.

Ils barricadent les issues de leurs ateliers, empêchent le passage des wagons de matières premières, arrêtent les moteurs.

Toute l'usine sera-t-elle arrêtée par les agissements d'une poignée de diviseurs ?

**En voilà assez !**

**Nous voulons travailler librement.**

La direction, chargée d'assurer la marche de l'usine, doit prendre ses responsabilités.

Le ministre du Travail Daniel MEYER doit aussi prendre les siennes; s'il avait accordé la rétroactivité des 3 francs au 25 février, nous n'en serions pas là.

À eux de prendre les mesures pour permettre à l'usine de tourner.

On voudrait peut-être que la section syndicale se charge de « forcer » l'obstination des 250 agités ?

La section syndicale ne s'engagera pas dans la voie de la violence, opposant la masse des travailleurs à une petite minorité.

Comment s'expliquer la présence d'un groupe de provocateurs organisés, aujourd'hui démasqués ?

Qui a pu couvrir de son autorité l'embauchage de tels individus ?

Qui a intérêt à paralyser plus longtemps la marche de la Régie Renault?

Toute la lumière doit-être faite !...

...Nous ferons échec à toutes les manoeuvres, d'où qu'elles viennent.

C. G. T.
SYNDICAT DES MÉTAUX
F. S. M.

82, Rue Yves-Kermen

Mardi 13 Mai.

**Travailleurs de la Régie Renault,**

**Tous unis, nous ferons échec aux diviseurs !**

Contre la volonté de plus de mille ouvriers des départements 6 et 18, en violation des règles de la démocratie, moins de 250 énervés s'opposent à la reprise du travail. Ils barricadent les issues de leurs ateliers, empêchent le passage des wagons de matières premières, arrêtent les moteurs.

Toute l'usine sera-t-elle arrêtée par les agissements d'une poignée de diviseurs ?

**En voilà assez !**

**Nous voulons travailler librement.**

La Direction, chargée d'assurer la marche de l'usine, doit prendre ses responsabilités. **Le Ministre du Travail Daniel MEYER doit aussi prendre les siennes, s'il avait accordé la rétroactivité des trois francs au 25 Février, nous n'en serions pas là.**

A eux de prendre les mesures pour permettre à l'usine de tourner. On voudrait peut-être que la Section Syndicale se charge de « forcer » l'obstination des 250 agités ?

La Section Syndicale ne s'engagera pas dans la voie de la violence, opposant la masse des travailleurs à une petite minorité.

**Comment s'expliquer la présence d'un groupe de provocateurs organisés, aujourd'hui démasqués ?**

**Qui a pu couvrir de son autorité l'embauchage de tels individus ?**

**Qui a intérêt à paralyser plus longtemps la marche de la Régie Renault ?**

**Toute la lumière doit être faite !...**

... Nous ferons échec à toutes les manœuvres, d'où qu'elles viennent.

Les Travailleurs de la Régie ne sont pas responsables des conséquences de ces manœuvres, ils ne doivent pas en faire les frais.

C'est pourquoi une délégation de la Section Syndicale s'est rendue hier à la Direction et a obtenu le paiement des heures perdues par suite du manque de pièces.

**Nous resterons unis, pour poursuivre la lutte avec l'ensemble des Métallurgistes Parisiens.**

Pour améliorer nos conditions d'existence.

Pour défendre les nationalisations.

**Vive la Section Syndicale C. G. T. !**

**- Adhérez au Syndicat des Métaux -**

UNION GÉNÉRALISTE DES MÉTALLURGIQUES DE FRANCE

Les travailleurs de la Régie ne sont pas responsables des conséquences de ces manœuvres, ils ne doivent pas en faire les frais.

C'est pourquoi une délégation de la section syndicale s'est rendue hier à la direction et a obtenu le paiement des heures perdues par suite du manque de pièces.

Nous resterons unis, pour poursuivre la lutte avec l'ensemble des métallurgistes parisiens.

Pour améliorer nos conditions d'existence.

Pour défendre les nationalisations.

*Vive la section syndicale CGT !*

**Adhérez au Syndicat des métaux**

La presse commente la « résistance » du secteur Colas.  
*Combat* du 14 mai 1947.

## **Les ateliers 6 et 18 des usines Renault poursuivent la grève**

Hier, à la fin de la matinée, des ouvriers des ateliers 6 et 18 des usines Renault décidaient à l'unanimité de poursuivre leur mouvement de grève. Leur vote suivait une assemblée au cours de laquelle M. Lefaucheu, directeur de la Régie, avait essayé, par quelques propositions, de mettre fin à la grève.

M. Lefaucheu avait notamment déclaré qu'il ne considérerait pas la majoration de trois francs des primes de rendement comme un plafond.

Mais la proposition qu'il fit ensuite aux ouvriers, d'un prêt de 1 500 francs, remboursable par quinzaine après les vacances, pour couvrir les heures perdues pour fait de grève, n'a pas obtenu l'accord des grévistes.

Le comité de grève réclame en effet le paiement intégral des heures de grève. La maîtrise des ateliers 6 et 18, solidaire des ouvriers, a refusé de mettre en marche les moteurs de ces ateliers. Seuls, les ouvriers des ateliers de fabrication des cylindres ont repris le travail. Ils auraient obtenu des primes supplémentaires portant de 3 francs à 8,50 F la prime horaire de production. En revanche, 200 ouvriers du département 31 (boîtes de commandes, charnières, etc.) ont cessé le travail en réclamant le paiement des jours de grève.

M. Daniel Meyer, ministre du Travail, a reçu dans la journée d'hier une délégation de la section syndicale des usines Renault, venue l'entretenir de la situation des ateliers 6 et 18. Le ministre a demandé à la commission syndicale sa collaboration pour résoudre les difficultés posées par cette situation, et démenti les bruits qui couraient sur des négociations entre le ministère et le comité de grève.

M. Lefaucheu s'est également rendu dans l'après-midi au ministère du Travail où il a rencontré M. Daniel Meyer.

### Les mouvements de grève

D'après certaines informations, 6 000 ouvriers des usines Renault du Mans auraient cessé le travail. À Corbeil, les ouvriers des Établissements Decauville, fabrique de matériel de chemin de fer, ont décidé, par 480 voix contre 100, de se mettre en grève (ils réclament une prime horaire de 10 francs).

L'actuel mouvement de grève s'est étendu hier aux usines de Bordeaux, qui protestent contre la mesure de licenciement qui pèse sur 200 de leurs camarades.

Par contre, certaines grèves ont pris fin : c'est ainsi qu'un accord serait intervenu aux papeteries de Corbehem, que les ouvriers de l'usine de camions Berliet doivent reprendre le travail aujourd'hui et que les marins du port de Bordeaux ont conclu un accord avec la direction du port autonome et l'Inscription maritime.

Dans le Nord, les péniches circulent à nouveau normalement ; mais, en revanche, la grève des ouvriers du textile continue dans de grosses usines d'Armentières.

Quant à la CGT, elle redouble de calomnies.

CGT – SYNDICAT DES MÉTAUX - FSM  
82, Rue Yves-Kermen

### Qui tire les ficelles ?

Par les agissements d'une poignée d'agités, l'usine risque d'être totalement désorganisée. Personne de bon sens ne peut croire que 200 hommes peuvent en arrêter 30 000.

Nous sommes en face d'un complot de grande envergure.

#### QUI TIRE LES FICELLES ?

- Les ennemis des nationalisations.
- Les ennemis de l'unité ouvrière.

Qui a pu couvrir de son autorité l'embauchage de ces agités, hommes à tout faire ?

Est-il vrai que le sous-chef de surveillance, chargé des enquêtes à domicile, est un certain Monsieur EMOND Henri, ex-gardien de la paix à la Préfecture de Police depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1942, qui prit part à l'arrestation d'un patriote poursuivi, évadé de l'hôpital ?

En récompense et à titre exceptionnel, il fut proposé inspecteur stagiaire le 16 avril 1943. Il écrit alors à ROTÉE (fusillé pour trahison), chef de la brigade spéciale n° 2, en lui demandant d'être affecté à cette brigade.

Dans cette brigade, EMOND opérait avec BOUTTON, condamné aux travaux forcés. Son dossier mentionne 30 arrestations, dont 13 sont certifiées.

Après sa confrontation en cour de justice, il fut rétrogradé à sa place de gardien. Ambitieux, ce poste ne lui convient plus et il démissionne le 31 juillet 1945. Coïncidence ! Il est embauché à la Régie le lendemain 1<sup>er</sup> août 1945 et chargé de faire les enquêtes à domicile.

Comment s'étonner après cela que des SALVADE, hommes de main de la LVF, arrêté porteur d'un revolver chargé, puissent être embauchés à la Régie Renault ?

Comment s'étonner, que dans un même département, un groupe de provocateurs organisés aient été récemment embauchés ?

On comprend mieux maintenant les liaisons de ces individus avec l'extérieur.

### **TOUTE LA LUMIÈRE DOIT ÊTRE FAITE !**

Voilà qui explique leur « obstination » à entraver la liberté du travail contre la majorité du personnel. Il faut en finir !

Force est de constater que la direction et le ministre du Travail, M. Daniel MEYER, n'ont encore apporté aucune solution.

Face à ces lenteurs troublantes, la section syndicale n'a cessé d'agir. En particulier, pour que des garanties matérielles soient accordées à tous ceux qui veulent travailler.

Elle a obtenu le paiement des heures perdues par suite du manque de pièces.

Elle a insisté pour que le conflit du 6 et du 18 soit réglé rapidement, pour permettre ainsi à tous de travailler le jeudi de l'Ascension payé à 100 %.

**Unis, nous avons obtenu une première victoire, appuyés par la solidarité matérielle de tous les métallurgistes parisiens.**

Avec eux nous mènerons le combat pour l'aboutissement de toutes nos revendications :

- Un meilleur ravitaillement.
- La convention collective avec le contrôle de l'embauche qui éviterait la pénétration d'éléments troubles dans l'usine.
- La prime de production de 10 francs de l'heure.

**C'est pourquoi NOUS ARRÊTERONS LE TRAVAIL**

**VENDREDI, à 18 heures**

**pour assister au GRAND MEETING  
qui aura lieu, à 16 h 30, À LA MAIRIE**

**Vive la section syndicale CGT !**

**ADHÉREZ AU SYNDICAT DES MÉTAUX**

Au bout de quelques jours, la direction capitule et indemnise partiellement les heures de grève pour tous les travailleurs.

## **Avis 1229**

Conformément à l'accord conclu sous l'égide du ministre du Travail :

I. Pour créer un climat social favorable à la production, dès la reprise du travail dans la totalité des ateliers et services,

### **UNE SOMME DE 1 600 FRANCS**

sera versée, à titre d'indemnité uniforme, à tous les membres du personnel de Billancourt et des ateliers détachés de la région parisienne qui ont vu leurs salaires ou appointements réduits.

II. En dehors des acomptes réglementaires qui pourront être accordés et seront remboursés dans les conditions habituelles,

### **UNE AVANCE DE 900 FRANCS**

sera versée à tous les membres du personnel visés par l'article 1 qui en feront la demande. Cette dernière avance sera retenue sur les payes après les vacances, à raison de 150 F par quinzaine.

*Billancourt, le 15 mai 1947*

*La direction*

La CGT a le culot de crier victoire...

CGT - SYNDICAT DES MÉTAUX - FSM  
82, rue Yves-Kermen

*Vendredi 16 mai*

## Une nouvelle victoire!

### APRÈS AVOIR OBTENU:

1. Le paiement des bons coulés au salaire de base.
2. Le paiement des heures perdues pour une cause indépendante de la volonté du travailleur au salaire de la quinzaine précédente.
3. La révision des temps inférieurs à 120 %.
4. Une commission paritaire de révision des chronométrages.
5. L'augmentation de la prime de production de 3 francs de l'heure pour tous.
6. Le paiement de la journée du 1<sup>er</sup> mai.

La section syndicale, poursuivant son action, a obtenu les résultats suivants:

1. **Une indemnité uniforme de 1 600 francs**, pour perte de salaire causée par la lenteur des pourparlers depuis le 29 avril.
2. **Une avance de 900 francs** qui sera retenue sur les payes après les vacances, à raison de 150 francs par quinzaine.

CETTE VICTOIRE fut obtenue hier après deux nouvelles heures de discussion par notre délégation, dans le bureau du ministre du Travail, Daniel MEYER, et en présence de la direction. L'accord ne put se réaliser sur le paiement de la journée de l'Ascension.

De retour à 11 heures, la délégation syndicale rendait compte de son mandat aux 330 responsables syndicaux et délégués du personnel réunis en conseil syndical extraordinaire, qui ratifièrent cette victoire à l'unanimité.

### **Une fois de plus notre UNION a prouvé son efficacité.**

Les adversaires de l'unité ouvrière et des nationalisations l'ont appris à leurs dépens.

Leurs agissements seront dénoncés. Ils seront tous démasqués.

### **Toute la lumière doit être faite sur les conditions d'embauche des perturbateurs.**

Notre dossier s'ouvrira!



## **LA LUTTE N'EST PAS TERMINÉE !**

...c'est pourquoi, CE SOIR, les 350 000 métallurgistes de la région parisienne, en débrayant, à 16 heures, clameront — dans 33 rassemblements — leur volonté d'obtenir :

- I. L'augmentation de la prime de production de l'ordre de 10 F de l'heure.
- II. Les conventions collectives.
- III. Un meilleur ravitaillement.
- IV. L'exonération de l'impôt sur la base de 84 000 francs.

**AVEC LES MÉTALLURGISTES  
DE BOULOGNE-BILLANCOURT,**

**— Tous et toutes, en masse, à 16 heures —  
PLACE DE LA MAIRIE DE BOULOGNE**

Le compte rendu — de l'entrevue ayant lieu ce matin avec les représentants du syndicat patronal — sera fait à ce grand rassemblement ou prendront la parole :

**HENRI DELAME**  
Secrétaire du syndicat des Métaux  
de Boulogne

**ALBERT CARN**  
Secrétaire général de l'union syndicale  
de la Métallurgie

**SOYONS TOUS UNIS**

**Pour être toujours plus forts, groupons-nous  
en masse dans notre section syndicale.  
VOILÀ LA CONDITION D'AUTRES VICTOIRES !**

La commission de solidarité communiquera dans le courant de la journée un premier bilan des dépenses de secours au personnel en grève.

### **BULLETIN D'ADHÉSION**

Promotion Alfred COSTES - Eugène HÉNAFF - Albert CARN  
Je déclare donner mon adhésion à la C. G. T. sous le signe de la promotion  
Alfred COSTES-Eugène HÉNAFF - Albert CARN, fidèles défenseurs des  
métallurgistes de chez RENAULT.

NOM      PRÉNOM      AGE      PROFESSION  
DÉPARTEMENT      ATELIER

...Et *l'Humanité* pose à la vertu outragée.

## Les apprentis sorciers

(*l'Humanité* du 17 mai 1947)

L'avons-nous assez dit que la situation de la classe ouvrière devenait intolérable! Avons-nous assez prévenu qu'aux difficultés grandissantes de l'existence quotidienne s'ajoutait le sentiment profond d'une formidable injustice dont étaient les victimes précisément ceux qui ont le mieux mérité de la Patrie, dans la lutte pour la libération comme dans la bataille de la reconstruction!

Paroles au vent. Il faut à la misère du peuple une autre voix que celle de la raison pour se faire entendre. Il en était ainsi hier, nous ne pouvons que regretter qu'il en soit encore ainsi aujourd'hui.

Il y a mieux ou pire. On a tenté de jouer avec la souffrance des travailleurs en se livrant à de misérables manœuvres partisans.

On a cherché à utiliser contre la seule organisation syndicale sur laquelle la classe ouvrière puisse compter, la Confédération générale du travail, le courroux accumulé par d'autres.

Il faut le dire, le rappeler: la légitime grève des usines Renault fut, durant quelques jours, considérée par certains comme une machine de guerre contre les syndicats confédérés.

Ceux qui s'opposent avec le plus d'énergie aux primes à la production, telles que les réclamaient les grévistes, encourageaient leur action.

Relisez les journaux des premiers jours de la grève. Les plus violemment réactionnaires étaient les plus enthousiastes pour le mouvement. Même des journaux comme *Le Populaire*, *l'Aube*, mêlaient leur voix au concert de *L'Époque*, de *L'Aurore*.

La Confédération des travailleurs chrétiens faisait partie des orateurs, publiait des communiqués d'une démagogie et d'une violence peu communes chez les gens d'Église, sans se soucier de l'attitude hostile de ses ministres MRP.

S'agissait-il chez ces gens-là de défendre les ouvriers de la Régie Renault? C'était bien le dernier de leurs soucis.

Pour eux, la grève était dirigée contre la CGT. On ne sait trop pourquoi, ils s'étaient imaginé que le syndicat confédéré intéressé condamnerait la grève.

Ils avaient confondu notre souci permanent de démasquer les quelques éléments troubles, provocateurs, qu'on n'a pas perdu l'habitude de glisser au milieu des ouvriers, avec une opposition systématique à l'action ouvrière.

Autrement dit, ces fiers-à-bras étaient bien décidés à jouer le rôle d'incendiaires à condition que nous remplissions celui de pompiers.

Ils avaient agi ainsi lors de la grève des PTT en août 1946. Ils estimaient avoir obtenu un certain succès. Pourquoi se seraient-ils gênés pour recommencer ?

Quand on pense petitement, quand on a toute sa volonté tendue vers des manœuvres subalternes, on ne saurait juger sainement des grands courants d'opinion et apprécier justement ce qui se passe dans les masses populaires.

Les apprentis sorciers ont libéré des forces qu'ils ne soupçonnaient pas.

Ils ont soulevé le couvercle de la marmite dans la seule pensée de nous jouer un mauvais tour. Ils sont, aujourd'hui, tout étonnés, voire indignés, que nous ne nous précipitions pas pour rajuster le couvercle.

Car les choses vont ainsi, que le grand reproche que nous adressent maintenant les « gréviculteurs » réactionnaires, c'est de ne point condamner les grèves ayant pour objet d'obtenir l'allocation de primes à la production.

Depuis quelques semaines nous les écoutions, amusés, proclamer que la CGT perd son autorité et ses adhérents (s'ils voyaient nos chiffres, ils seraient bien surpris), et les voilà tout d'un coup qui s'indignent parce que nous ne mettons pas notre autorité au service de leur politique de réaction.

La CFTC, de son côté, voyant que l'affaire est sérieuse, a perdu toute jactance. Elle est pour la politique de blocage des salaires. Après avoir poussé à la grève, alors qu'ils croyaient que c'était pour rire, ses dirigeants se souviennent tout d'un coup de leur passé.

Ce passé où ils se flattaient d'avoir brisé des grèves à Hal-luin, à Cours, à Thizy, dans le Rhône, et ce avec l'appui du patronat et du haut clergé. Les faux braconniers redeviennent

gardes-chasse. Ils volent au secours du patronat de la métallurgie parisienne.

Nous n'avons que dégoût et mépris pour des procédés aussi dégradants. Nous continuerons tranquillement à servir les intérêts de la classe ouvrière, qui sont inséparables de ceux de la nation. Nous soutiendrons toute action tendant à l'octroi de primes à la production et, ce faisant, nous continuerons à bien servir la France.

Et nous nous réjouissons chaque fois que dans une industrie, dans une entreprise, les ouvriers obtiendront gain de cause.

PS - Il est temps de mettre un terme aux divagations de ceux qui veulent à tout prix que la CGT ait subi un échec aux élections pour la Sécurité sociale.

Pour des résultats incomplets, la CGT obtient 3 200 000 voix.

Or, pour des raisons diverses, dont la principale est que de nombreux employeurs ont négligé, souvent volontairement, de faire inscrire leurs ouvriers, il n'y a eu environ que 46 % des assurés qui ont voté.

Plus d'un million de syndiqués de la CGT n'ont pas pris part au vote, n'étant pas assurés. Ce sont notamment les cheminots, les mineurs, les travailleurs des services publics.

Faisons le compte :

Si l'on admet, et c'est le moins qu'on puisse dire, que la CGT aurait eu la même proportion des votes sur l'ensemble des assurés, cela donne : 7 millions, plus un million de syndiqués non électeurs = 8 millions.

C'est tout.

*Benoît FRACHON*

Dans ce tract, la CGT jette un dernier venin.

CGT – SYNDICAT DES MÉTAUX – FSM  
82, rue Yves-Kermen

Lundi 19 mai 1947

## **Le complot a été brisé! Unis, nous irons à de nouvelles victoires**

Après notre magnifique victoire acquise grâce à notre union fraternelle, le travail a repris complètement. Ainsi prend fin un conflit qui aurait pu être réglé beaucoup plus tôt.

Les attaques contre l'unité ouvrière et la Régie Renault ont été mises en échec.

Le complot a été brisé – notre section syndicale en sort grandie. Les diviseurs ne tarderont pas à être tous démasqués publiquement.

Voici aujourd'hui de nouvelles pièces au dossier :

– Quel rôle joue dans l'usine le nommé JOUAN René, atelier 43 (ayant appartenu à la police de Pétain, à Versailles. depuis août 1941), licencié de la police le 16 janvier 1946, embauché quelques jours après à la Régie Renault comme OS, à cause d'un essai insuffisant, mais passé régleur depuis ?

Ce JOUAN diffuseur de *la Vérité* et des tracts CNT !

Ce JOUAN qui, faisant écho à ses complices des Départements 6 et 18, s'est montré si « actif », depuis le début du conflit, pour arrêter les moteurs aux ateliers 43 et 309, dans le but d'empêcher la reprise du travail voulue par les ouvriers...

Est-ce par pure coïncidence que plusieurs nouveaux embauchés des Départements 6 et 18 se sont signalés parmi les plus virulents dans les attaques contre la CGT ?

Pourquoi deux d'entre eux ont-ils quitté l'usine dès la fin du conflit ?

N'ont-ils pas été chargés d'accomplir leur mauvaise besogne ailleurs ? Mêmes méthodes que chez RATEAU, à La Courneuve, il y a quelques mois, où il fut prouvé que, huit jours avant la grève dirigée au début contre la section syndicale CGT, de nouveaux embauchés avaient joué un rôle « actif » et ont disparu aussitôt après.

**QUEL JEU JOUENT CES PROVOCATEURS  
PROFESSIONNELS ?**

QUI TIRE LES FICELLES? Qu'attendent les pouvoirs publics pour ouvrir une enquête sur tous ces perturbateurs si bien recrutés?

- Qu'est devenu le policier de la BS2: Henri EMOND, sous-chef de surveillance? Où en est l'enquête sur le volontaire de la LVF SALVADÉ? Quel rôle étaient chargés de jouer tous ces individus suspects?

De quelle protection ont-ils bénéficié?

TOUTE LA LUMIERE DOIT ÊTRE FAITE, les travailleurs de la Régie Renault l'exigent.

- Voilà les gens pour qui s'est solidarisée publiquement la CFTC place Nationale, dès le début du conflit.

- Voilà les gens que soutenait la presse réactionnaire jusqu'au *Populaire* et à *L'Aube* qui ont mêlé leurs voix dans ce concert. Mais ces gens-là n'ont pas été écoutés.

Tous et toutes, nous n'avons cessé de placer notre confiance aux hommes qui marchent dans la voie tracée par les Timbaud, les Gautier et tant d'autres martyrs tombés dans la lutte, pour que nous connaissions une vie plus heureuse.

**NOUS RESTERONS PLUS UNIS QUE JAMAIS.**

Organisés dans notre section syndicale, nous ferons aboutir nos revendications:

1. Revalorisation de la profession d'OS et d'employé dans le cadre de la convention collective
2. Paiement des heures supplémentaires à partir de la huitième heure.
3. Contrôle de l'embauchage et du licenciement.
4. Institution d'un salaire lié au rendement pour les mensuels.
5. Révision des modalités d'avancement: « promotion ouvrière ».

Dans chaque atelier et service, élaborons nos cahiers de revendications particulières.

Renforçons nos sections syndicales, arme de défense de nos intérêts!

Avec tous les métallurgistes parisiens, agissons pour faire aboutir toutes les autres revendications posées par l'union syndicale de la Métallurgie.

**Vive la section syndicale de la Régie Renault!**

Mais la ténacité du secteur Collas est saluée par quelques journaux. Extrait de *Paris-Ouest*, journal de Marceau Pivert<sup>1</sup>:

Le conflit des usines Renault est apaisé. Les ouvriers ont tous repris le travail. La première bataille est terminée. Quel est le bilan d'une grève historique de trois semaines qui marque un tournant de la vie syndicale française ?

Quand la majorité des travailleurs avaient décidé le vendredi 9 mai de cesser le combat faute de subsides – aucun versement de solidarité n'avait été effectué par la CGT – certains expliquaient joyeusement que la grève ne payait pas, et que la direction syndicale avait raison contre une « poignée d'excités » en demandant l'acceptation des conditions gouvernementales (prime à la production, mais non-paiement des jours de grève). Les ouvriers perdaient donc plus de la moitié du salaire mensuel. Le patronat victorieux pouvait brandir le chantage à la misère comme arme antiouvrière.

Mais ce que la direction syndicale n'avait pu, par négociation, obtenir du gouvernement (le versement d'une indemnité remboursant, au moins en partie, la perte de salaire), le « comité de grève », en faisant poursuivre la grève trois jours de plus par ceux du secteur Collas, obtenait du ministre 1 600 francs pour chaque ouvrier de la Régie Renault.

C'est pourquoi nous pouvons dire « Honneur aux Départements 6 et 18 » qui ont su mener le combat, malgré l'hostilité de tous, des bonzes communistes au patronat.

En effet, ce sont ces ouvriers qui, au nombre de 1 800, avaient débrayé pour appuyer leurs revendications pleinement justifiées.

C'est cette « équipe d'énergumènes » – « 1 500 sur 30 000 ! », disait *l'Humanité*, minimisant la grève – qui réussit à transformer cette lutte locale en un combat généralisé à toute l'usine.

Pour la première fois les calomnies n'avaient pas payé. La masse des travailleurs reconnaissait les siens. Tandis que les cadres cégétistes braillaient des discours démagogiques et sa-

---

1 Au sein du Parti socialiste, Marceau Pivert fut un électron libre, s'opposant au secrétaire général Guy Mollet quand celui-ci devint le principal responsable de la répression en Algérie en 1956-1957.

botaient le moral des ouvriers (les enfants crient famine, les femmes sans ressources, une quinzaine sans paye), tandis que le découragement apparaissait sur les visages (chaque gréviste n'avait reçu qu'un litre de lentilles et un peu de morue pour 12 jours de grève). Et le renversement de majorité du 9 mai était naturel. C'est alors que le « comité de grève », appuyé par l'unanimité des métallos des deux départements d'avant-garde, décidait de poursuivre la lutte et publiait un tract : *« Sans paiement des heures de grève, le droit légalement reconnu à la grève ne serait, en fait, que le droit de se laisser mourir de faim ! Nous n'avons pas le choix : comme en travaillant on n'arrivait pas à joindre les deux bouts, nous n'avons pas de réserve pour attendre la prochaine paye. Nous préférons crever de faim pour obtenir notre droit que d'engraisser les riches actionnaires de la Régie. »*

Pendant ce temps, la direction syndicale publiait lundi un appel, suivi le lendemain d'un autre :

*« Moins de 250 éternés s'opposent à la reprise du travail. Nous voulons travailler librement. On voudrait peut-être que la section syndicale se charge de « forcer » l'obstination de 250 agités. Comment s'expliquer la présence d'un groupe de provocateurs organisés, aujourd'hui démasqués ? Nous sommes en face d'un complot de grande envergure. Qui tire les ficelles ? »*

Et le tract communiste dénonçait le personnel dirigeant l'embauchage, comme hitlériens bien connus.

Mais, malgré ces provocations policières, les camarades du secteur Collas ont tenu bon. Faute de boîtes de vitesses, de pignons, etc., l'usine entière tournait au ralenti et menaçait de s'arrêter entièrement.

Le 15 mai, le ministre du Travail accordait 1 600 francs à chaque travailleur *« comme indemnité devant favoriser la reprise de la production »*. Le « comité de grève » avait gagné contre la direction cégétiste. L'action ouvrière l'emportait sur la calomnie, le syndicalisme sur la politique.

L'exemple de chez Renault ne sera pas oublié. Tous les travailleurs comprendront bientôt où est leur voie.

Merci à ceux du secteur Collas !

Pierre CLOS



Pierre Bois tire les leçons de la grève dans *La Voix des travailleurs de chez Renault* (n° 6 – 20 mai 1947).

## CONCLUSIONS SUR NOTRE GRÈVE

par Pierre Bois  
du comité de grève Collas

Nous étions entrés en lutte pour arracher les 10 francs sur le taux de base, comme acompte sur le minimum vital calculé sur l'indice des prix. Mais nous avons repris le travail avec l'au-mône de 3 francs de « prime ».

Les responsables officiels du syndicat vantent cette « victoire », cependant déjà annihilée pour les mois à venir par l'inflation (rien que dans les deux dernières semaines, l'État vient de mettre en circulation vingt nouveaux milliards de francs-papier) Il n'a pas été question, dans les négociations officielles du syndicat, de garantir notre salaire par l'ECHELLE MOBILE, c'est-à-dire son calcul sur l'indice des prix.

Mais notre lutte, même sabotée, a-t-elle été inutile ? Tout au contraire ! Si nous avons subi un échec PARTIEL quant aux gains immédiats, nous avons, par contre, réussi à renverser complètement la vapeur.

Nous avons tout d'abord prouvé à tous ceux qui nous croyaient mûrs pour la capitulation, résignés aux bas salaires, à l'esclavage économique, que la classe ouvrière n'a rien perdu de sa capacité de lutter, unie pour la défense de ses intérêts vitaux.

Nous avons secoué le joug de nos soi-disant représentants qui, au lieu d'être les défenseurs de nos revendications, étaient devenus nos gardes-chiourme.

Nous avons obligé la direction patronale à reconnaître le principe du PAIEMENT DES HEURES DE GRÈVE.

Nos revendications, les 10 francs et l'échelle mobile, sont approuvées par la majorité des ouvriers de la France entière (voir les journaux), et la direction syndicale officielle devra lutter réellement pour ces revendications, sinon une deuxième vague ouvrière la jettera elle-même par-dessus bord.

N° 6

20 MAI 1947

# La Voix des Travailleurs

## DE CHEZ RENAULT

### CONCLUSIONS SUR NOTRE GRÈVE

par Pierre BOIS  
du Comité de grève Collas

Nous étions entrés en lutte pour arracher les 10 francs sur le taux de base, comme accepté sur le minimum vital calculé sur l'indice des prix. Mais nous avons repris le travail avec l'aumône de 3 francs de « prime ».

Les responsables officiels du syndicat vantent cette « victoire », cependant déjà annihilée pour les mois à venir par l'inflation (rien que dans les deux dernières semaines, l'Etat vient de mettre en circulation vingt nouveaux milliards de francs-papier) Il n'a pas été question, dans les négociations officielles du syndicat, de garantir notre salaire par l'ECHELLE MOBILE, c'est-à-dire son calcul sur l'indice des prix.

Mais notre lutte, même sabotée, a-t-elle été inutile ? Tout au contraire ! Si nous avons subi un échec PARTIEL quant aux gains immédiats, nous avons, par contre, réussi à renverser complètement la vapeur. Nous avons tout d'abord prouvé à tous ceux qui nous croyaient mûrs pour la capitulation, résignés aux bas salaires, à l'esclavage économique, que la classe ouvrière n'a rien perdu de sa capacité de lutter, unie pour la défense de ses intérêts vitaux.

Nous avons secoué le joug de nos soi-disant représentants qui, au lieu d'être les défenseurs de nos revendications, étaient devenus nos gardes-chiourme.

Nous avons obligé la direction patronale à reconnaître le principe du PAIEMENT DES HEURES DE GREVE.

Nos revendications, les 10 francs et l'échelle mobile, sont approuvées par la majorité des ouvriers de la France entière (voir les journaux), et la direction syndicale officielle devra lutter réellement pour ces

revendications, sinon une deuxième vague ouvrière, la jettera elle-même par-dessus bord.

En lançant son appel à la grève générale, le Comité de grève avait affirmé sa conviction que la victoire totale des revendications pouvait être obtenue.

En regard des résultats obtenus, ne pourrait-on pas dire qu'il a été trop optimiste ? Qu'on en juge : il a suffi que deux départements, 6 et 18, continuent la grève, appuyés sur la sympathie active de toute l'usine, pour que la revendication sur laquelle les bonzes syndicaux avaient capitulé — le paiement des heures de grève — soit accordée à toute l'usine. C'est ainsi que nous avons obtenu les 1.600 francs.

Il a suffi, d'autre part, de la grève Renault pour qu'une vague d'augmentations, allant jusqu'à 10 fr., soit accordée dans presque toutes les usines. C'est ainsi que les usines Citroën ont obtenu les 3 francs sans un seul jour de grève.

Il n'y a pas de doute qu'une grève générale aurait arraché la victoire totale.

Mais la grève générale était-elle possible ?

La grève générale manifeste sa réalité tous les jours en province et à Paris. La grève générale ce n'est pas une chose qu'on décrète, c'est un mouvement profond surgi de la volonté unanime de toute la classe ouvrière, quand elle a compris qu'il n'y a pas d'autres moyens de lutte. En présence de cette volonté de la classe ouvrière, on peut seulement agir de deux façons : soit, comme l'a fait le Comité de grève, donner le maximum de forces à l'action ouvrière en unifiant en un seul combat livré par la classe ouvrière pour des objectifs communs : LA GREVE GENERALE; soit, comme la

En lançant son appel à la grève générale, le comité de grève avait affirmé sa conviction que la victoire totale des revendications pouvait être obtenue.

En regard des résultats obtenus, ne pourrait-on pas dire qu'il a été trop optimiste ? Qu'on en juge : il a suffi que deux départements, 6 et 18, continuent la grève, appuyés sur la sympathie active de toute l'usine, pour que la revendication sur laquelle les bonzes syndicaux avaient capitulé — le paiement des heures de grève — soit accordée à toute l'usine. C'est ainsi que nous avons obtenu les 1 600 francs.

Il a suffi, d'autre part, de la grève Renault pour qu'une vague d'augmentations, allant jusqu'à 10 F, soit accordée dans presque toutes les usines. C'est ainsi que les usines Citroën ont obtenu les 3 francs sans un seul jour de grève.

Il n'y a pas de doute qu'une grève générale aurait arraché la victoire totale.

Mais la grève générale était-elle possible ?

La grève générale manifeste sa réalité tous les jours en province et à Paris. La grève générale, ce n'est pas une chose qu'on décrète, c'est un mouvement profond surgi de la volonté unanime de toute la classe ouvrière, quand elle a compris qu'il n'y a pas d'autres moyens de lutte. En présence de cette volonté de la classe ouvrière, on peut seulement agir de deux façons : soit, comme l'a fait le comité de grève, donner le maximum de forces à l'action ouvrière en unifiant en un seul combat livré par la classe ouvrière pour des objectifs communs : LA GRÈVE GÉNÉRALE ; soit, comme la fraction dirigeante de la CGT et de la CFTC, fractionner les luttes ouvrières, les séparer artificiellement les unes des autres. Les mener dans l'impasse des primes.

Or, de même que la grève Collas, le vendredi 25 avril, avait entraîné dans la lutte toute l'usine Renault, la continuation de la grève dans toute l'usine aurait entraîné dans la lutte ouverte toute la classe ouvrière.

De la lutte que nous venons de mener, il reste prouvé que la grève est l'arme revendicative essentielle des travailleurs. Il reste prouvé également que, quelles que soient les manœuvres intéressées, pour ou contre la grève, de tous les pêcheurs en eau trouble, la volonté unanime des travailleurs est capable de triompher de tous les obstacles.

Dans nos prochaines luttes, nous entrerons mieux préparés et nous obtiendrons ce que nous n'avons pu obtenir cette fois-ci.

En juin 1947, le SDR appelle les travailleurs de chez Renault à s'abstenir lors des élections de délégués du personnel, ce qui leur permettrait de présenter des candidats.

### **Camarades de chez Renault**

Les 18 et 23 juin ont lieu les élections des délégués du personnel. Ces élections sont réglementées de telle façon qu'il nous est impossible d'élire des délégués de notre choix.

1° Les candidats sont tous désignés par en haut; il n'existe aucune possibilité pour les ouvriers du rang de présenter des candidats à eux, s'ils ne passent pas par l'intermédiaire des dirigeants de la CGT ou de la CFTC.

2° Une seule liste est établie pour toute l'usine, c'est-à-dire que les ouvriers sont appelés à se prononcer sur des noms qu'ils ne connaissent pas, ce qui fait que, si un candidat d'un secteur est mis sur la liste contre la volonté des ouvriers de ce secteur, il peut être élu quand même par les voix des autres secteurs qui ne le connaissent pas.

Au secteur Collas, par exemple, les candidatures proposées par plus de 1 000 ouvriers ont été repoussées, tandis que les candidatures retenues ont été proposées par 7 ouvriers.

À deux jours des élections, nous ne connaissons même pas les candidats. Le jour des élections, nous serons mis devant un fait accompli. On nous présentera des candidats que nous ne connaissons pas, et ceux qui les connaissent n'auront pas eu la possibilité de discuter les candidatures puisqu'elles auront été présentées au dernier moment.

On veut nous faire voter « démocratiquement », mais on supprime la campagne électorale.

Or, nous sommes en droit de douter de pas mal de nos délégués qui, pendant la grève, ont eu une attitude de jaunes.

Au nom de l'unité, on nous demande de faire confiance à la section syndicale. Comment pouvons-nous faire confiance, sans une large discussion préalable et sans aucune garantie, à des gens qui nous ont fait reprendre le travail avec une augmentation de 3 francs, alors que la lutte prolongée de quatre jours dans un seul secteur, nous a fait obtenir les 1 600 francs ?

Maintenant que les élections approchent, l'attitude des responsables cégétistes se fait « habile ». Mais ce qui nous in-

téresse, ce n'est pas qu'ils soient aimables à la veille des élections, mais qu'ils respectent les droits des ouvriers. S'ils étaient démocratiques et honnêtes, ils auraient pu le prouver malgré la loi bourgeoise en vigueur, en faisant désigner les candidats de leur liste par tous les ouvriers de chaque département. NOUS AURIONS TOUS VOTÉ POUR UNE TELLE LISTE. Mais ils ne l'ont pas fait, parce que permettre aux ouvriers de s'exprimer librement, de choisir qui leur plaît, ce serait, pour les bureaucraties, la fin de ce qu'ils aiment le plus, c'est-à-dire : commander aux ouvriers et les mener comme on mène des moutons.

Nous voulons des délégués à nous, et non pas de délégués qui, une fois élus, deviennent nos gardes-chiourme.

**C'est pourquoi nous demandons aux camarades de notre usine de S'ABSTENIR TOUS AUX PREMIER ET DEUXIÈME TOURS DES ÉLECTIONS DE DÉLÉGUÉS, pour pouvoir PRÉSENTER, AU TROISIÈME TOUR, UNE LISTE DE DÉLÉGUÉS DE NOTRE CHOIX, PAR DÉPARTEMENT.**

Camarades, il est indispensable que nous suivions tous ce mode d'action, même ceux d'entre nous qui veulent voter pour des délégués désignés par la CGT. Car si nous boycottons les premiers et deuxième tours, nous briserons une réglementation bureaucratique qui nous interdit d'élire librement les délégués parmi les camarades que nous connaissons et dont nous pouvons contrôler l'action..

Si nous n'étions pas capables, en ce qui concerne nos propres affaires et notre propre représentation d'usine, d'imposer des élections libres, comment pourrions-nous conquérir plus de liberté et de bien-être en dehors de l'usine ?

**NE VOTEZ PAS AUX PREMIER ET DEUXIÈME  
TOURS POUR POUVOIR COMPOSER  
AU TROISIÈME TOUR UNE LISTE DONT LES  
CANDIDATS SERONT DÉSIGNÉS DANS CHAQUE  
DÉPARTEMENT PAR TOUS LES OUVRIERS.  
RÉVOCABILITÉ DES DÉLÉGUÉS  
PAR UN SIMPLE VOTE LOCAL.**

*La CE du Syndicat démocratique Renault (SDR)  
(L'ex-comité de grève.)  
17-6-1947.*

# Postace

Les deux textes qui suivent, rédigés après le décès de Pierre Bois, sont de Hardy, compagnon de combat de Pierre Bois.



**Préface à la réédition, en mai 2009,  
de la brochure  
sur la grève Renault d'avril-mai 1947**

Cette grève d'avril-mai 1947 chez Renault est citée dans beaucoup d'ouvrages consacrés à l'histoire de l'après-guerre, car elle fut la raison invoquée par le président du Conseil de l'époque, le socialiste Paul Ramadier, pour mettre fin à la délégation ministérielle des ministres du Parti communiste Français.

En fait, la participation gouvernementale du PCF était alors de toute façon condamnée par l'évolution de la situation internationale, c'est-à-dire le début de la guerre froide et le soutien financier que, dans ce contexte, les États-Unis via le plan Marshall allaient apporter à l'Europe.

Entre juin 1944 et le 8 mai 1945 – signature de l'armistice – l'armée allemande avait évacué complètement l'Europe occidentale, dont la France, et avait dû se retirer d'une grande partie du territoire allemand.

Le 25 avril, alors que l'Armée rouge avait atteint Berlin, les troupes américaines n'avaient atteint que l'Elbe, où les deux alliés du moment firent leur jonction.

Cette période de vide étatique dans les territoires qui n'étaient provisoirement plus occupés avait été crainte par l'Angleterre et les États-Unis comme un danger d'insurrections, voire de crise révolutionnaire.

Cette inquiétude n'était pas vaine et, bien qu'il n'y eût que trois pays où cela se produisit vraiment, cela suffit



pour justifier les craintes d'un grand nombre de pays européens, et même de Churchill.

D'abord, ce fut en Italie que la question de la participation d'un parti communiste à un véritable gouvernement se posa en premier. Le débarquement anglo-américain en Sicile (10 juillet 1943) fut suivi par une révolution de palais. Mussolini fut renversé et arrêté le 25 juillet 1943, et le roi confia la formation d'un nouveau gouvernement au maréchal Badoglio, ex-chef d'état-major général de l'armée, qui avait servi le régime fasciste pendant des années. Le débarquement des Anglo-Américains dans le sud du pays donna le signal d'un renversement d'alliances car le nouveau gouvernement italien, réfugié à Brindisi, déclara la guerre à l'Allemagne. Mais la bourgeoisie italienne avait d'autant plus besoin d'associer le Parti communiste aux responsabilités gouvernementales que, dans le nord du pays qui fut occupé par les Allemands jusqu'à la fin de la guerre, se développait un important mouvement de partisans, largement dominé par ce parti.

Le Parti communiste italien refusa, dans un premier temps, d'entrer au gouvernement, reprochant à juste titre à Badoglio son passé fasciste. Mais, rentré d'URSS au printemps 1944, le secrétaire général du PCI, Togliatti, lui fit exécuter le « tournant de Salerne » et devint vice-président du gouvernement Badoglio le 22 avril 1944.

En Yougoslavie, Tito unifia les organisations de résistance des différentes nationalités de ce pays, et la résistance intérieure rejeta elle-même l'armée allemande. Malgré la volonté de Staline, Tito ne respecta pas les accords entre les Alliés, qui voulaient y rétablir la monarchie, et prit le pouvoir en proclamant la république.

Enfin, en Grèce, la Résistance, l'ELAS, chassa l'armée allemande mais s'opposa victorieusement à l'armée

anglaise, qui là aussi voulait rétablir la monarchie, jusqu'à ce que l'Angleterre retire ses troupes en laissant les USA se charger d'envoyer les leurs.

Du coup, beaucoup de bourgeoisies européennes ne rejetèrent pas l'aide des différents partis communistes – quand elles ne la sollicitèrent pas – pour museler les masses populaires, les entraîner vers des impasses patriotiques et empêcher tout mouvement révolutionnaire.

En France, de Gaulle fut un précurseur. Pour s'imposer comme le chef de la France aux yeux des Alliés, il avait besoin de la résistance intérieure, et celle-ci ne devait pas être un danger. Comme elle était essentiellement constituée de militants communistes, de Gaulle avait besoin avant tout du soutien du PCF. Il avait reçu à Londres, dès janvier 1943, Fernand Grenier, le représentant de ce parti. Quatre mois plus tard le Parti communiste participait à la création du Conseil national de la Résistance, ce qui symbolisait son ralliement inconditionnel à de Gaulle.

Le 4 avril 1944, ce dernier fit entrer au sein de l'embryon de gouvernement provisoire, qui siégeait à Alger, deux représentants du PCF : Fernand Grenier et François Billoux.

Associer au pouvoir des partis communistes, au fur et à mesure du retrait des troupes allemandes, se produisit en Italie, en Belgique, en Autriche et en Norvège, pays où cette participation gouvernementale fut la plus courte, de juin à novembre 1945, tandis que dans tous les autres cas elle se prolongea jusqu'en 1947.

Au premier semestre 1947, tous les ministres du Parti communiste dans ces gouvernements furent évincés, y compris du gouvernement républicain espagnol en exil. Car Franco était resté au pouvoir avant, pendant et après la guerre.

Avec le recul du temps et vu la période, le rôle de la grève Renault pourrait ne plus avoir qu'un intérêt anecdotique. Mais, sur le plan politique et surtout sur l'attitude de militants révolutionnaires au sein d'un mouvement social important, elle reste un exemple riche d'enseignements.

Pierre Bois, qui avait 25 ans à l'époque, appartenait à une petite organisation trotskyste fondée en 1942 par David Korner, un militant d'origine roumaine qui, en 1936, avait gagné la France avec sa compagne. Ils souhaitaient rejoindre la révolution espagnole mais, étant donné les événements qui se déroulaient alors en France, sur les conseils de Trotsky à la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est en France qu'ils restèrent.

Le groupe La Lutte de Classes, créé par Korner en 1942, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, ne comportait qu'une poignée de militants autour de son fondateur, parmi lesquels Pierre Bois, ex-cheminot, qui était entré en usine à la Libération pour y mener une activité révolutionnaire. David Korner (dit Barta) était convaincu que, même si le PCF était à l'apogée de sa puissance et contrôlait étroitement une CGT qui avait quasiment le monopole de la représentation syndicale, il ne fallait pas croire que des militants d'extrême gauche ne pouvaient pas jouer un rôle dans les luttes sociales ni même en prendre la tête. La grève Renault montra que c'était possible, à condition que les militants sachent exprimer les sentiments et les besoins des travailleurs.

D'autant que le PCF était en première ligne pour faire accepter à la classe ouvrière les sacrifices que la bourgeoisie allait lui imposer. La bourgeoisie française devait relever son industrie détruite par les bombardements alliés et la guerre sur son sol, et pour cela elle manquait

de capitaux. Même l'État ne pouvait lui procurer tout ce dont elle avait besoin. Au prix de gros sacrifices pour la population, l'État remit en état des secteurs stratégiques, comme les routes et les ponts, les chemins de fer et la production d'énergie, comme les mines, les installations et le réseau de lignes électriques.

Pour parvenir à cela, le pays manquait de capitaux, d'acier, de charbon, etc., et les travailleurs manquaient de l'indispensable. Le pain était sévèrement rationné, les matières grasses de même. La viande, n'en parlons pas. Les tickets de rationnement permettaient par exemple d'acheter 50 grammes de viande avec os par semaine. Le lait était, à juste titre, quasiment réservé aux jeunes enfants. Et le PCF mettait toutes ses forces à faire accepter aux travailleurs de travailler plus et plus.

De très nombreux logements avaient été détruits par les bombardements alliés et une partie de la classe ouvrière vivait ou dans des taudis ou dans des baraquements. Pendant ce temps, le PCF clamait de toutes ses forces: « *Il faut produire d'abord, revendiquer ensuite* ». « *Pour gagner plus, il faut travailler plus* », disait-il... déjà.

L'Union communiste n'était qu'un tout petit groupe, même en comparaison des forces militantes du PCI (le Parti communiste internationaliste) qui revendiquait le titre de Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est pourtant l'Union communiste qui anima cette grève et jamais le PCI ne joua un rôle comparable dans un mouvement de cette importance.

En fait, la politique de l'Union communiste vis-à-vis des appareils réformistes était fondamentalement différente de celle du PCI. Ce qui sous-tendait sa politique, c'était la conviction que les révolutionnaires devaient s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière et pas

seulement à sa fraction organisée dans les appareils politiques ou syndicaux qui, selon le PCI, était par définition plus consciente que les autres. Cela allait, pour les militants du PCI, jusqu'à essayer d'apparaître comme les premiers et les meilleurs résistants et à ne pas exprimer, dans les entreprises, leurs critiques de la politique des appareils réformistes pour être tolérés par ceux-ci.

Il est vrai qu'il était impossible pour un militant révolutionnaire d'afficher ses idées et son appartenance politique s'il voulait participer à la vie syndicale, voire rester tout simplement dans l'entreprise, car les appareils bureaucratiques staliniens ne reculaient ni devant la délation ni devant la provocation. Il n'était donc pas question pour les militants, quels qu'ils soient, d'apparaître drapeau déployé. La différence était que, dans la presse d'entreprise que diffusaient clandestinement les militants et sympathisants de l'UC, les problèmes essentiels de la classe ouvrière, la politique du gouvernement, celle de la direction de Renault mais aussi l'attitude de la CGT et du PCF, étaient expliqués et commentés, c'est-à-dire souvent critiqués sans concession.

Le groupe de La Lutte de classes diffusait une presse d'entreprise, dans toutes les entreprises où il avait des militants. Chez Renault, c'était *La Voix des travailleurs de chez Renault*.

Cette presse était diffusée à la porte des entreprises, mais elle était aussi diffusée de la main à la main dans les ateliers, clandestinement, par les militants du groupe.

C'était déjà une différence avec l'attitude des militants du PCI, qui avaient renoncé à ce genre d'intervention pour ne pas se faire interdire toute responsabilité syndicale.

Par ailleurs, on le verra, les camarades regroupés autour de *La Voix des travailleurs de chez Renault*, qui diffusaient un bulletin tous les quinze jours, organisèrent clandestinement, dans des salles en dehors de l'usine, début 1947, des réunions qui regroupaient dix à quinze personnes au début. Leur audience s'accrut avec la participation de membres du MFA (Mouvement français pour l'abondance), d'anarchistes, de bordiguistes, de syndicalistes de la CNT et de trotskystes du PCI.

Ces réunions ne débouchèrent sur rien, tant les idées des uns et des autres étaient différentes, sans qu'elles puissent être arbitrées par la participation d'un grand nombre de travailleurs susceptibles de peser dans un sens ou un autre.

On peut noter que, tout de suite, les camarades du PCI voulaient s'intituler « comité de lutte », c'est-à-dire être un petit groupe dirigeant non élu, et on retrouve même aujourd'hui ce genre de comportement soit dans certains mouvements de travailleurs, soit dans les mouvements étudiants.

Seuls les camarades de *La Voix des travailleurs* firent de l'agitation pour l'augmentation de 10 francs de l'heure et la grève et, dans la description de leurs pratiques, on peut retenir des leçons sur leur comportement.

Dans le secteur Collas, des débrayages eurent lieu, mais ne durèrent pas. Toujours dans ce secteur, les camarades de *La Voix des travailleurs* firent circuler des listes de pétitions.

Ce n'est pas que les militants qui prirent l'initiative de pétitions croyaient à leur efficacité. En fait, pour eux c'était par prudence. Ils voulaient tester pas à pas la combativité des ouvriers. En effet ils savaient qu'une grève serait une épreuve difficile pour les travailleurs qui s'y

lanceraient, car ils subiraient des attaques de tous côtés. C'est pourquoi les militants organisèrent réunion sur réunion pour vérifier et encourager la combativité des ouvriers. Comme le nombre de participants allait en augmentant, cela les rassura mais donna aussi de plus en plus confiance à ceux qui étaient décidés à la grève. Comme on le verra, ils ne se contentèrent pas d'un seul vote, mais à chaque pas ils permirent aussi aux travailleurs de vérifier la combativité des autres. Puis ils organisèrent une réunion qui fut un succès, car y participèrent 500 ou 600 travailleurs du département 6.

À ce moment, les travailleurs hésitaient encore pour continuer leur action. Les militants de *La Voix des travailleurs* firent circuler une nouvelle pétition, qui recueillit la grosse majorité des signatures. Mais ils ne pouvaient la faire parvenir à la direction que par les délégués de la CGT. Ceux-ci, n'osant pas refuser, firent du sabotage.

En fait, les militants de *La Voix des travailleurs* voulaient démontrer dans quel camp se plaçaient les délégués.

Le 17 avril, ils organisèrent un meeting à la sortie de la cantine, en rappelant que les 10 francs avaient été proposés par le secrétaire général de la CGT, Benoît Frachon, et que depuis qu'on parlait de cette revendication elle n'aboutissait pas et qu'il faudrait donc faire la grève pour l'obtenir. Ils rappelèrent les objections des adversaires et y répondirent. Là aussi, c'était un test car ces militants n'étaient pas certains d'être réellement suivis et, pour déclencher la grève, ils voulaient savoir sur quoi ils s'appuyaient.

C'est à cette réunion du 17 avril qu'ils proposèrent l'élection d'un comité de grève, en demandant des volontaires. Les candidats se présentèrent et l'orateur fit

ratifier leur candidature par un vote. Mais il n'appela pas à la grève sur-le-champ.

Les militants de *La Voix des travailleurs* choisirent de ne déclencher la grève qu'après avoir vérifié l'état des stocks de pignons et la façon de couper en toute sécurité le courant à la centrale du département. Eux-mêmes étaient de simples OS et n'étaient pas compétents.

Un autre problème était la paie.

À l'époque, tous les salariés étaient payés en liquide chaque quinzaine, le paiement par chèque n'étant réservé qu'aux mensuels. C'est bien plus tard qu'il a été étendu à tous les salariés.

Donc il fallait attendre la paie pour voir venir. La paie était le jeudi. Les élections des administrateurs de la Sécurité sociale avaient lieu le même jour. Il ne fallait pas paraître vouloir saboter cette élection. Si on attendait le lundi, un week-end se passerait et la détermination pourrait baisser. C'est donc le vendredi qu'il fallait déclencher la grève. Mais il fallait garder le silence sur cette décision et déclencher la grève par surprise.

Afin de vérifier où on en était, le comité de grève organisa un meeting le mercredi 23 avril. Ce meeting fut un succès, ce qui rassura les camarades qui avaient mené la propagande et la lutte jusque-là. L'orateur demanda aux ouvriers de se prononcer à nouveau sur la grève à court terme. La quasi-totalité des ouvriers vota pour et l'orateur demanda alors, au cours de la réunion, que les ouvriers votent à nouveau leur confiance au comité de grève et le mandatent pour déclencher la grève au moment opportun.

Comme on le voit, et c'est un des aspects intéressants du texte de Pierre Bois, le déclenchement de la grève n'a pas été une improvisation surgissant d'une seule tête.



C'est à pas comptés que les militants de *La Voix des travailleurs* ont consulté et reconsulté les ouvriers, aussi bien sur la décision de faire grève que sur la composition du comité de grève.

Et c'est ainsi que le vendredi 25 avril, à 6 h 15, les ouvriers qui arrivèrent les premiers trouvèrent un piquet de grève à la porte, qui distribua un tract très court, rappelant que le comité de grève avait été élu par l'ensemble des travailleurs, mandaté pour déclencher la grève au meilleur moment, pour l'augmentation de 10 francs de l'heure, le paiement des heures de grève, et donnant un ordre de grève immédiate. Comme une des premières mesures prises par le comité de grève fut de contrôler les entrées dans les ateliers, seuls des ouvriers de la RNUR purent entrer ou sortir, mais avec un laissez-passer du comité de grève. Les membres de l'Union communiste qui ne remplissaient pas ces deux conditions n'eurent donc plus aucun moyen de contacter les grévistes.

Korner et Bois purent rarement utiliser des messagers pour le faire.

À 8 heures, un meeting se tint dans le hall, où Pierre Bois rappela les raisons de la grève, en demandant aux ouvriers de confirmer leur choix et de s'engager, en leur disant : « *Il est encore temps de reculer, sinon, en avant !* »

Comme on voit, les militants de *La Voix des travailleurs* ne se sont pas contentés d'un seul vote, ni d'une seule élection. Ils ont, au contraire, vérifié à chaque étape que les décisions prises correspondaient à la volonté des travailleurs avant de plonger dans l'inconnu.

Hardy



Pierre Bois (à droite), avec un membre du comité de grève.

### À la mémoire de Pierre Bois

Pierre Bois est né en 1922 dans une famille ouvrière et il est décédé le samedi 16 février 2002, peu de temps avant son quatre-vingtième anniversaire.

Sa mère était issue d'une famille d'ouvriers agricoles de Picardie. Elle connut les travaux domestiques dès l'enfance et, à l'âge de 14 ans, fut placée comme bonne. Elle vécut deux fois l'exode, en 1914-1918, puis le retour dans un pays dévasté. Elle devint bonne à tout faire à Paris.

Le père de Pierre Bois était issu d'une famille de paysans très pauvres du Limousin et il devint maçon dans la région parisienne. Appelé au régiment en 1912, il fit deux ans de service militaire, puis fut mobilisé durant quatre ans pour la guerre de 1914 : Alsace, Chemin des Dames, Somme, Italie, il ne fut démobilisé qu'en 1920, rendu farouchement antimilitariste. Après la naissance de ses fils, Pierre et Jean, il adhéra au Parti communiste en 1923, trois ans après sa création, et y resta jusqu'en 1933.

La famille Bois arriva à Goussainville, alors en Seine-et-Oise, en 1925, dans un lotissement sans urbanisation : ni eau, ni gaz, ni électricité, ni tout-à-l'égout, des chemins de terre en guise de rues. Le père de Pierre mit toute sa vie à construire sa maison et mourut avant qu'elle soit réellement terminée.

Pierre Bois n'est allé à l'école qu'à 7 ans, car on avait dû attendre qu'il y ait une école. Il commença à travailler à 15 ans, comme maçon chez un petit patron.

Au même âge, Pierre entra aux Jeunesses communistes qui, à l'époque, s'occupaient surtout de la guerre d'Espagne. Avec une vingtaine de copains des JC, il avait bâti la maison du cercle JC en achetant une maison désaffectée du chemin de fer qu'ils avaient retapée eux-mêmes. C'est là qu'il connut ses premières lectures politiques et il devint responsable de la bibliothèque et de la diffusion de *L'Avant-Garde*.

À 17 ans, il fut embauché chez Brissonneau, une entreprise qui fabriquait des locotracteurs et des wagons de métro à Montataire, près de Creil, dans l'Oise. Il devait faire 70 km aller-retour par jour à bicyclette pour se rendre au travail. Puis il entra à la SNCF comme « élève-bureau », c'est-à-dire une sorte d'apprenti employé, au plus bas de la hiérarchie. Juste avant la guerre, en 1939, Pierre Bois travaillait à la gare de Survilliers, toujours en Seine-et-Oise.

Il continua à militer à la JC après l'interdiction de toutes les organisations communistes puis, grâce aux quelques libertés de déplacement qu'il avait en tant que cheminot, il continua encore pendant l'Occupation, après l'attaque de l'URSS par l'Allemagne.

C'est en 1941 qu'un ancien camarade de classe, Mathieu Bucholtz, le convainquit du fossé croissant entre

la politique du PC et les principes du communisme. Pour cela, Bucholtz lui fit lire les ouvrages de base du marxisme, puis, avec des faux papiers d'étudiant, le fit lire à la Bibliothèque nationale, où l'on pouvait encore se faire communiquer des ouvrages interdits. Pierre Bois se levait à trois heures du matin pour aller en vélo à Saint-Denis, où il travaillait alors. Il ne pouvait pas y aller en train puisque c'était lui qui ouvrait la gare à cinq heures du matin ! Il y travaillait jusqu'à 13 heures et, l'après-midi, il allait lire à la Bibliothèque nationale jusqu'à 17 ou 18 heures. Ensuite il retournait à Goussainville en vélo.

À partir de là, Pierre Bois devint un militant trotskyste, qui participa aux activités du groupe créé par David Korner. En novembre 1942, la zone dite libre fut à son tour occupée par les Allemands. Korner lui demanda alors de passer grâce à sa carte de cheminot en zone libre, pour voir Raptis (Pablo, dirigeant du POI) à Saint-Hilaire-du-Touvet, près de Grenoble, où il était en sanatorium, afin de lui transmettre les publications du groupe. Quelques mois plus tard, Raptis, revenu à Paris, donna pour le groupe, devenu Union Communiste (IV<sup>e</sup> Internationale), des cours d'éducation marxiste auxquels Pierre Bois assista.

Au mois de juin 1943, ce fut le Service du travail obligatoire, le STO, pour les jeunes de son âge. Il fut affecté sur place à la SNCF, en tant que cheminot. Mais quelque temps après il fut réquisitionné pour aller faire des embarquements de troupes à Hambourg. Il devint alors « réfractaire » et entra dans la clandestinité jusqu'à la fin de la guerre.

À la Libération, il fut, parce que trotskyste, enlevé par des membres du Parti communiste et emmené au siège du PC, de même que son frère Jean. Pierre fut relâché,

Jean put s'enfuir, et c'est alors qu'ils apprirent qu'on venait de retrouver le corps de Mathieu Bucholtz dans la Seine.

En décembre 1944, Pierre Bois entra, pour y militer, comme ouvrier chez Citroën. D'abord à Saint-Ouen, aux Presses, où il fallait emboutir des tôles de 28 kg. Le travail se faisait à deux, l'un attrapait la tôle, l'autre la recevait pour la faire passer sous la presse, et il fallait en faire une à la minute. Il fut ensuite muté à Citroën Levallois, où l'on refaisait des moteurs américains GMC qui revenaient du front. On les démontait et on les remontait après les avoir nettoyés. Puis il travailla aux Vilebrequins. Enfin, il fut muté à Clichy. Il quitta Citroën au bout de onze mois et fit des petits boulots avant de se faire embaucher chez Renault, en mai 1946. Il fut affecté au Département 6, qui fabriquait principalement des pignons.

En avril-mai 1947, à la tête des travailleurs des Départements 6 et 18, qui élurent un comité de grève, il fut, sous la direction politique de Korner, l'animateur et le dirigeant de la grève de Renault-Billancourt, qui obligea les ministres communistes à sortir du gouvernement Ramadier.

Par la suite, comme la CGT ne voulait pas reconnaître la section syndicale du 6 et 18, Pierre Bois fut amené à créer, on peut dire malgré ses idées, un syndicat indépendant, le Syndicat démocratique Renault (SDR), qui mena un combat difficile pour se faire reconnaître légalement et pouvoir présenter des délégués. En 1949, l'Union communiste éclata à la suite d'un conflit entre Korner et Bois sur la façon dont Korner entendait diriger le SDR. Après la dissolution de l'UC, Pierre Bois continua à militer chez Renault. Il publia un petit journal, *Le Travailleur émancipé* puis, avec des camarades de l'usine proches de

Socialisme ou Barbarie, il participa à un journal dont la diffusion, de la main à la main, se limitait à la Régie Renault, du nom de *Tribune ouvrière*. Le premier numéro parut en mai 1954. De cette époque à 1956, avec un certain nombre d'anciens de l'UCI, Pierre Bois (qui a toujours été pour nous le camarade Vic) fut l'un des principaux artisans de la création du groupe Voix ouvrière, celui qui avait le plus de crédit militant auprès de tous les autres camarades. À partir de là, sa vie se confond avec l'activité de ce groupe. Puis, après la dissolution de Voix ouvrière à la suite des événements de mai 1968, qui eut lieu en même temps que celle d'autres organisations d'extrême gauche, Bois fut à l'origine de Lutte ouvrière.

Au-delà du respect, de l'amitié, de la camaraderie, de l'affection que nous avons tous pour lui, il était celui qui, dans nos rangs, incarnait vraiment la conscience de classe. Il avait un vieux fond un peu libertaire mais, en ces temps de compromis de toute sorte, d'abandon des idées communistes, son radicalisme bien dans la tradition du mouvement ouvrier communiste était pour nous un garde-fou précieux. Jusqu'au tout dernier moment, il a participé à la vie et à la direction de notre organisation.

Un peu plus de deux mois avant sa mort, applaudit lorsqu'il monta à la tribune lors du congrès de Lutte ouvrière du début décembre 2001, il termina ainsi son intervention :

*« Je voudrais cependant terminer en vous disant : ce ne sont pas les vieux qu'il faut féliciter. Bien sûr, ils ont eu le mérite d'avoir tenu. Mais si c'est quelque chose d'important, ou en tout cas de notable, c'est vraiment dû aux circonstances de ces temps sans idéal.*

*Ceux que je voudrais féliciter, moi, ce sont les jeunes qui sont ici. Je ne vous dirai pas où commence et à quel âge*

*finir la jeunesse, mais c'est eux qui représentent l'avenir de nos idées et c'est à eux que reviendra, je l'espère, la tâche de les mettre en œuvre.*

*En effet, ceux que j'applaudis sont les jeunes qui entrent maintenant dans la vie militante. Les raisons d'espérer, ils ne les trouvent pas autour d'eux. C'est donc que c'est en eux qu'ils les trouvent. Et c'est pour cela qu'il faut les féliciter.*

*Et je leur dirai qu'en soixante ans de militantisme, j'ai toujours été heureux, malgré toutes les circonstances traversées. Heureux de m'instruire, de penser, de lever la tête. Heureux parmi mes camarades de toutes les générations, heureux de ne pas être cloîtré dans un tout petit milieu comme le sont malheureusement la plupart des gens.*

*Alors, camarades, bon courage, et ayez confiance dans l'avenir de l'humanité!»*

H.

10 mai 2009





